

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DES LETTRES

LE COMMERCE DES SOIES A LYON

sous Napoléon

ET LA CRISE DE 1811

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée et soutenue le 1^{er} décembre 1953

PAR

Jean LABASSE

IMPRIMERIE ALLIER

26, Cours Jean-Jaurès

GRENOBLE

1957

LE COMMERCE DES SOIES A LYON

sous Napoléon

ET LA CRISE DE 1811

DU MEME AUTEUR

HOMMES DE DROITE, HOMMES DE GAUCHE, Paris,
Editions Economie et Humanisme, 1947, 1 vol. de
115 p.

LES CAPITAUX ET LA REGION, Etude Géographique :
*Essai sur le commerce et la circulation des capitaux
dans la région lyonnaise*, avec une Préface de André
ALLIX, Recteur de l'Université de Lyon (Thèse princi-
pale de Doctorat ès Lettres, Cahier n° 69 de la Fonda-
tion nationale des Sciences politiques, Paris, A. Colin,
1955, 1 vol de xvii + 532 p., avec 48 fig. et 5 planches
hors texte).

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DES LETTRES

LE COMMERCE DES SOIES A LYON

sous Napoléon

ET LA CRISE DE 1811

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

pour le Doctorat ès Lettres

présentée et soutenue le 1^{er} décembre 1953

PAR

Jean LABASSE



IMPRIMERIE ALLIER

26, Cours Jean-Jaurès
GRENOBLE

1957

DÉPOT LÉGAL

1^{re} édition 1^{er} trimestre 1957

TOUS DROITS

de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays

Copyright

by Presses Universitaires de France, 1957

A MON MAITRE, LE DOYEN ANDRE LATREILLE

INTRODUCTION

A l'heure du mariage autrichien, en avril 1810, Lyon est parvenu à panser les plaies matérielles que lui-ont values les violences de l'ère révolutionnaire¹. Les « façades » de Bellecour s'élèvent pendant que se multiplient les projets d'urbanisme². Surtout, le commerce des soies et la fabrication des soieries, ces deux éléments conjoints et essentiels de la fortune lyonnaise, ont retrouvé leur activité d'antan. Une politique économique favorable, entreprise sous le Consulat et poursuivie par le pouvoir avec une constante sollicitude, les a ressuscités et leur a ouvert des perspectives en accord avec les nouvelles conditions de fonctionnement des marchés.

Dès le Moyen Age, la position géographique de la ville en avait fait le grand centre du trafic des tissus d'Italie, de Sicile, d'Espagne et des pays musulmans, alors qu'il n'y avait en France ni fabrique, ni sériciculture et, par conséquent, pas de commerce de la soie³. Celui-ci n'apparaît qu'au xvi^e siècle, une fois lancées les grandes foires — dans le cadre des ordonnances fameuses de 1463 — et assuré l'essor des premières manufactures — à l'abri du privilège conféré à la douane de Lyon par les lettres patentes de François I^{er} (2 septembre 1536)⁴. Sans cesse contesté, ce privilège devait être maintenu durant deux siècles et demi. Toutes les soies consommées dans le royaume, même celles en provenance du Languedoc, du Dauphiné et de la Provence, passaient à Lyon, par des routes fixées, afin d'y acquitter un droit de douane de deux et demi pour cent *ad valorem*⁵. Jointe à la défense de laisser sortir de France les soies

¹ DUBOIS (Louis) et DUTACQ (François), *Histoire de Lyon*, p. 403 et suiv.

² RIVET (Félix), *Le quartier Perrache* (1766-1946).

Spécialiste de l'histoire contemporaine de Lyon et des pays du Rhône, M. Rivet ne m'a pas ménagé son aide et ses conseils pour la poursuite de ce travail. Qu'il trouve ici l'expression de ma profonde gratitude.

³ GUENEAU (Louis), *Lyon et le commerce de la soie*, p. 61.

⁴ PARISSET (E.), *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, p. 25 et suiv.

⁵ Le tarif de 2 1/2 % s'applique aux grèges, les fils de base. Pour les autres, il est majoré en des proportions variables.

indigènes, cette réglementation fit affluer dans les « magasins » de la métropole rhodanienne un choix extraordinaire de matières premières issues de l'ensemble des régions séricicoles d'alors. Elle constitua un atout considérable pour l'industrie du tissage et fonda la richesse du négoce de la place. Lyon ravitaillait presque intégralement les fabriques françaises et était le fournisseur attitré de la plupart des fabriques européennes. La concurrence d'Amsterdam, alimenté en soies du Proche et du Moyen-Orient par les routes fluviales et continentales de la Russie, était peu sensible. Malgré l'ouverture de la route du Cap, qui eût semblé avantager Anglais et Hollandais, la Méditerranée restait toujours la voie essentielle du commerce avec le Levant. Le développement de la sériciculture française dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la maîtrise exercée sur le négoce des fils, les perfectionnements techniques intervenus aux divers stades de leur travail, tout cela garantit apparemment, à l'avant-veille de la Révolution⁶, la suprématie de Lyon comme capitale internationale de l'art de la soie.

La tourmente révolutionnaire la ruine, réduisant à 3 500 le nombre des métiers qui s'était élevé à 14 000 antérieurement⁷. A son terme, Lyon se retrouve dépouillé de son traditionnel privilège douanier, dont le rétablissement n'est plus de circonstance. Hors des frontières françaises, des villes rivales ont profité de son éclipse : Milan, Zurich, Crefeld ont renforcé leur Fabrique. Londres tend à supplanter Lyon dans son rôle de répartition des soies, disposant à cette fin de celles qui s'acheminent depuis les rives de l'océan Indien et du Pacifique.

Avec le Consulat et l'Empire le commerce des soies va cependant reprendre entre Rhône et Saône, dans ce quartier des Terreaux dont il a fait jadis sa terre d'élection. Ce redressement est rendu possible par un certain nombre de facteurs favorables. Le Piémont et la Ligurie sont annexés au territoire national (1802-1805) ; leurs soies, qui entrent pour beaucoup dans la consommation lyonnaise, n'ont donc plus à payer de droits d'entrée en France. Les fabricants, qui redoutent toujours qu'une mauvaise récolte ne les prive de matière première, n'ont pas obtenu que l'exportation de ces soies

⁶ A l'avant-veille, non à la veille, car aux environs de 1780 des difficultés de divers ordres se font jour : l'insuffisance des salaires entretient chez les ouvriers une vive agitation qui aboutit à l'émeute d'août 1786 ; l'édit de Turgot portant suppression des jurandes et des maîtrises (22 février 1776) s'est heurté à des résistances qui l'ont empêché d'entrer en vigueur avant la chute du ministre, mais le régime corporatif est battu en brèche ; enfin s'amorce une certaine désaffection à l'égard des étoffes façonnées, de loin les plus payantes pour la Fabrique.

⁷ PARISSET (E.), ouvrage cité, p. 254.

d'outre-mont soit interdite, mais la vieille prohibition au départ des soies françaises a été maintenue. Surtout, un grand avantage est accordé à leur ville : sa désignation comme bureau de sortie des fils du Piémont au même titre que Nice et Gênes, et avec des droits moindres (décrets des 18 et 21 pluviôse an XI). Les tarifs préférentiels et les traités de commerce imposés aux royaumes d'Italie et de Naples asservissent plus ou moins l'économie italienne à l'économie française et jouent en faveur de Lyon. Les soies exportées directement d'Italie vers l'Autriche, la Suisse et l'Allemagne subissent des taxes plus lourdes que celles qui partent de France, les négociants transalpins gagnent à faire passer leurs envois par Lyon. Ce détour fructueux est grandement facilité par l'amélioration considérable qu'a apporté aux communications l'ouverture des voies alpestres. Lyon, devenu la tête de ligne de la route du Cenis, de « la route de la soie »⁸, jouit ainsi pratiquement du monopole du transit pour l'ensemble des balles de la péninsule.

De son côté, la Fabrique s'est réorganisée. D'importantes institutions ont été créées ou renouvelées : Chambre de Commerce (1802), Condition des soies (1805), Conseil des Prud'hommes (1806), Livret d'acquit (1806). Le nombre des métiers battant a crû progressivement ; il dépasse 13 000 dans le premier trimestre de 1810, soit un chiffre à peine inférieur à celui des meilleures années de la fin de l'Ancien Régime. Près de 30 000 individus en vivent ; sur 831 000 kilos de soie récoltés dans l'Empire en 1809, Lyon et ses faubourgs en utilisent à eux seuls 659 000⁹. Le retour à la sécurité, le faste d'une cour, la politique impériale de propagande en faveur des soieries, l'accession à la richesse de nouvelles classes sociales sont de puissants stimulants pour l'énergie des fabricants. Un marché vaste comme l'Empire s'étend devant eux et les pays alliés ou conquis ouvrent leurs frontières aux étoffes tissées dans les petits ateliers de l'agglomération lyonnaise.

⁸ LEFÈVRE (Georges), *Napoléon*, p. 465.

⁹ Chiffres cités par M. Camille RIFFATERRE dans son étude sur *La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*. Ces chiffres s'entendent de moyennes rapportées à l'ensemble des professions vivant de la soie, pour les premiers. Les seconds, puisés par l'auteur dans les statistiques fournies dans les rapports préfectoraux déposés aux Archives Nationales, ne coïncidant pas avec ceux (1 200 000 kilos et 700 000) avancés par E. PARISSET, d'après les rapports de la Chambre de Commerce en 1810, dans son *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, p. 282. En fait, il n'est pas possible de se prononcer exactement ; car, comme le remarque M. RIFFATERRE, le nombre des métiers occupés varie selon l'activité de la Fabrique dans l'intervalle d'une seule journée (parfois de plusieurs centaines) et l'établissement des statistiques par les municipalités demande de 3 à 4 mois.

Mais la soierie est une industrie de luxe qui subit, plus qu'aucune autre, le contre-coup des maux qui affectent la fortune publique. Au long de son histoire alternent des périodes de prospérité et des phases de dépression aiguë dues aux événements politiques comme aux caprices de la mode. En ce début du XIX^e siècle, elle avait besoin essentiellement de stabilité financière à l'intérieur et de larges débouchés à l'étranger ; car les risques deviennent parfois insupportables lorsque les fluctuations du change s'ajoutent à celles des cours des matières premières, et la consommation nationale ne peut suffire à dissiper les dangers à nouveau latents de surproduction. Les accès de spéculation effrénée, les guerres napoléoniennes sans cesse renaissantes, les représailles commerciales de nations irritées ne manquèrent pas d'affecter profondément les maisons et les ateliers lyonnais ; cela malgré les efforts d'un gouvernement désireux de soutenir une industrie de première importance et d'éviter les remous sociaux provoqués par le chômage, malgré aussi le ressort de négociants et de fabricants habitués à surmonter les moments d'adversité. Déjà, en 1806-1807, une crise très grave avait obligé à « mettre bas » les deux tiers des métiers. Mais, après Tilsitt, la Fabrique s'était relevée avec éclat. Ralentie en 1809 pendant la guerre avec l'Autriche, l'activité était redevenue complète au début de 1810, réalisant, en langage d'aujourd'hui, le plein emploi des hommes et des métiers. A Pâques, la foire de Leipzig, « le grand débouché lyonnais », avait donné des résultats inespérés, lorsque soudain la situation d'excellente devint sérieuse, puis tragique.

La crise de 1810-1811, qui secoua si rudement les diverses branches du commerce et de l'industrie et ébranla l'Empire, a été analysée à mainte reprise à l'échelle de la France entière, soit dans des ouvrages d'histoire générale¹⁰, soit pour elle-même¹¹, soit dans des études spécialisées d'histoire économique¹². Une place importante y a toujours été réservée à Lyon et à la soierie comme à une des villes et à une des industries les plus touchées. D'autre part, aucun des auteurs qui ont traité de l'histoire de la cité, de sa Fabrique ou de son commerce n'a pu passer sous silence un événe-

¹⁰ LEFEBVRE (Georges), ouvrage cité, p. 358 à 369 ; PARISSET (Georges), *Le Consulat et l'Empire* (1799-1815) ; LANZAC DE LABORIE (Louis de), *Paris sous Napoléon, le monde des affaires et du travail*.

¹¹ VIENNET (Mlle Odette), *Napoléon et l'industrie française. La crise de 1810-1811* ; DARMSTAEDTER (Paul), *Studien zur napoleonischen Wirtschaftspolitik. I — Die Krisis von 1810-1811*.

¹² CHABERT (A.), *Essai sur les mouvements des prix en France de 1798 à 1820. Du même : Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820*.

ment aussi symptomatique et gros de conséquences¹³. Enfin, la crise dans le cadre lyonnais a fait l'objet d'une étude particulière due à M. Riffaterre, que de patientes recherches ont amené à un inventaire apparemment complet des pièces déposées aux Archives nationales, série F 12¹⁴. L'essentiel a donc été dit et souvent fort bien dit à son sujet. De très nombreux textes ont été dépouillés et analysés, car les sources officielles sont innombrables : l'Empereur exigeait d'être tenu au courant, et des rapports lui sont fréquemment adressés ainsi qu'aux ministres de l'Intérieur et du Commerce et des Manufactures. Les uns sont exceptionnels, tels le « Rapport (anonyme) à Sa Majesté l'Empereur sur la série des questions faites par Sa Majesté au sujet de la soie et des tissus » (10 septembre 1810)¹⁵, ou celui de l'auditeur au Conseil d'Etat Le Brument, envoyé spécialement sur place pour enquêter (4 novembre 1811)¹⁶. D'autres ont un caractère de périodicité et sont trimestriels ou semestriels, comme les « états de situation des fabriques et manufactures » rédigés par la préfecture, assistée ou non par la mairie ou la Chambre de Commerce. Mais tous ces documents reposent essentiellement sur des recensements ou statistiques très difficiles à établir¹⁷ ; le préfet de Bondy lui-même l'avoue en écrivant au ministre du Commerce qu'« il est impossible de lui présenter des résultats d'une exactitude rigoureuse, les calculs qu'exige un pareil travail ne pouvant être qu'approximatifs dans une cité aussi nombreuse et pour un genre de fabrication qui se divise en autant de mains »¹⁸. Une réalité en constante évolution se dérobe en partie à travers de semblables écrits. Destinés à être lus en haut-lieu, ils ne rendent pas fidèlement l'état d'esprit des particuliers consultés.

Les pétitions adressées par la Chambre de Commerce à l'Empereur émanent directement des hommes d'affaires intéressés. Mais elles se ressentent d'une exagération volontaire des difficultés destinée à émouvoir le gouvernement et à en obtenir l'aide. Plus spontanés, les comptes rendus des séances consulaires n'échappent

¹³ DUBOIS (Louis) et DUTACQ (François), ouvrage cité, p. 409 et 410. GODART (Justin), *L'ouvrier en soie, monographie du Tisseur lyonnais* ; MORAND (Marius), *La fabrique lyonnaise de soieries et l'industrie de la soie en France, 1789-1889* ; PARISSET (E.), ouvrage cité, p. 294 ; *Id.*, *La Chambre de Commerce de Lyon*, 2^e partie, XIX^e siècle, Lyon (p. 113 à 116) ; CHARLÉTY (Sébastien), *La vie politique à Lyon sous Napoléon I^{er}*, p. 371-386.

¹⁴ RIFFATERRE (Camille), article cité.

¹⁵ Archives Nationales, série F 12, 1602 (cf. RIFFATERRE, p. 360).

¹⁶ Archives Nationales, série F 12, 1583.

¹⁷ Cf. ci-dessus, page 3, note infrapaginale n° 2.

¹⁸ Lettre du 4 mars 1813, Archives Nationales, série F 12, 1583.

pas au même reproche. « Pour connaître l'état vrai de l'opinion, mieux vaudrait des journaux, et surtout des documents d'origine privée, mémoires ou correspondances », relevait, il y a quelques années, et à ce propos, M. Villat, en doutant d'ailleurs qu'il en existât ¹⁹.

Depuis lors, l'attention s'est portée chaque jour davantage vers la recherche et l'étude de ce que l'on appelle « les archives d'entreprise » et, parmi elles, du courrier commercial qui est « non seulement le reflet de la vie de l'affaire, mais le reflet de la vie économique toute entière » ²⁰. L'auteur de cette remarque, M. Bertrand Gilles, réserve à ce titre une place particulière à la correspondance de « la banque Guerin à Lyon ». Déposée en 1931 aux Archives départementales du Rhône ²¹ et à peu près ignorée jusqu'ici, elle groupe les lettres expédiées ou reçues durant la période qui va de 1778 à 1851 et, toujours selon M. Gilles, « donne sur l'évolution économique de la région lyonnaise une masse énorme de faits précis et concrets... » Durant un siècle et demi la Maison Guerin a joué un rôle éminent dans la vie d'affaires de sa ville. Sa longue existence lui ayant valu de véritables lettres de noblesse, ses représentants ont été intimement mêlés à l'expansion du capitalisme lyonnais, au sein de sa zone d'influence régionale d'abord, à travers les terres lointaines ensuite ²². A maintes reprises, au cours du XIX^e siècle, on les trouve à la tête d'organismes dirigeants de la cité, Union des Marchands de soie, Chambre de Commerce, syndicats et établissements financiers. Car leur caractéristique est d'être à la fois et indissolublement négociants et banquiers. Cette confusion volontaire de qualités, qui ne cessera qu'avec la mise en liquidation de la société lors de la tourmente de 1931 ²³, était encore fréquente il y a cinquante ans dans certaines branches du grand

¹⁹ VILLAT (Louis), *La Révolution et l'Empire (1789-1815). Tome II : Napoléon*, p. 178.

²⁰ GILLE (Bertrand), *Les archives d'entreprise*, p. 197.

²¹ Où elle occupe une place considérable — une salle entière — et est répertoriée sous l'indicatif 2 F, avec 56 774 pièces recensées pour la période 1792-1810 (46 453 pour la correspondance « France » et 10 321 pour la correspondance « étranger ») et 47 146 pour la période 1811-1820 (respectivement 35 400 et 11 746).

²² En 1914, leurs établissements — magasins, entrepôts, filatures et moulins — jalonnent, outre Lyon et sa région, la Russie, la Syrie, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

²³ Liquidation qui est suivie, pour la partie des actifs matériels ou incorporels qui en réchappent, de la constitution de deux sociétés radicalement distinctes, destinées l'une à l'exploitation de filatures et de moulins ardéchois, l'autre aux opérations bancaires sur titres.

commerce, beaucoup plus rare par contre dans l'industrie²⁴. A l'époque qui nous occupe elle était, on le verra, de nécessité.

L'objet principal du présent travail est d'étudier la crise de 1810-1811 en utilisant presque exclusivement la source Guérin²⁵. C'est-à-dire de suivre son évolution au jour le jour, sous la plume d'hommes tantôt favorisés, tantôt atteints dans leurs intérêts matériels, parfois confiants dans l'avenir et plus souvent pessimistes, mais constamment obligés d'agir rapidement au gré d'événements heureux ou menaçants. Car « c'est sur le vif qu'il faut saisir les situations pour comprendre ce qui se passe... ; les chiffres disent mal ce que les hommes d'affaires pensent ou ce que les ouvriers souffrent »²⁶. Les réactions spontanées des correspondants devant les circonstances, leurs espoirs, leur méfiance à l'égard des remèdes proposés par le gouvernement, leurs réticences, voire leur manque d'objectivité ou de sincérité, tous ces éléments éclairent d'une lumière particulière les mécanismes et le déroulement de la crise... Parallèlement ils permettent de compléter, sur certains points, ce que l'on sait déjà de la vie d'affaires de l'époque : fonctionnement des marchés, usages commerciaux et financiers, etc. Entre les deux examens, il y a solidarité. Car, même si le champ d'observation est restreint, on ne saurait se laisser entraîner par les vicissitudes économiques d'une période troublée sans s'être préalablement interrogé sur les mœurs et les institutions qui en sont la clé.

²⁴ Cf. LABASSE (Jean), *Les capitaux et la région, étude géographique*, p. 5. En 1920, note M. GUÉNEAU (ouvrage cité, p. 78), une douzaine de « grandes banques » figurent parmi les 79 adhérents que compte alors l'Union des Marchands de soie.

²⁵ Outre les pièces figurant comme indiqué dans les registres et cartons des Archives départementales, on a eu recours à quelques papiers de famille conservés et obligeamment communiqués par des descendants des Messieurs Guérin et à l'ouvrage généalogique de M. Robert POIDEBARD, *Les Jullien du Forez en Viennois et leurs alliances*.

²⁶ GILLE (Bertrand), article cité, p. 203.

PREMIÈRE PARTIE

La vie d'affaires d'un marchand de soies
et banquier lyonnais en 1810

CHAPITRE PREMIER

LES GUERIN ET LEUR TEMPS

I. Les Guerin.

Il y avait en 1810 près de vingt ans que la maison Guerin s'était fixée à Lyon. Mais son expérience du commerce de la soie remontait beaucoup plus haut. Elle avait en effet été fondée vers la fin du xvii^e siècle par un certain Dominique Guerin. Son père, Dominique I, était « moulinier en soye de la ville d'Annonay », ainsi que le qualifie un acte de 1661 conservé par la famille¹. Il n'est pas indifférent de noter en passant que la lignée des Guerin tire son origine de la petite ville industrielle du Vivarais qui, à l'époque de la grande expansion capitaliste, dotera Lyon de certains de ses meilleurs hommes d'affaires et y essaimera de véritables dynasties bourgeoises (Seguin, Montgolfier, Frachon, etc.)². Dominique I paraît s'être retiré assez tôt, abandonnant ses occupations au profit d'un de ses fils qui portait le même prénom que lui. Ce dernier — Dominique II — quitte Annonay pour s'établir à Saint-Chamond, non sans avoir installé au passage deux usines de soie à Saint-Julien-Molin-Molette. Sa réputation est grande en Vivarais et en Jarez ; on le présente comme le rival du célèbre filateur italien Pierre Benay. Mais l'essentiel n'est pas là : à Saint-Chamond il se fait marchand de soie, qualité dont ses descendants se réclameront sans aucune interruption, de père en fils, jusqu'à nos jours.

¹ Acte par lequel il loua pour un an un « moulin à tirer la soye, garni de tours prêts à tourner, avec quatre cents roquets ».

² Le premier Guerin dont on trouve trace est, en 1464, un certain Guillaume Guerin, demeurant à Annonay, rue de la Cance, et dont la fortune passait pour importante.

Les débuts de la nouvelle maison semblent avoir été heureux ; Dominique II, déjà, est attiré par Lyon. Il en est reçu bourgeois en 1698 et y devient « recteur de l'Hôpital général de la Charité et Aumône générale de Lyon » ; charge aussi lourde qu'honorifique, puisqu'à l'époque les titulaires sont responsables sur leurs biens, gérant à leurs risques le patrimoine des pauvres. Dominique II s'y ruine à moitié³. Il meurt dans la gêne en 1709. Sa veuve, Etienneette Bertholet, continue ses affaires et s'associe en 1716 avec son fils, Jean-Dominique. Ainsi apparaît pour la première fois la dénomination « Veuve Guerin et Fils ». Jean-Dominique, travailleur opiniâtre, remonte la maison, dont l'importance avait un peu diminué à la suite des difficultés éprouvées par son père, et la développe considérablement. Il meurt à son tour en 1754, la laissant aux mains de sa femme, Marie Malliquet, car son fils, Joseph-Marie, n'avait alors que seize ans. Le 18 mai 1759, Joseph-Marie s'associait avec sa mère. La maison prenait à nouveau la raison sociale « Veuve Guerin et Fils » qu'elle a conservée constamment depuis... En cette deuxième moitié du XVIII^e siècle, le rôle et le rang — nous dirions aujourd'hui le standing — des Guerin vont grandissant. Joseph-Marie devient « Conseiller-notaire-secrétaire du Roy en la cour du Parlement de Provence ». Ce titre, purement honorifique, conférait la noblesse personnelle, définitivement acquise après vingt ans d'exercice et héréditaire après trois générations. Le temps requis écoulé, Joseph-Marie résigna sa charge en faveur de son fils Hugues-Louis (1780). Lui-même reçut de Louis XVI les lettres d'honneur qui lui conservèrent ses privilèges, fut recteur de l'Hôtel-Dieu de Saint-Chamond et maire de cette ville en 1790-1791. En juillet 1792, y jugeant son séjour peu sûr pour lui et sa famille, il se fixa à Lyon et installa ses bureaux dans l'actuelle rue Pizay, au numéro 134, en plein quartier des Terreaux. La Terreur l'y surprit ; trop en vue pour ne pas être suspecté, il dut s'enfuir dans les montagnes du Forez, chez son gendre, un sieur Colomb de Gaste. Il échappa ainsi au siège et à la répression, mais ses biens furent confisqués et il ne put en obtenir la restitution qu'en 1794. Il mourut le 26 août 1795.

Hugues-Louis lui succéda. Il allait diriger la maison Guerin durant plus d'un demi-siècle (1795-1847) et lui imprimer un essor décisif. Sérieux et probe, il se montre aussi ferme dans les principes d'éducation qu'il applique à ses neuf enfants que dans la conduite de ses affaires. Il a 46 ans en 1810 et son expérience déjà

³ POIDEBARD (Robert), *Les Jullien du Forez en Viennois et leurs alliances*, p. 285.

vaste n'est pas encore entachée de routine. Il semble, à travers sa correspondance, qu'aucune tractation tant soit peu notable menée par ses préposés n'ait été soustraite à sa censure. En 1802, il transporte ses bureaux à l'angle du quai du Rhône et de l'actuelle rue J.-Serlin, puis, peu après, rue Puits-Gaillot, où ils resteront (actuel numéro 31). Ces déplacements n'ont pas d'autre signification que la recherche d'un local agréable et surtout vaste, susceptible d'accueillir dans les magasins d'arrière-fond un volume important de balles de soies. Il faut croire que le résultat désiré fut obtenu rue Puits-Gaillot, en bordure de cette artère passante où viennent mourir les pentes de la Croix-Rousse. L'immeuble, construit par Soufflot vers 1750, avait fière allure, comportant au rez-de-chaussée de vastes salles à voûtes en berceau et, pour desservir les étages — ou du moins le premier —, un escalier monumental. Les grilles et fer forgés étaient l'œuvre de maîtres. Quelques bribes en subsistent encore. La façade a conservé son caractère austère et sobre.

II. Structure de la maison Guerin.

Une vie active palpite dans les bureaux. Elle est consacrée essentiellement au négoce des soies, « la branche principale de notre commerce », comme il est répété de multiples fois⁴. En fait les deux éléments de ce négoce ne sont pas d'importance égale, comme on en jugera plus tard. Les ventes l'emportent de beaucoup en intérêt sur les achats, car la majorité des ballots de soies grèges ou d'ouvrés qui passent par les magasins de Guerin ne lui appartiennent pas et sont destinés à être vendus en consignation moyennant commission. Une pratique aussi répandue honore la maison qui fait l'objet d'une confiance quasi unanime, et celle-ci ne manque pas de s'en enorgueillir⁵. Le mouvement des soies enregistré par elle est considérable et requiert tous ses soins : une « tombée » d'acheteurs, « plus forte qu'ailleurs », se presse derrière ses comptoirs⁶. Comme l'ensemble des marchands de soie, ses confrères,

⁴ « Article unique de notre commerce » est-il même dit (lettre Guerin à Dubois, à Venise, 21 février 1811. Archives départementales du Rhône, 2 F 29, f° 32). Nous signalons une fois pour toutes que les citations qui ne portent pas d'indication d'origine sont toutes extraites du fonds Guerin déposé à ces archives sous le matricule 2 F.

⁵ Lettres Guerin à Turret, à Cavaillon, 9 novembre 1811 ; et à Kaepff et Cie, à Venise, 18 mai 1810 (2 F 32, f° 275 et 2 F 26 f° 308).

⁶ Lettre Guerin à Colomb, aux Vans, 30 juin 1810, et lettre Charles, de Romans, à Guerin, 10 août 1811 (2 F 27, f° 385, et 2 F 472).

Guerin a conscience d'appartenir à l'aristocratie des affaires ⁷. 80 % de la correspondance, aux environs de 1810, sont consacrés au commerce de la « matière noble » — d'où l'opportunité de lui réserver un développement ordonné autour du marché soyeux. Cette spécialité n'est cependant pas exclusive.

Le crédit est l'élément vivifiant du commerce, surtout quand celui-ci porte sur des produits de luxe et s'effectue à grande distance. La consignation, en particulier, entraîne naturellement le vendeur à solliciter du négociant un découvert à valoir sur la réalisation de ses marchandises. Un historien lyonnais contemporain d'Hugues-Louis Guerin note, comme une chose courante, que « le propriétaire de la soie se fait avancer un quart, un demi ou trois quarts de ce qui lui revient avant que la soie soit vendue et dont il paye les intérêts » ⁸. Guerin se plie donc à cette habitude et il le reconnaît : « La banque pour nous n'est qu'un objet accessoire, mais nous la faisons volontiers pour compte des correspondants de votre classe », écrit-il le 2 octobre 1811 à un gros client de Livourne ⁹. L'important est précisément de souligner qu'à l'époque il ne joue qu'à son corps défendant ce rôle de banquier qui lui revient pourtant inéluctablement, et sans doute depuis longtemps. Constamment il résiste, invoquant soit l'insécurité des temps, soit ses propres besoins de trésorerie. Plus précisément, il souscrit de bonne grâce aux opérations financières qui ont pour but d'encourager la vente et la circulation des précieux ballots, mais témoigne de la plus grande répugnance à l'égard de celles qui ont trait à la banque pure ¹⁰. Rien de comparable, on le voit, entre cette ligne de conduite et celle qu'adoptèrent les grands ancêtres du xvi^e siècle, ces Bonvisi et autres Gapaillon, rompus au transfert des « obligations » et à la négociation des lettres de change ¹¹.

Est-ce là une question de tempérament du chef d'entreprise ou de circonstances ? Il semble bien — sans pouvoir l'affirmer — que la seconde interprétation soit la bonne. La crise financière de la Révolution a suscité une prudence méfiante chez les hommes de

⁷ Sur la place des marchands de soie à Lyon et leur mentalité, cf. GUÉNEAU (Louis), *Lyon et le commerce de la soie*, p. 71 et suiv.

⁸ BEAULIEU (C.), *Histoire du commerce, de l'industrie et des fabriques de Lyon depuis leur origine jusqu'à nos jours*, p. 192-193.

⁹ Lettre Guerin à Pastenoni fils ; 2 F 31, f° 232.

¹⁰ Lettre Guerin à Coffin, à Maclas, 19 juin 1810 ; et lettre d'Hugues-Louis Guerin, en voyage à Gènes, à sa maison, 13 septembre 1810 (2 F 27, f° 345, et 2 F 387).

¹¹ GASCON (R.), *Structure et géographie d'une maison de marchands de soie à Lyon au XVI^e siècle*, pp. 152-153.

finance de vieille souche. Les nouvelles institutions monétaires ont pénétré inégalement au cœur des provinces, la preuve en est dans les difficultés que rencontre parfois Guérin à se faire régler à sa convenance par ses créanciers des campagnes. Enfin la création à Lyon, en 1809, du Comptoir d'Escompte, succursale de la Banque de France, a irrité le patriciat de la ville, mécontent de s'y voir disputer la suprématie sur la vie commerciale et financière ; d'où la tendance de Guérin et de ses pareils à renvoyer au dit Comptoir, pour le mieux gêner, les demandeurs de crédit non spécialement titrés, alors qu'aucun d'eux, en contrepartie, ne fait fi des dépôts ¹²... Toujours est-il que nous sommes, à l'époque et à Lyon, en pleine évolution des problèmes du crédit et que Guérin, à notre grand dam, se montre assez discret à leur sujet. Sans jamais revendiquer en premier rang la qualité de banquier, il sera amené progressivement à se l'attacher. En 1834 en effet, Hugues-Louis obtient la reconnaissance de sa maison comme banque et acquitte, à ce titre, un droit fixe à la patente de 500 francs, au lieu de 300 antérieurement pour le seul négoce des soies.

Marchand de soie d'abord, banquier subsidiairement, Guérin ne néglige pas, quoi qu'il en dise, de se prêter à l'occasion à un négoce moins noble mais fructueux, en utilisant pour cela son vaste réseau commercial. Ce genre d'opérations n'a cours qu'en période de crise ; on n'en trouve pas trace dans le premier semestre 1810, alors que les manifestations en sont fréquentes durant l'hiver qui suit, le printemps et l'été de 1811. Petits profits dont on se contente aux époques difficiles et que l'on sollicite même avec humilité ; un client de Turin, auquel Guérin écrivait un an auparavant avec hauteur, reçoit de lui, en mars 1811, ce discret appel : « Le calme où sont les soies nous laisse le loisir de nous occuper de la vente des articles jusqu'à présent étrangers à notre commerce, tels que les riz, ayant autant de moyens que tous autres pour son placement ¹³. » Au riz s'ajoutent les huiles d'olive en provenance de Nice ¹⁴ et surtout les denrées coloniales dont le transit par Lyon a été favorisé par l'installation d'un entrepôt spécialisé (décret du

¹² Toute une correspondance déposée aux archives de la Chambre de Commerce de Lyon, et peu connue, fait état de ces dispositions implicites. De la lettre du 14 floréal an IX (4 mai 1801), adressée par le préfet du Rhône aux « citoyens composant le bureau consultatif du commerce », à la lettre du 19 mai 1814, expédiée par un groupe de négociants au président de la Chambre, un long débat se déroule autour des problèmes locaux du crédit. Nous y reviendrons ultérieurement.

¹³ Lettre Guérin à Richetti, 1^{er} mars 1811 ; 2 F 29, f^o 332.

¹⁴ Lettre Torelli, de Nice, à Guérin, 7 novembre 1810 ; 2 F 334 *ter*.

20 floréal an XIII (10 mai 1805) daté de Milan)¹⁵. Par la suite, malgré le blocus, ces marchandises pénètrent dans la péninsule, à Venise en particulier, grâce à l'habileté des contrebandiers illyriens¹⁶. Ils ne sont pas toujours heureux, et bien souvent les cargaisons sont confisquées et vendues publiquement. « Comme elles doivent être expédiées et achetées exclusivement pour la France, le concours des acheteurs n'est pas grand et les prix assez modiques¹⁷. » Les négociants vénitiens pressentent alors Guérin, qu'ils savent éventuellement intéressé. De même, leurs confrères niçois ; l'un d'eux, en mai 1810, invite le Lyonnais à se porter acquéreur d'un lot de poivre, café, thé, indigo, ivoire, quina, sucre et bois de campêche, transporté par le navire américain *The Arrow*, que le corsaire français *L'Hirondelle* a arraisonné et conduit à Nice (juin 1809)¹⁸. Nous ignorons la réponse... Un autre produit est cité, à l'occasion d'une unique transaction : les peaux de lièvre de Bosnie et de Valachie, utilisées par la chapellerie, industrie importante à Lyon¹⁹.

En définitive, un seul courant commercial relativement stable a bénéficié à Guérin, celui des cotons. De longue date ils avaient transité par Lyon depuis le Levant. Mais la filature n'avait commencé dans la région qu'en 1780, à Neuville. Après l'exclusion des étoffes anglaises, les manufactures de cotonnades se développent en Beaujolais (Amplepuis, Tarare, Thizy), notamment par reconversion des anciens métiers à tisser la toile. Lyon abrite donc un important marché cotonnier²⁰. Cette situation n'échappe pas rue Puits-Gaillot, où l'on se rapproche de négociants de Naples et de Castellamare²¹. Les ordres sont passés avec grand soin et surveillés, spécialement pour l'emballage et « l'écart de la fraude et du mélange », d'autant plus qu'il paraît s'agir d'achats fermes et non de consignation. Il semble même que des contacts soient pris avec une maison française qui vient de créer à Spalato, en Dalmatie, un établissement destiné à assurer le transport des cotons par l'Illyrie (août 1811).

¹⁵ Cf. à ce sujet PARiset (E.), *La Chambre de Commerce de Lyon*, 2^e partie, p. 147.

¹⁶ FUGIER (André), *Napoléon et l'Italie*, p. 270.

¹⁷ Lettre Koepff, de Venise, à Guérin, 5 mai 1810 ; 2 F 404.

¹⁸ Lettre Gaziella, de Nice, à Guérin, 20 mai 1810 ; 2 F 334 *bis*.

¹⁹ Lettres Dubois, de Venise, à Guérin, des 13 février, 9 et 20 mars 1811 ; 2 F 522. Réponses Guérin des 21 février et 23 mars ; 2 F 29, f^{vs} 322 et 366.

²⁰ Sur l'importance de ce négoce à Lyon, voir PARiset (E.), ouvrage cité, p. 148-149.

²¹ Lettres Audra, de Naples, à Guérin, 3 juillet et 10 août 1810 ; 2 F 390. Lettre Meuricoffre, de Naples, à Guérin, 25 janvier 1811 ; 2 F 512. Lettre Politi, de Naples, à Guérin, 5 novembre 1811 ; 2 F 513.

III. La vie de relation.

Les diverses formes d'activité qui ont été esquissées soulèvent chacune leurs problèmes mais en ont aussi de communs ; en particulier ceux qui tiennent aux communications et à la circulation.

Les transports continentaux de marchandises s'effectuent généralement par « voituriers », nous dirions aujourd'hui transporteurs publics. Sur les grandes relations existent de véritables dessertes régulières : Branbina, à Milan, expédie une fois par semaine, même deux s'il le faut, des voitures directes sur Rome et Naples, avec retour. Teulié et Bellemain, à Lyon, ont de même des services hebdomadaires pour Turin ; mais ce n'est qu'à partir du 1^{er} novembre 1810 que la liaison Turin-Milan est assurée de façon stable. En France proprement dite, certaines directions sont également privilégiées : pour les Lyonnais, les envois sur Saint-Etienne et Paris ne souffrent pratiquement pas de solution de continuité. Il arrive aussi qu'il y ait « groupage », au sens moderne du mot : le voiturier groupe les marchandises pour une destination mais la régularité des départs n'est pas garantie, en raison de l'instabilité du frêt. Fréquemment enfin le transport s'effectue à façon, l'expéditeur ayant le soin de choisir le voiturier, de débattre avec lui l'itinéraire, le délai et le prix, et d'aviser le client. Les exemples de ce genre abondent. En voici un parmi d'autres : en octobre 1810 un vendeur de coton de Naples doit livrer à Guerin des balles pour une valeur globale de 10 000 francs ; il choisit à cet effet « un bon voiturier français..., qui s'est engagé de les rendre dans 55 jours à Lyon, à raison de 54 francs le quintal poids de marc franc de tout frais, à l'exception cependant des droits que doit payer la marchandise aux frontières de France qui seront acquittés par M. Laurent, de Parme, qui s'en remboursera sur votre maison à Lyon » ²².

Librement fixés, les prix n'obéissent bien entendu à aucune norme rigoureuse. Durant l'été 1810 des expéditions sur Lyon de même nature se font à 30 francs le quintal départ Venise, à 36 départ Cologne, à 54 départ Naples. Sur quelques directions, et sauf intempéries notables, certains délais de route coutumiers semblent avoir cours (1 jour pour Saint-Chamond et Saint-Etienne, 14 à 15 jours pour Tours et Saumur, 60 l'été et 70 l'hiver pour Naples ²³) ; en ce cas les usagers entendent s'y tenir et Guerin, qui a reçu un précédent envoi en 54 jours par un roulier de son choix,

²² Lettre Meuricoffre à Guerin, 5 octobre 1810 ; 2 F 391.

²³ Malgré son abondance, le courrier de Paris ne donne aucune précision sur ces délais en ce qui concerne la jonction entre Lyon et la capitale.

semonce vertement un fournisseur napolitain pour s'être confié à un voiturier peu sérieux qui en a mis peu après 64²⁴. Mais c'est là l'exception. En pratique la durée d'acheminement est évaluée approximativement, à chaque occasion dès qu'on s'écarte des trajets les plus fréquentés. Il serait vain au surplus de se référer aux distances kilométriques pour comparer les coûts et les itinéraires. D'une part ceux-ci ne sont pas toujours stables : bien que le Cenis soit devenu la route de la soie, la voie de la Corniche lui est souvent préférée, l'hiver notamment, pour les expéditions de Venise, de Naples et même de Turin²⁵. A la suite du rattachement de la Hollande à l'Empire (9 juillet 1810), un correspondant de Cologne décide d'effectuer désormais ses envois via Dusseldorf et Varel (Oldenbourg), les routes plates du Nord étant plus sûres que celles de l'Est, et même plus rapides²⁶. D'autre part, malgré les améliorations considérables apportées aux communications depuis la fin de la Révolution, une série d'entraves les grèvent encore. Il en est qui tiennent aux tracés, quand ils épousent de trop près les lignes du relief ; par deux fois, à l'automne 1810, des convois se trouvent stoppés en Toscane parce que les torrents, grossis par des pluies diluviennes, ont interrompu la circulation. D'autres sont dues aux circonstances politiques : en août 1810, les soies de Calabre se font attendre à Lyon, l'armée ayant réquisitionné pour ses besoins les chariots et mulets disponibles en Italie du Sud. Il y a aussi le brigandage. On ne le rencontre pas seulement dans la péninsule²⁷, mais également dans le Midi de la France, au sein et sur le pourtour de la Camargue. Enfin, la mauvaise saison constitue pour la plupart des trajets, même méditerranéens, un sérieux handicap ; en hiver les voituriers de Naples portent leurs délais de route de 60 à 70 jours.

Des contingences si diverses expliquent que pour le transport des marchandises de haute valeur, comme la soie, et a fortiori pour celui des monnaies d'or, un négociant avisé soit amené de temps à autre à sacrifier les considérations de prix à celles de sécurité. Selon les besoins, il recourt alors aux diligences ou aux courriers. Aux seconds, Guérin remet volontiers les instruments de paiement — lettres de change, acceptations, espèces — qui lui sont destinés

²⁴ Lettre Guérin à Sorvillo, 1^{er} décembre 1810 ; 2 F 29, f° 303.

²⁵ BLANCHARD (Marcel), *Les routes des Alpes Occidentales à l'époque napoléonienne* (1796-1815).

²⁶ Lettre Tongres, de Cologne, à Guérin, 28 août 1810 ; 2 F 384.

²⁷ En février 1811, l'insécurité est telle entre Milan et Turin que Guérin donne instruction à son correspondant de Milan de fractionner les envois de valeurs qui lui sont annoncés, comptant sur sa prudence pour pallier « le peu de sûreté des routes » (lettre du 2 février 1811 ; 2 F 29, f° 320).

et qui circulent sous forme de colis ou « groupes ». Mais il se heurte, pour l'Italie, au mauvais vouloir des Pouvoirs publics. En octobre 1811, le préfet du département du Mont-Blanc, à Chambéry, fait des difficultés telles que plusieurs courriers refusent de prendre les groupes. Guerin adresse immédiatement une protestation en haut lieu, arguant qu'« à Paris même, sous les yeux de l'administration, cette voie est suivie sans empêchement ni réclamation »²⁸. Il obtient satisfaction très rapidement. Mais les choses se gâtent en novembre, quand la direction des postes affiche à Turin un arrêté qui prévoit la confiscation au profit des pauvres des groupes trouvés dans les malles des courriers et la destitution de ces derniers²⁹. Aussitôt Guerin se retourne vers les diligences, auxquelles depuis longtemps il confiait ses plus précieux ballots, malgré le prix élevé des tarifs³⁰. D'autant qu'elles offrent de sérieux avantages : « Ceux-ci (les courriers) voyagent seuls et sont plus exposés à être attaqués et dévalisés qu'une diligence qui marche toujours avec un certain nombre de voyageurs. Les entrepreneurs de diligences ont d'ailleurs une responsabilité que ne présente pas le bureau des courriers »³¹.

Quel que soit le mode de transport utilisé, il est un obstacle qui ne peut être levé, la douane. Non pas tant que l'on s'insurge contre ses exigences, encore qu'elles soient jugées coûteuses. Passe aussi pour la lenteur et la complexité de ses procédures, encore que, pour les éviter, on soit prêt à différer de trois mois le dénouement d'une transaction³². Mais les récriminations sont âpres à l'encontre de « ces maudites sondes infernales » qui coupent les fils de soie dans les ballots et causent plus de dégâts que le frottement sur les chariots. Ces protestations réitérées répondent-elles seulement au soin jaloux de la matière ? Toujours est-il que la plupart des avaries constatées après importation sont attribuées à l'introduction de la sonde par les douaniers et que, à la suite des représentations des maisons de Lyon, ceux-ci se voient interdire leurs « vexations » en octobre 1811³³.

²⁸ Lettre Guerin à Fortis, à Chambéry, 5 novembre 1811 ; 2 F 32, f° 264.

²⁹ Lettre Guerin à Vegezzi, à Turin, 16 novembre 1811 ; 2 F 31, f° 308.

³⁰ Pour 100 kilos de soie expédiés de Cologne en août 1810, ce prix est de 71 francs contre 36 par voiturier, soit un écart de 100 % (lettre Tongres à Guerin, 28 août 1810 ; 2 F 384).

³¹ Lettre Guerin à Labaume, à Milan, 11 novembre 1811 ; 2 F 31, f° 297.

³² Espérant la suppression des douanes à la sortie de Naples et à l'entrée en France, Guerin prie son correspondant de Naples de retarder au 1^{er} janvier 1812 l'expédition de soies achetées à fin septembre. Lettre Guerin à Meuricoffre, 3 octobre 1811 ; 2 F 31, f° 236.

³³ Il va de soi que cette interdiction vise les ballots de soie ; est-elle signifiée à l'ensemble des postes frontaliers ou seulement aux plus intéressés,

Si l'acheminement des marchandises prête à pas mal de difficultés, les relations postales semblent par contre donner en gros satisfaction, du moins sur les principales directions. Saint-Etienne est touché en deux jours ; le 11 novembre 1810 on y accuse réception d'une lettre partie de Lyon le 9. Un échange de correspondance avec Romans se résume comme suit : Lyon écrit le 4 juillet (1811), Romans répond le 10, Lyon riposte le 14. Avec Turin, le délai minimum est de 4 jours ; un pli parti le 4 août de la capitale du Piémont parvient le 8 à Lyon. Une grande gêne subsiste par contre pour les campagnes reculées du Vivarais et du Velay : « Des avis essentiels séjournent dans les bureaux de poste » et près de quinze jours s'écoulent parfois pour que les instructions de Guérin entrent en la possession des mouliniers de Flaviae ou de Maclas. Aussi des circuits raccourcis se dessinent-ils. Dans les moments de fièvre, les propriétaires installés sur les plateaux ardéchois ou le revers du Pilat se font adresser leur courrier chez un ami, au Péage ou à Saint-Chamond ; ils vont l'y prendre eux-mêmes ou par personnes interposées.

Les écrits les mieux rédigés ne remplacent pas les contacts directs. Les hommes d'affaires de la maison Guérin voyagent donc abondamment. Des périple qu'ils accomplissent, seuls nous sont narrés en détail ceux du chef d'entreprise, Hugues-Louis, parce qu'ils s'accompagnent d'une correspondance régulière. Ils répondent apparemment à deux buts principaux : rafraîchir les informations qui ont trait à la « surface » des négociants sur lesquels courent les plus gros engagements, intervenir sur le marché des soies, par achats ou ventes, quand sa situation mouvante exige des décisions immédiates. Aux premiers jours de septembre 1810, Hugues-Louis Guérin quitte Lyon en diligence pour entreprendre une vaste tournée en Italie. Peu soucieux de flâner, il ne se ménage pas, roulant la nuit lorsque cela est possible. Pourtant les incidents de route ne manquent pas : deux fois, au milieu de la nuit, la voiture qu'il a empruntée casse ses essieux sur les mauvais chemins de Vénétie et il se trouve sans secours dans la campagne, en pleine obscurité et sous une pluie battante. Mais il se console en souhaitant que « les bénéfices que produira ce voyage soient proportionnés aux dépenses et aux peines qu'il occasionne ». Le 4 septembre il est à Turin, le 10 à Novi, le 11 — à 4 heures du matin — à Gênes, le 17 à Parme — après un arrêt à Plaisance —, le 18 à Bologne, le 22 à

ceux de la frontière italienne ? On ne saurait le dire d'après la correspondance de Guérin, qui ne s'étend pas sur ce sujet et se borne à signaler la mesure comme un grand succès à ses amis de Turin (lettre Guérin à Muschiatti, 5 novembre 1811 ; 2 F 31, f° 288.

Florence, le 25 à Livourne et le 3 octobre à Venise, d'où il regagne Lyon via Milan.

A chaque étape il jette ses impressions et ses instructions sur une missive qu'il adresse à son bureau. Les détails pittoresques s'entremêlent de décisions impératives : telle maison de Livourne vaut mieux que telle autre, car ses magasins sont pleins de soie, mais il convient néanmoins de « ne pas se mettre en avance avec elle » ; à Parme, les cocons ont été trop chers et il ne faudra pas chercher de la marchandise de ce côté ; et ainsi de suite... On demeure surpris par l'activité et le coup d'œil de ce grand commerçant lyonnais, familier, comme tous ses compatriotes, des choses d'Italie. Car c'est bien là l'une des deux leçons à retirer de ce compte rendu de voyage sans apprêt ³⁴ : les gens de Lyon sont chez eux en Italie, où ils jouissent d'une situation prédominante ; on se bat à leur passage pour obtenir leurs ordres, leurs capitaux et leurs conseils. L'autre leçon est d'une nature différente. Certains historiens considèrent qu'à l'encontre des hommes d'affaires de diverses régions de France, qui commencent à lancer sur les routes des commis-voyageurs, ceux de Lyon continuèrent de faire appel à des intermédiaires spécialisés, courtiers ou commissionnaires, en restant chez eux ³⁵. Il semble indiqué de réformer avec modération ce jugement. Car l'exemple d'Hugues-Louis Guérin, auteur de deux déplacements en Italie dans l'espace d'une année, n'est pas isolé. Lui-même spécifie avoir rencontré plusieurs de ses confrères chemin faisant. Toutefois, pour des raisons déjà exposées, il s'agit essentiellement pour eux de s'informer et d'acheter, et il n'est guère question de vendre. C'est en ce sens que l'observation rapportée a une justification partielle.

IV. Mœurs et pratiques des hommes d'affaires.

A lire ce qui est écrit à leur sujet par des correspondants étrangers à leur ville, les hommes d'affaires lyonnais passent pour des travailleurs acharnés dont le principe de base est qu'« il convient toujours de faire ses affaires soi-même ». Tout en ayant des émules qui supportent la comparaison, ceux de la maison Guérin semblent résumer nombre de leurs traits caractéristiques. Ardents à la tâche, ils sermonnent à longueur de lettres leurs fournisseurs, les incitant à redoubler « d'économies et de soins » dans leurs pré-

³⁴ 2 F 388, 392, 398 et 404.

³⁵ Cf. notamment CHABERT, *Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820*, p. 307.

parations. Hugues-Louis ne manque d'ailleurs pas d'appliquer aux siens ces sages maximes. D'Italie, où il voyage, il leur recommande d'être toujours de bonne heure au « magasin », le matin comme « après le dîner », car, écrit-il, « j'ai éprouvé bien souvent que les courtiers ne se donnent point la peine de revenir lorsqu'ils ne vous trouvent pas et qu'ils achètent ailleurs » ³⁶. Le zèle insuffisant de certains commissionnaires est rapidement sanctionné ; l'un d'eux, qui a reçu des fonds en vue de certains achats qu'il n'a pas pu ou su exécuter, s'en voit réclamer les intérêts ; un autre, qui débute dans le métier, est rappelé à l'ordre avec rudesse pour avoir rempli avec lenteur et à de médiocres conditions sa première commission. Le sens commercial de Guérin est également très aiguisé ; les « propriétaires » (de soie) sont assurés qu'il tirera le meilleur parti des ballots qu'ils lui confieront. Il profite d'un moment de pénurie pour écouler des « rossignols » (*sic*) précédemment boudés par les consommateurs, ou s'empresse de vendre à « un homme peu difficile » un lot de mauvaise qualité. Mais c'est là assez exceptionnel : Guérin tient à garder sa réputation vis-à-vis des courtiers et des fabricants, car « l'acheteur ne se contente pas d'un examen superficiel ; ... il déploie scrupuleusement les matreaux sur sa cheville, les tourne et retourne en tous sens, pas un bouchon n'échappe à cet examen » ³⁷.

De telles exigences requièrent du négociant une connaissance parfaite des soies. On ne le leurre ni sur le degré d'humidité d'un ballot, ni sur la grosseur ou la régularité des brins, ni sur la qualité de l'ouvraison — appelée aussi « apprêt » à cette époque. Les recommandations et les conseils pleuvent donc sur les mouliniers et les fileurs (on dit également « filateurs ») : qu'ils filent « nettement et régulièrement », qu'ils « purgent » et assortissent convenablement les brins, qu'ils se défient des trames d'apprêt trop faible, car « le beau a toujours son tour » et la Maison ne s'attache pas aux marchandises médiocres.

Quand les soies reçues sont satisfaisantes, Guérin s'efforce de les vendre au plus haut cours possible. Les considérations techniques qui, précédemment, retenaient surtout l'attention, cèdent maintenant le pas au savoir-faire et à la psychologie. Accusant facilement son mandataire d'avoir vendu trop tôt, si la hausse des cours se poursuit, ou trop tard, si une baisse se dessine, le « propriétaire » est vite persuadé que ses intérêts sont sacrifiés « à la rapacité

³⁶ Lettre Hugues-Louis Guérin à sa maison, 13 septembre 1810 ; 2 F 387.

³⁷ Lettre Guérin à Gayot, à Saint-Chamond, 30 octobre 1811 ; 2 F 32, f° 256. On désigne par « matteau » l'ensemble obtenu par la réunion de plusieurs flottes ou écheveaux.

des fabricants » — l'expression revient souvent — ; les Italiens excellent en particulier dans les plaintes déchirantes, soupçonnant les Lyonnais de les « faire mourir à coups d'épingles », de les astreindre à « supporter entièrement les événements contraires »³⁵. Si, comme il arrive en période de crise, l'intervenant le plus éloigné du marché est le premier à en supporter les contrecoups, il ne faut cependant pas exagérer la portée de ces joutes épistolaires ou oratoires. Dans l'ensemble, la moralité commerciale des « gens de soierie » paraît bonne, avec plus de défaillances du côté des fabricants que de celui des marchands de soie. Pour Guérin la preuve en est administrée avec éclat ; l'immense majorité de ses clients de consignation s'abstiennent de limiter les cours dans la passation des ordres, se bornant à lui demander d'agir « comme pour vous » ou déclarant se fier à son « intacte probité ». A Lyon et pour la profession intéressée, les affaires se traitent donc en confiance. Il pourrait d'ailleurs difficilement en aller différemment, car le fonctionnement du marché exige un dénouement rapide des transactions. Cette confiance, plus nécessaire au marchand de soie qu'à aucun autre négociant, repose, de la part de ceux qui l'octroient, sur trois éléments :

— le premier est ce capital moral et technique dont il vient d'être parlé ;

— le second est la surface financière ; le métier, pour être bien exercé, demande en effet de gros capitaux. Nombreux sont les correspondants de Provence, d'Allemagne et d'Italie qui grossissent la clientèle de Guérin en indiquant, dans leur lettre introductive, qu'ils savent que « ses moyens sont bien étendus » et qu'il peut « voir les choses en grand ». Au plus fort de la crise, durant l'hiver 1810-1811, alors que certaines pertes subies par lui sont connues, pas une lettre ne laisse percer la moindre inquiétude à son sujet. Au contraire, les magasins de la rue Puits-Gaillot ressortent comme un havre où plus d'un propriétaire quémende la faveur d'entreposer ses ballots ;

— le troisième élément réside dans la qualité et la rapidité de l'information. Celle-ci joue en effet un rôle décisif. Un commerce à longue distance et à bref déroulement comme celui des soies commence à notre époque à surmonter les difficultés de la circulation ou les désordres monétaires, mais il souffre encore gravement des déficiences de l'information : pas de journaux ni de groupements professionnels, pas de télécommunications modernes. Interrogé

³⁵ La correspondance sur ce thème est particulièrement abondante et pittoresque. Cf. 2 F 32, f° 5 ; 2 F 343, 399, 403, etc.

sans cesse de tous les points de l'horizon, le marchand lyonnais doit se tenir constamment au courant des conditions changeantes du marché : connaître au jour le jour les aléas de la récolte des cocons, supputer les cours qui prévaudront initialement pour les grèges, s'enquérir des foires et des marchés locaux et, à l'autre extrémité du circuit, suivre la vente des tissus, l'ouverture et la fermeture des débouchés, les fluctuations de la mode, la conjoncture politique... Cela représente un immense effort, auquel se rattache plus de la moitié de la correspondance qui a été parcourue³⁹. Cet effort est à double fin, car un Guerin, après avoir profité lui-même de la documentation recueillie, en fait bénéficier ses amis en répondant à leurs questions dans un délai qui, en 1810-1811, n'excède jamais une semaine⁴⁰. Une partie de son prestige auprès d'eux vient de là.

Tout pousse donc Guerin à l'extension indéfinie de ses relations d'affaires, et il s'y emploie tant pour grossir son chiffre et ses bénéfices que pour perfectionner son outil de travail. Tout, sauf la nécessaire sélection des hommes et des risques. Car la prudence reste la vertu suprême. N'est-ce pas « par erreur ou défaut de calcul » qu'« on est exposé dans le commerce à quelques pertes »⁴¹ ? Surtout quand il s'agit d'une matière aussi spéculative que la soie. « Spéculateur » ? Le qualificatif a cours, mais avec une acception laudative, en opposition aux « petits fabricants » dont les achats s'arrêtent quand leur bourse est vide. Si spéculation il y a, les limites en sont soigneusement tracées. La possibilité de pertes étant admise, on n'hésite pas à les prendre pour soi, quand il est nécessaire, afin d'arrêter les frais. On le verra à propos des faillites. Quoi qu'il arrive, Guerin garde la tête froide, aidant ses meilleurs correspondants à se ressaisir au milieu de la tourmente. De quel ton il reprend l'un d'eux, affolé par l'ampleur de la crise : « Vous nous donnez l'autorisation désespérée de vendre à tout prix. Nous ne l'acceptons pas. Veuillez nous écrire de sang-froid⁴²... » !

Une pareille assurance trahit plus que du caractère et de la confiance en soi. Par nature le grand marchand de soie exerce une sorte de magistère sur tout ce qui touche à sa profession et il en

³⁹ Quand la demande de renseignements en vaut la peine, Guerin n'hésite pas à engager des frais. S'agissant d'éventuelles modifications au régime douanier en Italie, il demande à ses correspondants des « avis par estafettes ».

⁴⁰ Citons par exemple cette lettre du 13 septembre 1811 par laquelle Guerin informe un certain Colla à Turin que la mode (à Paris) s'écarte du satin ; la consommation « des Villefranche et des Castigliole » en sera ralentie, d'où une baisse probable des cours (2 F 31, f° 195).

⁴¹ Lettre Guerin à Cottolengo, à Turin, 30 octobre 1810 ; 2 F 29, f° 146.

⁴² Lettre à Tron, à Turin, 4 juillet 1811 ; 2 F 31, f° 91.

use. S'il « ressent vivement les pertes qu'éprouvent ses amis », il n'omet pas de leur rappeler qu'autant qu'aux événements ces pertes sont dues à leur entêtement à ne pas vendre ou garder opportunément leurs ballots, selon les cas. Il ne supporte pas qu'on l'accuse de faire mal son métier⁴³. Allant parfois jusqu'à une cinglante ironie, il tance vertement et, semble-t-il, avec succès, ceux qui osent le mettre en concurrence. Tant de hauteur ne va pas sans un certain esprit de caste, dont les manifestations discrètes sont souvent imprévues. Les commerçants israélites sont peu considérés ; à propos d'une faillite, Guérin déclare qu'elle n'intéresse personne à Lyon, « les Juifs à part ». Le terme de « capitaliste » est employé avec mépris pour désigner les « nouveaux riches » d'alors qui, à défaut d'exercer un métier reconnu et honoré, traitent de multiples opérations de passage (financement d'importations, courtage international, etc.) à l'aide de leurs capitaux. La terminologie prend un sens précis avec l'expression de « brasseurs en banque » ; celle-ci vise les maisons — notamment parisiennes — nées depuis la Révolution et qui travaillent avec l'aide de la Banque de France, cette institution si décriée par l'aristocratie lyonnaise.

À l'égard du pouvoir napoléonien, pourtant si soucieux de la prospérité de la capitale de la soie, l'attitude observée par Guérin dans sa correspondance permet de supposer qu'il en pense peu de bien. Il n'a pas de mots trop durs pour blâmer la flagornerie qu'il suscite ; « la députation de Lyon, écrit-il en janvier 1811 à son ami turinois Muschietti à propos d'une démarche officielle, n'a et ne pouvait avoir aucun succès ; nous ne désespérons pas de voir une adresse de félicitation sur les mesures contre lesquelles on se proposait de faire une respectueuse remontrance »⁴⁴. Cette humeur soupçonneuse s'étend même à la Chambre de Commerce de Lyon, taxée de n'être composée que de fabricants, et même de petits.

L'atmosphère des affaires est rendue avec une particulière netteté par les litiges qui naissent des nombreuses faillites provoquées par la crise de 1810-1811. Leur origine et leur déroulement sont suivis pour ainsi dire au jour le jour. Les lettres qui s'échangent à ce sujet jettent une vive lumière sur les aspects juridiques et les mœurs qui prévalent alors⁴⁵.

⁴³ « Est-ce maintenant à la province à déterminer les prix pour Lyon ? » se fait répondre un vendeur de Privas qui, en avril 1811, se permet de discuter les cours (2 F 30, f° 307).

⁴⁴ Lettre à Muschietti, 8 janvier 1811 ; 2 F 29, f° 257.

⁴⁵ Pour qui voudrait se faire une opinion rapide et synthétique, le mieux serait de suivre une seule affaire importante, comme la faillite de Pescarolo, à Turin, dont les ramifications s'étendent de Lyon à Verceil (février 1811) (2 F 29, 515, 516 et 520).

Outre le découvert pur et simple ou « en blanc », il y a bien des manières pour un négociant-banquier d'être pris dans une faillite. Le cas habituel est celui de l'avance sur marchandises quand la valeur de ces dernières, réduite par la baisse des cours, n'en assure plus la couverture. Ce peut être aussi une traite escomptée et impayée, l'insolvabilité du « tiré » s'ajoutant à celle du « tireur » ; les principaux créanciers de la faillite Pescarolo, à Turin, sont ainsi « différents marchands qui avaient pris du papier sur diverses places qui sans doute tombera en protêt ». Ou enfin des « endossements » trop rapidement donnés, c'est-à-dire, vraisemblablement, des signatures d'appoint conférées à des billets. Au demeurant, rien de bien original par rapport à ce que les hommes de loi ont à connaître aujourd'hui. Par contre la comptabilité, encore rudimentaire, laisse place à des moyens de défense pour le moins curieux. Bien entendu le vendeur en consignment qui a avancé des fonds a tout intérêt à réaliser les marchandises au plus haut cours possible pour rentrer dans son argent. Mais quand il craint de ne pas y arriver, les fameux « comptes simulés » lui offrent une précieuse et peu délicate ressource. On entend par là le relevé de compte théorique que le créancier produit au syndic de la faillite à l'appui de sa revendication. Le dit créancier va donc, s'il est détenteur d'un gage (ballots de soie en l'espèce) qu'il juge insuffisant, le vendre au mieux et coucher sur son compte simulé une valeur de réalisation inférieure au montant effectif de la vente, de façon à revendiquer à la liquidation pour une somme majorée. Ou encore, s'il ne possède aucun gage, il s'abouchera avec le négociant ami chargé de réaliser le stock et l'invitera à en minimiser le prix pour lui rapporter clandestinement la différence. Guérin, à l'occasion, sait se prêter à de tels procédés, non sans danger d'ailleurs. Car sa gêne est manifeste à la réception de la missive ci-dessous, qui émane de syndics vigilants : « Comme nous voyons une diminution de poids des organsins et soies vendus trop éclatante pour nous mettre à l'abri de la censure de la masse dont nous soignons les intérêts, nous vous prions de nous envoyer la billette de condition comme il est de règle ⁴⁶. »

On comprend dès lors que l'intervention du ministère public dans la procédure soit toujours considérée comme désastreuse ! Il est juste de dire que l'on en redoute également les hésitations

⁴⁶ Lettre datée de Turin, 22 mars 1811 ; 2 F 520. La « billette » est alors le nom du bulletin détaillé remis par la Commission des Soies après examen des marchandises. Comme quoi il est plus aisé de tricher sur leur prix que sur leurs quantité et qualité !

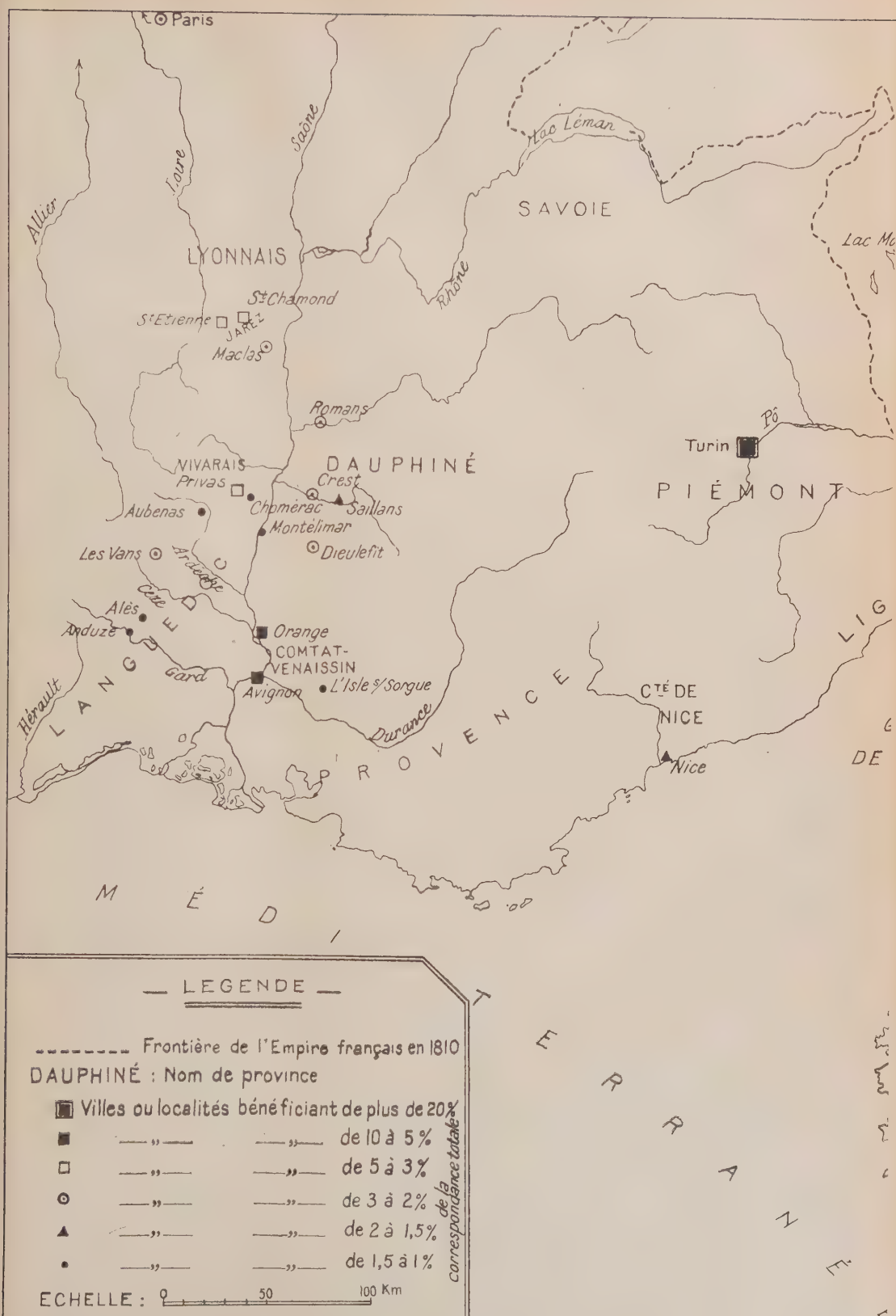
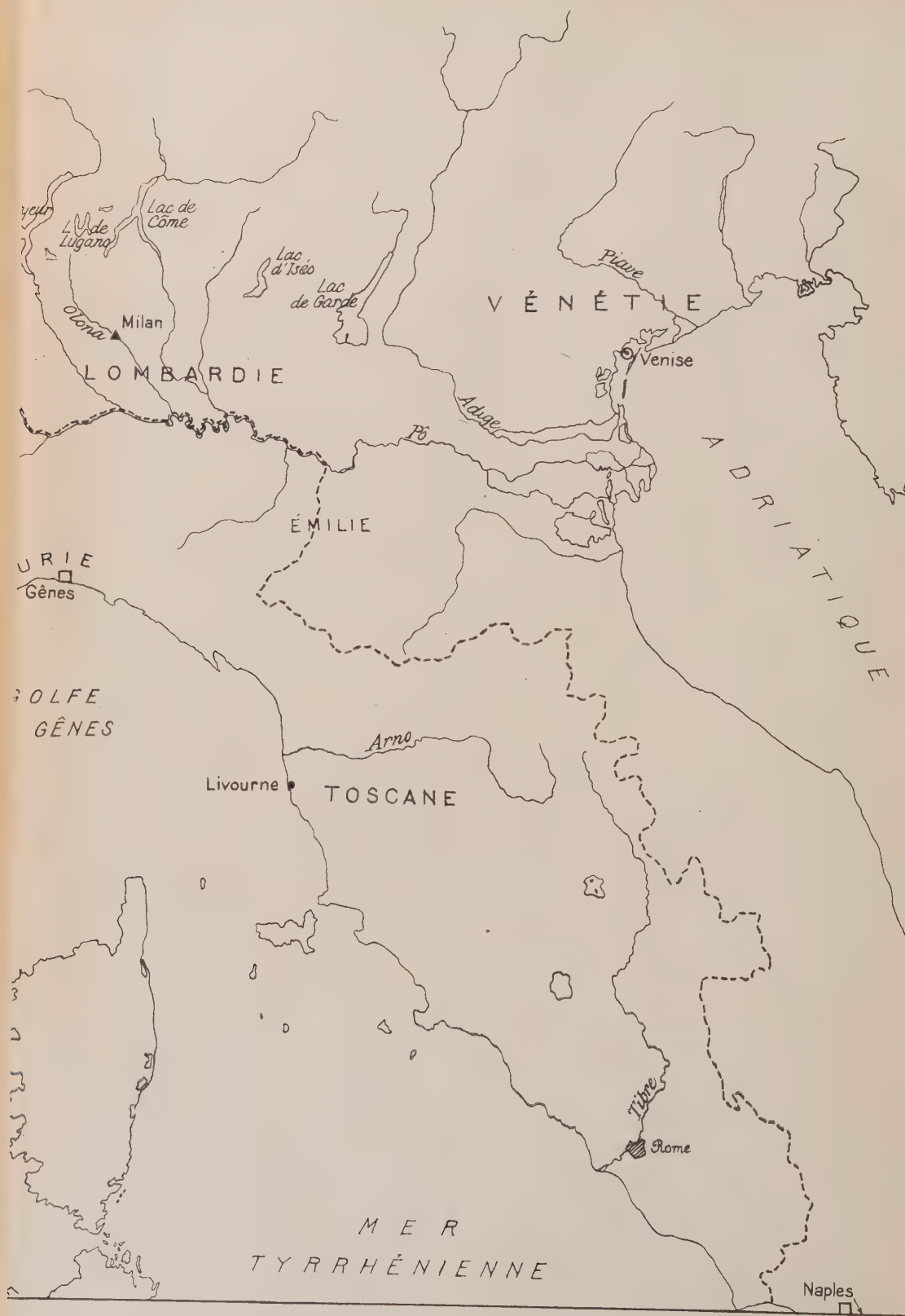


Fig. 1. — Les relations d'affaires



de la maison Guérin en 1810-1811.

tâtillonneuses. Car le plus surprenant en la matière est la rapidité de coup d'œil et de décision des hommes d'affaires. La faillite Pescarolo est connue à Turin le 6 février 1811 au soir ; dès le 9 Guerin a en main un exposé détaillé de la situation, de la plume de son correspondant Bolmida, et le 10 il lui envoie, après réflexion, ses instructions !... On a parlé précédemment de la moralité commerciale ; il ne faudrait pas croire, eu égard aux manœuvres signalées, à son évanouissement automatique devant les difficultés. Avec des entrepreneurs malheureux mais honnêtes les arrangements sont fréquents ; un négociant de Livourne réputé pour sa droiture — et israélite qui mieux est — obtient de l'unanimité de ses créanciers un délai de quelques semaines et sans autre garantie que sa parole (avril 1811). La grosse maison Richetti, de Turin, est admise à apurer ses dettes sur 18 mois, en trois termes semestriels, avec intérêt à 6 % (mars 1811). Un fileur offre avec succès le travail gratuit de sa filature à ses fournisseurs de cocons qu'il n'a pu régler. Encore faut-il que ceux qui ont directement ou indirectement du répondant n'hésitent pas à l'engager ; un métallurgiste de Creil, devenu on ne sait comment client de Guerin au titre d'opérations bancaires, ne lui arrache un règlement transactionnel sur 5 ans qu'en hypothéquant les immeubles de sa femme pour 70 % du montant de la créance.

Mais malheur aux « banqueroutiers fripons », comme ce Cognet, de Virieux (Loire) qui, après s'être couvert de dettes, offre impudemment 20 % à ses créanciers. Son histoire est un roman comique⁴⁷. Petit négociant en soies locales, il a détourné les fonds qu'il reçoit pour trafiquer sur l'huile d'olive et l'eau-de-vie. Se sentant menacé, il transporte de nuit ces marchandises chez sa mère, épicière à Maclas, qui les vend paisiblement pour son compte. La fureur de Guerin est telle qu'il met à la disposition du maire de Virieux, son ami, 12 à 15 louis afin de soudoyer un gendarme qui fera le guet la nuit et apportera la preuve de l'escroquerie.

Les faillites exaspèrent enfin l'esprit de clocher et les particularismes locaux. Il est de bon ton d'affirmer, même contre l'évidence, que « notre place » est à l'abri des revers et que « les maisons y présentent un degré de solidité » que le correspondant et ses compatriotes feraient bien d'envier. Les Italiens notamment laissent percer les rivalités latentes de ville à ville, à commencer par Turin et Milan. En France, paraît-il, les Stéphanois assouvissent volontiers leur jalousie à l'égard des Lyonnais en sacrifiant en vrac leurs

⁴⁷ Elle est répartie sur de nombreuses pièces ; 2 F 30 (spécialement f° 330), 32 (f° 8) et 457.

intérêts. Aussi, quand une importante faillite secoue leur ville en mars 1811, les Lyonnais qui y sont « attrapés », et même les gens de Saint-Chamond — traités alors à Saint-Etienne comme des étrangers —, viennent-ils supplier Hugues-Louis de se déranger pour aller sur place les défendre avec tout le poids de son autorité ⁴⁸.



Même dans leurs aspects les plus tendus, les rapports entre hommes d'affaires font large part à la psychologie et aux contingences sociales. Ils n'ont pas encore acquis le style impersonnel et froid qui les caractérise aujourd'hui et la mise en scène y joue un grand rôle. Les Italiens notamment y excellent. Hugues-Louis Guerin rend malencontreusement visite à son client Muschetti, à Turin, au moment où, de Lyon, sa maison vient de menacer ce dernier d'envoyer ses traites au protêt ; aussi essuie-t-il les éclats d'une terrible colère : « ... il m'a promené au galop dans ses magasins pendant une heure et demie ; en le flattant, en le cajolant et en le lassant j'ai calmé son courroux », écrit-il aux siens, et il doit, une soirée durant, assister à une « fanfaronnade » : « Sachez que Muschetti n'a jamais perdu, Muschetti n'a pas besoin de l'argent des Lyonnais, Muschetti gagne 150 000 livres cette année ⁴⁹. » Pour être moins brillantes, les scènes de ce type sont fréquentes, y compris à Paris et en Provence. Les Lyonnais donnent moins dans le genre, encore qu'ils laissent volontiers vanter leur fortune et leur puissance par des hommes à eux ; ce sont du moins leurs correspondants qui le disent, tout en admirant, comme l'écrit un Provençal, que « leurs têtes ne soient pas si chaudes que dans nos environs ».

Si, de part et d'autre des Alpes, on se jette facilement au visage quelques épithètes sonores, il n'empêche qu'entre Piémont et pays rhodaniens les esprits, les préoccupations et les intérêts sont, sous l'Empire, étonnamment proches. A travers Guerin, Lyon a moins d'affinités et de contacts avec Paris qu'avec Turin ⁵⁰. On dira, il est vrai, qu'une profession est impropre à témoigner pour toute une ville. Or l'extrapolation est moins hardie qu'il ne semble. Car l'attribut principal de la cité est sa maîtrise sur le marché européen de la soie.

⁴⁸ Lettre Guyot, de Saint-Chamond, à Guerin, 14 mars 1811 ; 2 F 474 (faillite Veuve Montagnon).

⁴⁹ Lettre d'Hugues-Louis à sa maison, datée de Turin, 4 septembre 1810 ; 2 F 398.

⁵⁰ Cf. aussi FUGIER (André), ouvrage cité, p. 129.

CHAPITRE II

LE MARCHÉ DE LA SOIE ET SES ANIMATEURS

Le marché de la soie sous l'Empire a été fréquemment étudié sous l'aspect des mouvements de la matière première, notamment en Italie ¹. Mais dès que son histoire est jointe à celle de Lyon, son principal foyer, il se trouve relégué dans un arrière-plan souvent équivoque et confondu en fait avec le marché des soieries qui, à lui seul, suffit à accaparer l'attention. Les spécialistes eux-mêmes s'y attardent peu ; M. Pariset, dans ses différents ouvrages, se borne à énumérer les mesures protectionnistes prises en ce domaine au bénéfice de Lyon, en y ajoutant quelques statistiques relatives à la Condition ², et M. Guéneau, par ailleurs si clair dans l'exposé des mécanismes généraux du commerce de la soie, se contente d'évoquer quelques grandes figures de marchands à l'occasion de son retour sur le passé du xix^e siècle ³.

I. Aspects généraux.

La confusion signalée entre marché de la soie et marché des soieries, au bénéfice du second, a pour elle plus que des excuses, au moins pour l'époque qui nous occupe. Car c'est bien la Fabrique que Napoléon a en vue quand il manifeste à Lyon sa sollicitude, c'est à sa main-d'œuvre ouvrière et urbaine qu'il songe et non à celle, artisanale et campagnarde, du moulinage et du tissage. La Chambre de Commerce lui fait écho ; que l'on ne s'y trompe pas ;

¹ M. FUGIER (*Napoléon et l'Italie*) donne à plusieurs reprises sur ce sujet détails et bibliographie, ainsi que M. DE TARLÉ (Antoine) dans son ouvrage sur *Le blocus continental et le Royaume d'Italie*.

² PARISSET (E.), *La Chambre de Commerce de Lyon*, 2^e partie, p. 156-158 ; *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, p. 280-282 et 288-289.

³ GUÉNEAU (L.), *Lyon et le commerce de la soie*, p. 92 à 100.

quand elle parle « manufactures », il s'agit des tissages, à l'exclusion de toutes autres, et « commerce » s'entend de celui des soieries par priorité. Les préoccupations du préfet et du maire sont pareillement orientées⁴. Cela est parfaitement normal et correspond à des réalités politiques et sociales exactement perçues.

Economiquement, les choses ne sont pas si simples. Car si Lyon est bien son centre unanimement désigné et reconnu, l'industrie soyeuse n'est pas une et procède d'une hiérarchie de marchés qui s'intercalent entre la production et la consommation. De cet assemblage extraordinairement complexe, la pièce maîtresse est le marchand de soie, et non la fabrique. Car il n'a rien d'un intermédiaire passif, d'un de ces « capitalistes » déjà évoqués comme il s'en présente tant à l'époque. Il est l'élément moteur de l'ensemble des activités groupées sous le vocable de la soierie. Du côté de la production, son action oscille autour de trois termes : simple écoulement de la matière première, préparation de cette matière, intervention dans la sériciculture elle-même. Du côté de la consommation, il soutient les fabricants sérieux, en les encourageant par de longs crédits, et leur permet de travailler sans à-coups, en leur fournissant les variétés innombrables de grèges et d'ouvrées⁵ dont ils ont besoin pour confectionner les étoffes. « Il y a dans le dosage des soies pour la fabrication de telle faille ou de tel broché, a pu dire Fernand Maurette, le même genre d'opération que dans le dosage et le mélange des différents crus de champagne pour la fabrication d'une cuvée⁶. » Le rapprochement entre deux types de grand négoce, autrement fondé pour le passé que pour le présent, mérite d'être retenu pour situer le rôle du marchand de soie en 1810.

Les archives Guerin sont, pour l'Empire, d'une abondance et d'un intérêt très inégaux pour l'étude des divers aspects du marché de la soie. Au surplus, notre propos n'est pas d'en donner une analyse exhaustive, mais simplement de voir comment s'y insère quotidiennement l'activité d'une maison particulièrement représentative et, chemin faisant, de noter les indications inédites qui peuvent en découler. La correspondance Guerin fourmille de renseignements techniques sur le travail de la soie ; abandonnons-les aux spécialistes, à quelques exceptions près. L'introduction de la machine de Gensoul, qui révolutionne la filature en permettant le chauffage des bassines à la vapeur, date de 1811, et non de 1830

⁴ Cf. DUBOIS et DUTACQ, *Histoire de Lyon*, tome II, p. 404-405.

⁵ Pour le vocabulaire technique, on peut se reporter utilement à PARISSET (E.), *Les industries de la soie*, Lyon, Pitrat imprimeur, 1890, 1 vol. in-8°, 423 pages. Excellente description des procédés en cours au XIX^e siècle.

⁶ MAURETTE (Fernand), *Les grands marchés des matières premières*, p. 116-117.

comme semble le croire M. Clerget⁷ ; en mars 1811, des fileurs de Dieulefit parlent de « la machine à vapeur que nous prépare M. Gensoul » et prient Guerin d'en surveiller la fabrication ; ils l'essayent en juin et s'en déclarent très satisfaits⁸. C'est vers cette époque également, et non vers 1820 comme beaucoup le pensent, que se répand l'usage d' « essayer » la trame comme on le faisait déjà pour l'organsin⁹.

Quant aux conditions de fonctionnement du marché, Guerin apporte peu d'éléments sur sa structure et ce qui concerne les acheteurs. Par contre il éclaire dans ses détails le problème des approvisionnements, c'est-à-dire les rapports entre Lyon et les régions productrices de fil. En conséquence, si nous savons très complètement comment se garnissent ses magasins, nous savons très succinctement comment ils se vident. C'est pourquoi on renverra l'ordre logique — et chronologique — des facteurs pour aller du moins connu au mieux connu, de l'accessoire au principal du récit.

II. Le marché lyonnais de la consommation.

Londres écarté du continent par le blocus et Amsterdam ruiné par lui, Lyon commande l'industrie et le commerce de la soie pour l'ensemble de l'Europe en 1810.

Sa structure.

Des trois catégories professionnelles qu'il rapproche — producteurs, utilisateurs et marchands —, l'une a presque totalement évacué la ville. Les mouliniers, nombreux à la Croix-Rousse à la fin de l'Ancien Régime, n'y sont plus que quelques-uns. Ceux qui subsistent ont d'ailleurs perdu leur autonomie. Dans les moments de presse ils « ouvrent » à façon des grèges pour le compte des marchands, mais n'ont pas autrement voix au chapitre.

⁷ CLERGET (Pierre), *Les industries de la soie en France*, p. 20.

⁸ Lettres Sambuc et Noyer à Guerin des 1^{er} mars et 17 juin 1811 ; 2 F 451.

⁹ Lettre Guerin à Castinel, à l'Isle-sur-Sorgue, 17 octobre 1811 ; 2 F 32, f^o 231. Nous rappelons, une fois pour toutes, que la grège est le fil unique obtenu, après filature, par la soudure d'un certain nombre de baves. La trame et l'organsin sont les soies formées, au moulinage, en réunissant et tordant ensemble plusieurs grèges ; faible pour le fil de trame — qui ne sert qu'à garnir le tissu, à le gonfler —, la torsion est complexe pour l'organsin, qui donne le fil de chaîne. Au Piémont, la filature est alors couramment appelée « tirage » et le moulinage « filature ».

Les maîtres de la matière première sont donc les marchands. Combien sont-ils ? Plusieurs dizaines sans doute ; Guerin ne donne pas de précision à ce sujet, se bornant à les dire très nombreux et à en nommer certains, comme Teste et Evesque¹⁰. Mais ils sont de standing inégal, à preuve les propriétaires qui s'adressent à lui, pour des ventes difficiles, parce que ses concurrents n'ont ni sa capacité ni ses relations. Il n'est pourtant pas le seul à avoir eu pignon sur rue avant la Révolution et à survivre à l'arrêté du Comité de Salut public décidant la suppression de ces « funestes sangsues de l'industrie »¹¹. Son exemple suffit à montrer que la remarque de M. Chabert, selon laquelle le capitalisme commercial lyonnais est essentiellement postérieur à la Révolution, ne s'applique que très imparfaitement au commerce des soies¹².

Autrement nombreux, et sans doute plus récents, sont les fabricants. Guerin fournit à ce sujet un renseignement extrêmement précis, qui dément le chiffre de 50 avancé par Pariset¹³. Ecrivant sur la fin de la crise (décembre 1811) à Romans, il se plaint en ces termes de l'inaction du marché de Lyon : « Nous n'avons que les Allemands, et en petit nombre, pour l'achat des étoffes, et ils profitent de la concurrence de trois cents fabricants au moins¹⁴. » L'ensemble de la correspondance est d'ailleurs là pour corroborer l'extrême densité des fabriques et la difficulté qui en résulte pour satisfaire leurs besoins et surveiller leurs engagements.

Restent enfin les courtiers et commissionnaires, nécessaires intermédiaires entre détenteurs et consommateurs de marchandises. Ceux-ci s'interposent entre les fabricants et les détaillants acheteurs de tissus ; à une ou deux reprises cependant Guerin traite avec eux des opérations sur soies. Ceux-là au contraire ravitaillent la Fabrique en fils appropriés, qu'ils reconnaissent et prélèvent dans les magasins. Guerin nous instruit avec beaucoup de

¹⁰ En l'an X (1801-1802) ils auraient été 51, d'après la « Statistique des manufactures, arts et métiers de la ville de Lyon » ; Archives Nationales, F 12, 503. Mais l'expression de « marchands de soie en gros », qui leur est appliquée, n'est-elle pas équivoque quand on la rapproche de celle de « marchands faisant fabriquer les étoffes chez autrui », qui lui fait suite ?

¹¹ Cf. à ce sujet PARISSET, *Histoire de la Fabrique lyonnaise*, p. 253.

¹² CHABERT, *Essai sur les mouvements des revenus*, p. 339.

¹³ PARISSET, ouvrage cité, p. 304 : « Il y avait cinquante fabricants en 1811. » Sans doute est-ce lui qui induit en erreur Mlle Odette VIENNET quand elle voit la fabrication des soieries « centralisée dans quelques importantes manufactures » (*Napoléon et l'industrie française*, p. 95). Le chiffre de Guerin est par contre très proche de celui qu'invoque M. RIFFATERRE (*La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*), soit 287 fabricants, décomposés en 220 marchands-fabricants et 67 fabricants à métiers pour leur compte (chiffres extraits du rapport Le Brument).

¹⁴ Lettre Guerin à Charles Guerin, à Romans, 3 décembre 1811 ; 2 F 32, f° 332.

clarté à leur sujet : « Les affaires sur notre place sont entre les mains de six courtiers seulement ; leurs visites journalières chez les vendeurs les mettent dans le cas de savoir très exactement ce qui entre dans leurs magasins ¹⁵. » Assermentés, ils sont mêlés d'assez près aux agents de change qui ne se font pas faute, le cas échéant, de chasser sur leur terrain ¹⁶.

Ses mécanismes.

Tout ce monde vit en contact étroit et chacun y a son rôle. Car chacun a ses nouvelles, venues des contrées les plus lointaines, et les colporte. La mode notamment est suivie avec attention ; les gros fabricants, qui « montent » fréquemment à Paris, font écho aux goûts versatiles de la Cour, client attiré de la soierie selon l'exigence de Napoléon. Les commissionnaires donnent le ton de l'étranger, de l'Allemagne en particulier. L'extrême sensibilité du marché est un objet constant de préoccupation : de manière générale, à mesure que s'avance l'Empire, les riches étoffes façonnées cèdent de plus en plus le pas aux tissus unis, au grand dam des Lyonnais. Mais il y a des sautes : le satin, en vogue vers 1804, tombe en désuétude de 1808 à 1810, mais Guerin se félicite de sa reprise en 1811, et l'ameublement tolère encore l'usage de somptueuses soieries brochées. De ci, de là, une demande inopinée permet de réaliser un stock dormant à un prix inespéré. En gros cependant il s'utilise plus d'organsins que de trames à l'époque qui nous intéresse, ce qui favorise les fils du Piémont.

Pour revenir aux acteurs de la scène lyonnaise, il ne faudrait pas croire, à les voir s'agiter ensemble, que la meilleure entente règne entre eux. Chaque corporation a son esprit de corps et la solidarité, quand solidarité il y a, ne joue qu'en son sein ¹⁷. De loin d'abord fileurs, mouliniers et autres producteurs de soie en ont aux fabricants qu'ils accusent de rapacité et de ne leur laisser que la peau sur les os. Plus près, « les commissionnaires n'osent pas se livrer à leurs commettants..., et les fabricants aux commissionnaires ». Tant il est vrai, surtout aux périodes de crise, que l'excès de prudence engendre la méfiance. De leur côté, les marchands de soie n'entendent pas que leurs « consignataires » leur fassent des infidélités.

¹⁵ Lettre Guerin à Peloso, à Gênes, 9 août 1810 ; 2 F 29, f° 46.

¹⁶ Lettre Guerin à Jourdan, à Orange, 24 juillet 1810 ; 2 F 28, f° 84.

¹⁷ Les seules manifestations de solidarité collective ont trait à la défense de la réputation de la place.

Dans ces rivalités leur position est la plus délicate. Car ils sont le pilier de l'édifice sur lequel se réalise l'équilibre des poussées. Il est vite dit que Lyon est l'arbitre des prix. Lyon, en l'espèce, ce sont les marchands de soie. Jeu difficile, entre des fabricants qui « crient toujours la baisse » et des producteurs, mouliniers surtout, constamment en retard ou en avance d'un temps dans leurs prétentions, en raison du décalage de leur information. En gros, ils ne connaissent qu'une attitude en présence du fleur, paysan ou non : l'achat, qu'ils pratiquent en fonction des prévisions ou des résultats de la récolte des cocons et sans souci ou presque des débouchés. Pour ces gens très proches des choses de la terre, le marché ne peut être orienté que par l'importance des récoltes ; ainsi s'apparentent-ils aux meuniers, par le raisonnement comme par la position sociale. Seules de cuisantes déconvenues les ramènent au bon sens. En attendant, ils harcèlent le marchand de soie. Celui-ci sait bien, s'agissant d'un article de luxe, qu'en définitive c'est le fabricant, et à travers lui le consommateur, qui feront le prix¹⁸. Aussi s'efforce-t-il d'éduquer à longueur de lettres la foule impatiente de ses fournisseurs. Tel Guerin s'adressant à l'un d'eux en juillet 1810 : « Nous sommes bien embarrassés pour vous répondre... sans doute la modicité de la récolte du Piémont et de celle de France doit nécessairement soutenir les prix, mais d'un autre côté les mouliniers devraient faire comme les fabricants et agir avec le même ensemble. Ceux-ci payent les soies en proportion des prix pour les étoffes, ceux-là devraient baser leurs achats de grèges sur la vente des ouvrés... Puisque les fabricants s'arrêtent lorsqu'il y a une trop grande disproportion entre le prix de leurs étoffes et celui des organsins ou frames, pourquoi les mouliniers ne s'arrêteraient-ils pas lorsqu'il y a aussi une trop grande disproportion entre le prix des grèges et celui des ouvrés ? Le fabricant a comme le moulinier des ouvriers à conserver, mais il fait un choix... Lorsque les fabricants s'arrêtent, le calme qui s'établit sur les ventes décide toujours une petite baisse. Il en serait de même sur les grèges si les mouliniers s'arrêtaient aussi pour quelque temps¹⁹. »

Ce langage mesuré est celui d'un sain réalisme. Entendu, il éviterait aux petits usiniers que sont les mouliniers d'être les victimes finales des écarts qui, périodiquement, se creusent entre le cours des grèges et celui des tissus. Mais, sauf chez des industriels déjà évolués, il se heurte généralement à l'incompréhension. Et cepen-

¹⁸ On pourrait même dire le consommateur étranger. Car, dans les belles années, le marché national n'absorbe guère plus de la moitié de la production.

¹⁹ Lettre Guerin à Chalamon, à Privas, 13 juillet 1810 ; 2 F 28, f° 40.

dant le marchand de soie, quoi qu'ils en disent, a partie liée avec ses prédécesseurs dans le circuit de la matière. Lui aussi a intérêt à vendre le plus cher possible, qu'il opère pour son compte ou pour celui des autres, en touchant alors une commission proportionnelle. Mais il est à même de juger et les courtiers, habiles à le mettre en concurrence, sauraient le ramener à la raison... Pourtant son rôle dans le mécanisme des prix est loin d'être totalement passif, et cela pour trois motifs dont les deux premiers jouent en faveur du freinage de la tendance, et le troisième de son accélération. D'une part il a les moyens matériels par ses magasins, et financiers par sa fortune, de stocker et par là de régulariser des cours trop saccadés. D'autre part il tient à sa merci, par le crédit, un certain nombre de fabricants et calme leurs excès quand il convient. Enfin, placé au carrefour des informations, il est susceptible de prendre des décisions à la fois spéculatives et raisonnées extrêmement rapides : le 11 juin 1810 Guerin refuse le matin des soies de Provence qu'il achète ferme le soir après réception d'un avis sur le marché de Turin²⁰. Le cas échéant il fait bénéficier ses gros correspondants de ses « tuyaux » en les touchant par les voies les plus rapides « avant l'arrivée du courrier ». La crise illustrera, chiffres à l'appui, le mécanisme des prix en lui donnant l'ampleur voulue ; il était cependant nécessaire d'en exposer dès à présent les ressorts psychologiques, car ils expliquent l'attitude des groupes professionnels.

L'écoulement des soies.

Le gros des ventes de Guerin s'effectue — pour lui comme pour ses confrères — à Lyon même, entre les mains des fabricants. C'est ce qui explique la discrétion presque totale dont s'entourent ces opérations. Tout se passant sur place, par l'intermédiaire des courtiers et avec mise à disposition immédiate de la marchandise, il n'est pas besoin de lettres ni de bulletins d'envoi.

L'ensemble des transactions repose sur le crédit. Il y a d'abord « le rompu du mois » : il s'agit du temps qui sépare le jour de la vente de celui de la fin de mois, sorte de sursis dont jouit, sans intérêt à sa charge, le fabricant qui a opté pour le paiement comptant. Le rompu est d'au minimum dix jours ; car « lorsque les fabricants achètent sur la fin du mois courant, ils portent leurs prétentions sur le mois qui suit »²¹. Mais qu'est-ce en comparaison des délais d'un an qui deviennent monnaie courante à la fin de

²⁰ Lettre Guerin à Blache frères, à Avignon ; 2 F 27, f° 317.

²¹ Lettre Guerin à Castinel, à l'Isle-sur-Sorgue, 24 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 177.

1810 ! Guerin s'explique à ce sujet dans une lettre capitale du 25 avril 1811 adressée à un moulinier d'Annonay auquel il envoie son compte « suivant l'usage de la place » : « Les ventes se font poids de marc au terme d'un an, et on accorde à présent aux acheteurs l'escompte de 12 % avec le rompu du mois ; c'est ce qu'on appelle maintenant le comptant, et à tous nos amis nous remettons le compte de vente sous la déduction de 11 %, valeur à deux mois environ, commission du croire et courtage 3 %, et des frais de voiture et de condition ²². » Cette pratique est vigoureusement dénoncée, dès novembre 1810, dans un énigmatique document ²³. A s'en tenir à son texte — et mis à part le mécanisme des ventes à livrer ²⁴ — Lyon serait alors la seule place française où les fournitures des négociants n'obligeraient les acheteurs qu'à terme d'un an et non de trois ou quatre mois. D'où la masse de trésorerie que les marchands de soie conservent entre les mains des débiteurs (les fabricants), « qui ont faculté pour ainsi dire de ne payer qu'à volonté puisqu'ils ont un an devant eux ». D'où également cette autre conséquence d'un « mode aussi vicieux » : les dits marchands perdent à due concurrence le recours possible à l'escompte de la Banque (alias le nouveau Comptoir d'Escompte) alors que, par un phénomène bien connu, les fonds, qui rentrent facilement quand l'argent abonde, s'immobilisent quand il se resserre. Quoi qu'il en soit, il est certain que les marchands de soie font largement crédit aux fabricants et qu'un Guerin, malgré sa fortune, s'en trouve parfois gêné, à preuve les lettres de relance qu'il adresse à d'autres débiteurs en invoquant précisément les coutumes de la Fabrique.

Hors de Lyon, les règlements semblent plus rapides, car le marchand de soie n'aime pas s'encombrer de crédits difficiles à surveiller. Au surplus Guerin nous informe très succinctement ; car la grande majorité des fabricants d'Allemagne, de Hollande, de Paris ou d'ailleurs achètent eux aussi par l'entremise des courtiers de la place. Quelques gros manufacturiers sont cependant en contact

²² Lettre Guerin à Chomel et Jarnieux ; 2 F 30, f° 298.

²³ Ce document anonyme adressé à Guerin le 4 novembre 1810, c'est-à-dire peu avant la première émission de billets par le Comptoir d'Escompte de Lyon, a l'apparence d'une solide argumentation de technicien. Après une analyse rigoureuse des procédés en vigueur pour le règlement des opérations sur soies, la conclusion ressort clairement : abandonner les pratiques du passé pour user des moyens nouveaux. Ce plaidoyer est-il l'œuvre d'un administrateur des finances, du directeur du Comptoir ou d'un particulier ? En tout cas Guerin ne semble pas y avoir répondu (2 F 327).

²⁴ Mlle Odette VIENNET donne à ce sujet d'édifiantes précisions ; ouvrage cité, p. 204.

direct avec lui. Le report sur carte de leurs lieux d'origine montrerait trois points de vente à Anvers, trois à Amsterdam, deux à Crefeld, un à Francfort. Il y en avait certainement bien davantage avant que les difficultés nées du blocus n'eussent paralysé les échanges. Une maison de Crefeld, spécialisée depuis 1797 dans les livraisons aux Etats-Unis, réussit encore à exporter par le port de Formery (?) au début de 1810, mais ne parvient pas à rapatrier ses fonds, bloqués chez son banquier américain. Aussi doit-elle suspendre ses paiements et ses commandes à Guerin en mars 1811²⁵. Pareille insécurité incite à la prudence. C'est pourquoi, à toute demande d'entrée en relations de la part d'un étranger, Guerin répond en sollicitant des références et un délai de réflexion. Vis-à-vis de ses vieux clients il s'efforce, à défaut d'affaires, d'entretenir leur amitié par une attitude courtoise. Il les informe des événements et accueille en stage pour plusieurs mois le fils d'un fabricant de Francfort, promettant de le former en lui livrant « tous mes (ses) secrets ».

En France, la vente directe à la Fabrique ne semble guère pratiquée que sur quelques places actives où des maisons de premier ordre ont leur siège : Paris, Saint-Etienne, Saint-Chamond, Avignon. Sur chacune de ces places Guerin a d'ailleurs un représentant en titre²⁶ qui prend contact avec les clients, note leurs ordres et débat les marchés dans les limites fixées par Lyon. Une commission les rémunère de leur peine. Mais y a-t-il exclusivité ? Assurément pas pour les trois dernières des villes citées, où Guerin, à plusieurs reprises, traite lui-même. Le doute subsiste pour Paris, où le préposé, un certain Gosse, paraît disposer d'un assez large champ d'action qui inclut les règlements bancaires litigieux aussi bien que les ventes de soie. La concurrence est vive sur le marché de la capitale, mais il reste fort attirant, notamment par les fabriques de tissus d'ameublement. Dernier avantage de Paris : Guerin y touche la plupart des manufacturiers du Nord.

Un fait est certain : la suprématie de Lyon sur le double commerce des soieries et des soies. Le second seul nous intéresse. Or pour lui comme pour le premier, le tableau a ses ombres. De-ci de-là un centre urbain secondaire rappelle son existence et ses interventions sont recues comme autant de piques qui irritent les maîtres lyonnais. Voici d'abord Tours, dont les mouliniers de Saumur et du

²⁵ Lettre de Greiff à Guerin, 3 mars 1811 ; 2 F 500.

²⁶ Moulinier-marchand à Saint-Chamond et Avignon, personne physique, semble-t-il, à Paris ; Saint-Etienne — dont la correspondance ne permet pas d'identifier complètement le représentant — deviendra siège d'une agence véritable en 1830.

Val de Loire invoquent l'esprit arrangeant quand ils se heurtent à la sévérité de Guérin ²⁷. Les producteurs du Sud-Ouest, de Laval notamment, citent également Toulouse ²⁸. Il y a enfin et surtout Saint-Etienne, qui dispose d'une Condition des soies analogue à celle de Lyon ; les mouliniers et les fileurs du Vivarais et de Provence y ont recours plus d'une fois. Guérin, qui s'en offusque, ne manque pas l'occasion de leur faire savoir, sans autre précision, que « notre Condition vous donne un avantage bien réel sur celle de Saint-Etienne » ²⁹.

III. L'approvisionnement en soies.

Les chiffres, précédemment avancés ³⁰, de la consommation lyonnaise en soies donnent une idée des problèmes d'approvisionnement qui sont posés. Ils sont d'une complexité effarante et, à parcourir la masse des documents qui s'y rapportent dans les archives de la maison Guérin, le lecteur non-spécialiste reste surpris par l'ampleur des connaissances techniques qui sont requises du marchand.

Diversité des besoins et des ressources du marché.

La variété des besoins est infinie et celle des ressources offertes par la France et l'Italie, les deux pays pourvoyeurs, ne l'est pas moins.

Très en gros, les soies du Piémont arrivent en tête des qualités, suivies par celles de la France du Sud-Est. Les plus médiocres sont les soies d'Italie ³¹ — c'est-à-dire en provenance de la Lombardie, de la Vénétie, de la Campanie, de la Calabre et du Frioul —, auxquelles il faut joindre celles de Ligurie. Guérin, imité par ses clients, s'explique sans aménité sur les soies d'Italie ; il déclare qu'elles ne sont ni nettes ni régulières et manquent généralement « d'une belle couleur et d'un bon nerf ». Elles font en outre un fort déchet à l'ouvraison. Les soies du Frioul semblent les plus décriées... Incontestablement, la supériorité du Piémont est éclatante, du

²⁷ Lettres Letheulle, de Saumur, à Guérin, du 14 octobre et du 9 novembre 1810 ; 2 F 379.

²⁸ Lettre Martial Pagès, de Laval, à Guérin, 13 juillet 1810 ; 2 F 326.

²⁹ Lettre Guérin à Soubeyrand, à Aubenas, 25 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 181.

³⁰ Cf. ci-dessus, p. 7.

³¹ Ne pas oublier qu'à l'époque où nous nous plaçons, l'Italie désigne le Royaume d'Italie dont sont exclus, outre le Piémont, la Ligurie, la Toscane et le Latium, annexés au territoire français.

moins pour les organzins, qualifiés de « précieux ». La raison en est peut-être moins dans la qualité de la matière première que dans celle d'une main-d'œuvre particulièrement experte au « tirage ». Des petites localités comme Villefranche et Castiglione se sont ainsi acquises une réputation enviable.

Pour les grèges, la question est plus controversée. La valeur des produits de la plaine du Pô est hors de discussion. Mais les mouliniers français — français au sens permanent du terme — préfèrent souvent les soies provençales et vivaraises parce qu'ils ont mieux l'habitude de leur dévidage ; ils trouvent en outre qu'elles prennent moins d'humidité à la mauvaise saison — et par conséquent perdent moins à la Condition — que les soies du Piémont ³². Le renseignement est de valeur, car les historiens de la fabrique lyonnaise, frappés par l'importance des contingents transalpins, ont tendance à méconnaître leurs rivaux ³³. S'il est exact que les soies de France manquent encore assez fréquemment d'homogénéité, elles sont cependant en progrès sous l'impulsion de facteurs techniques nouveaux et de la concentration qui s'opère à certains cycles de la transformation. Guérin observe par exemple, en 1811, qu'Orange expédie de « magnifiques trames » et que « les filatures s'y sont singulièrement perfectionnées » ³⁴, de même à Avignon. Dans ces deux villes, en effet, de gros fileurs sont devenus mouliniers en groupant des ateliers et assurant la continuité des fabrications ; ce sont aussi les premiers acquéreurs des machines nouvelles. En cessant d'être paysanne pour accéder à l'âge industriel, la filature améliore considérablement ses qualités. Guérin en témoigne avec netteté : « Dans cette ville (Orange) les fileurs sont mouliniers... Ces soies (les leurs) sont on ne peut plus régulières et nettes, et ces qualités leur donnent un avantage notable sur les soies de Provence qui, d'après la meilleure qualité des cocons, devraient être préférables ; mais le fileur n'étant pas moulinier, (il) néglige la besogne... Les soies de Provence céderont définitivement le pas aux soies d'Orange et autres cantons qui vont toujours en perfectionnant ³⁵. »

Par ailleurs, les caractères physico-chimiques de la marchandise ne prennent en définitive leur valeur qu'en fonction des convenances d'utilisateurs spécialisés. Des mouliniers abandonnent ainsi « la belle Romagne » au profit de « la belle Novi » parce que,

³² Lettre Guérin à Bizotti, à Plaisance, 15 juin 1811 ; 2 F 31, f° 63. Lettre Blache, d'Avignon, à Guérin, 17 novembre 1810 ; 2 F 317.

³³ PARISSET, dans son *Histoire de la Fabrique*, en est un exemple (p. 283).

³⁴ Lettre Guérin à Blache frères, à Avignon, 25 octobre 1811 ; 2 F 32, f° 243.

³⁵ Lettre Guérin à Blache frères, à Avignon, 23 mars 1811 ; 2 F 30, f° 245.

à déchet égal, celle-ci est d'un dévidage aisé alors que celle-là demande l'emploi d'une main-d'œuvre entraînée. Les soies d'Alès, peu appréciées à Lyon, conviennent par contre très bien aux fabriques de bonneterie et de bas éparpillées en Languedoc, de Nîmes à Béziers et d'Alès à Ganges. Les gens de Crest et de Dieulefit, qui ouvrent des frames, ne sont vraiment à leur aise qu'avec les soies de pays. Les soies de Milan et même les grèges du Frioul ont aussi des acheteurs empressés qui y sont habitués, les premières en Suisse et en Allemagne, les secondes à Anvers ³⁶, mais leur utilisation ne nous est pas indiquée. Les tours de main et les artifices de présentation ont enfin leur rôle ; les grèges ployées « à la milanaise » sont moins « décheteuses » que celles ployées « à la piémontaise » et certains Lyonnais reprochent aux soies d'Italie leur présentation en « flottes tordues plus ou moins fortes et séparées ».

La date d'arrivée des soies sur le marché est enfin un élément important de son fonctionnement. Guerin, qui y apporte beaucoup d'attention, n'ajoute rien de bien nouveau à ce qui est déjà connu en ce domaine. Le déroulement de la crise de 1810-1811 soulignera par contre la portée concrète du facteur saisonnier. Notons seulement que la commercialisation tardive de certaines soies d'Italie, comme celles du Frioul, concourt à leur succès autant que leur bas prix. Elles comblent des trous de fabrication en grèges de trame et permettent aux fabricants lyonnais, par l'entremise des marchands, de tenir en respect les producteurs du Diois, des Baronnies ou de Provence, trop désireux de spéculer sur l'épuisement, vrai ou simulé, de leurs stocks. Plus nettement encore, les soies de Campanie et de Calabre provenant de la deuxième feuille du mûrier — donc d'une deuxième récolte — exercent un indéniable attrait spéculatif sur Lyon. Jusqu'au dernier moment le sort de cette récolte est imprévisible, car il suffit d'un orage en plein été pour que « les vers tombent et meurent à leur montée ». De toute façon les soies d'une telle origine n'arrivent à Naples qu'à partir de fin juillet et durant le mois d'août. Compte tenu des délais de route, elles ne sont disponibles à Lyon qu'à fin novembre, c'est-à-dire en intersaison ³⁷.

Les modes d'intervention du marchand de soie.

La majeure partie des soies qui entrent dans les magasins de Guerin lui ont été expédiées sous forme de « consignment » et ne

³⁶ Lettre Werbrouck, d'Anvers, à Guerin, 20 décembre 1810 ; 2 F 383.

³⁷ Lettre Audra, de Naples, à Guerin, 3 juillet 1810 ; 2 F 390. Lettre Meuricoffre et Sorvillo, de Naples, à Guerin, 6 juillet 1810 ; 2 F 391.

lui appartiennent donc pas. Il les vend, moyennant commission, pour le compte de consignataires qui sont, soit des mouliniers résidant pour la plupart dans de petites communes du Midi de la France, soit des négociants de grandes villes françaises et surtout italiennes (Turin, Gênes, Livourne, Milan, Plaisance, Parme, Venise, Naples). Certains font à Guerin pleine et entière confiance, comme ce producteur de Crest qui lui écrit : « Nous vous laissons les maîtres d'agir pour le mieux comme si ces soies vous appartenaient ³⁸. » D'autres expriment le désir de vendre au plus vite, ou fixent un cours minimum à ne pas transgresser. Quelques-uns au contraire exigent d'être tenus constamment au courant : il faut leur communiquer les offres reçues et attendre leur approbation ; c'est une grosse perte de temps et souvent une cause de médiocre réussite.

Quel que soit le mode de passation des ordres, diverses coutumes paraissent intangibles. La commission du marchand de soie d'abord : elle est de 3 % du produit de la vente ; Guerin n'admet pas qu'elle soit discutée et sa force réside précisément dans le caractère général et impersonnel d'un tarif qu'il applique même à ses amis. En deux ans, à notre connaissance, il ne concède qu'un seul rabais, et à 2 1/2 %, en faveur d'un expéditeur génois qui lui procure les organsins fins dont il était dépourvu ³⁹. Exceptionnellement, certains clients sont simultanément ou successivement vendeurs d'une qualité et acheteurs d'une autre : Guerin n'aime d'ailleurs pas être preneur pour compte de tiers et se substituer aux courtiers ; il y consent cependant parfois pour de grosses maisons italiennes. En ce cas, sa commission est de 1 % sur les achats, avec réduction de moitié si la présence de l'acheteur le décharge de toute responsabilité sur le choix des qualités ⁴⁰... Rigoureux pour la rémunération du service, le marchand de soie est par contre toujours disposé à octroyer à son correspondant une avance à valoir sur le produit de la vente. Il y a peu à dire sur ces avances, dont il a déjà été question ⁴¹, sinon qu'elles semblent, pour la plupart des bénéficiaires, se renouveler constamment, en quelque sorte ne pas être individualisées et ne s'apurer que par des ventes de marchandise, sans mouvement d'espèces. Rares sont les clients de Guerin qui ont

³⁸ Lettre Latune, de Crest, à Guerin, 5 mai 1810 ; 2 F 322.

³⁹ Lettre Guerin à Peloso, à Gênes, 17 octobre 1810 ; 2 F 29, f° 131. BEAULIEU, dans son *Histoire du commerce de Lyon*, de 1838, indique que la commission du marchand au début du XIX^e siècle est de « 2 à 3 % » (p. 192). Dans le cas de Guerin, et à l'époque choisie, il n'y a place pour aucune indétermination.

⁴⁰ Lettre Guerin à Dubois frères, à Venise, 23 mars 1811 ; 2 F 29, f° 366.

⁴¹ Cf. ci-dessus, p. 18.

souci des intérêts débiteurs qui les grèvent, et les limitent au minimum de leurs besoins de trésorerie. Le marchand de soie n'est d'ailleurs pas regardant en la matière, et il faudra la crise pour qu'il se préoccupe d'apurer les situations anormales, comme celle de ce fileur d'Orange qui, huit mois après ses consignations de la campagne de 1810, est encore à découvert ⁴².

Voilà, pour l'essentiel, la vente en consignation. Parfois Guérin joue un rôle plus personnel en agissant en « compte à demi ». Ce terme d'apparence précise recouvre des opérations de nature variée, dont le principe commun est le partage des fruits entre le producteur et le négociant. Tantôt celui-ci prie un moulinier de trouver des grèges d'une spécification convenue et de les ouvrir ; il vendra ensuite l'organsin ou la trame et lui bonifiera la moitié du bénéfice. Tantôt, cas plus fréquent, le demandeur est le moulinier qui n'a pas les moyens d'acheter des grèges rares à des conditions intéressantes, c'est-à-dire par dizaines ou centaines de quintaux. Selon la tournure et le sens de la transaction, le marchand de soie en assume ou non la trésorerie. Mais en toute hypothèse les choses sont au préalable nettement précisées. Chargeant un moulinier de Maclas de lui procurer quelques ballots de grèges locales pour organsin au prix de 13 à 15 francs la livre, Guérin poursuit en ces termes : « Nous vous proposons d'en faire un compte à demi. L'ouvraison vous en sera payée à francs 4 la livre poids de marc, le déchet au prix d'achat de 13 à 15 aussi sur le poids d'achat ⁴³. » Nous sommes loin du cadre très général des consignations. A vrai dire le compte à demi n'est pour le marchand de soie qu'un pis aller. Car il offre le double inconvénient de supprimer sa commission d'intervention et, huit fois sur dix, d'exiger un emploi de fonds inopportun.

Enfin Guérin achète et vend pour son compte avec ou sans transformation intermédiaire, normalement avec, car il n'y a de spéculation intelligente que si elle repose sur une base technique. Pour ces opérations exceptionnelles, il utilise les services de commissionnaires (en France) ou de négociants (en Italie) locaux. Il ne manque pas alors de « constituer la provision », c'est-à-dire de leur expédier immédiatement l'argent qui les couvrira des frais d'achat. Il est en droit de la sorte d'exiger que ses prescriptions de prix et de qualité soient strictement respectées. Les fournisseurs ainsi obligés ne pourront plus prétendre qu'ils ont été « débordés » par les cours pour justifier leur négligence éventuelle. Celle-ci leur en cuira, soit qu'ils perdent la clientèle de leur puissant correspondant,

⁴² Lettre Guérin à Bayle, à Orange, 22 février 1811 ; 2 F 30, f° 181.

⁴³ Lettre Guérin à Coppin, à Maclas, 22 juin 1811 ; 2 F 32, f° 1.



Fig. 2. — Les approvisionnements en
Seules ont été reportées sur la carte les localités



soie de la maison Guérin en 1810-1811.
 s où Guérin possède des correspondants réguliers.

soit — au mieux — qu'ils paient les intérêts à 6 % sur des fonds qui n'étaient pas destinés à rester « oisifs » entre leurs mains.

IV. Fournisseurs et relations d'affaires de France et d'Italie.

Centré sur Lyon pour ses approvisionnements, le fabricant français, à l'époque napoléonienne, atteint par sa clientèle les horizons du grand Empire. Toutes choses égales d'ailleurs, le marchand de soie est dans une situation inverse. S'il vend sur place, en totalité ou presque, les produits qu'il écoule lui viennent de régions variées. L'extension géographique de son réseau de correspondants ne saurait néanmoins être comparée à celle du réseau d'acheteurs de la Fabrique. Car elle n'englobe que le Midi de la France et la péninsule italienne (cf. figure n° 2).

D'Espagne, Guérin ne reçoit pratiquement plus rien. Deux livraisons de soies de Valence lui arrivent en tout et pour tout, par l'entremise d'un négociant parisien, pour les deux années 1810-1811. Encore sont-elles de mauvaise qualité et les règlements créent-ils les pires difficultés⁴⁴. Pour les soies du Levant, la coupure est absolue, car les navires anglais veillent au grain. Restent donc les sources traditionnelles, et d'abord les pays séricicoles qui s'échelonnent de part et d'autre du Rhône, de Lyon à la mer.

En France.

On a parlé précédemment de la hiérarchie des marchés de la soie ; fondamentalement, à l'origine du cycle, il y en a trois, visant respectivement les cocons, les grèges et les ouvrés. Guérin n'a aucun contact avec le premier ; jamais il n'acquiert de cocons pour les donner à filer ensuite. Par contre il s'intéresse déjà vivement au second, bien qu'il ait peu de relations directes avec les fileurs. La plupart en effet vendent sur place et dans les foires, et ne se soucient pas d'expédier en consignment à Lyon. Seuls le font ceux qui ont atteint un stade d'exploitation industriel, c'est-à-dire qui sont devenus concurremment mouliniers. Mais c'est là une autre affaire. Sinon, jamais Guérin ne va à la rencontre du fileur. Quand il apprend que son confrère Teste « vient de courir les villages et les campagnes... et a remis des comptes simulés (prévisions de prix) aux plus petits fileurs », il s'en indigne, car « c'est avilir le com-

⁴⁴ Lettre Guérin à Delessert père, à Paris, 23 novembre 1811 ; 2 F 32, f° 302.

merce des soies »⁴⁵. Lorsqu'il décide d'acheter pour son propre compte, il passe par un commissionnaire local ou encore envoie son préposé itinérant, un certain Roc, battre les foires et les marchés. Brouillons et exaltés, les fileurs provençaux ou rhodaniens excellent à se jeter sur les cocons dès leur apparition, quitte à connaître ensuite les pires difficultés d'écoulement de leurs grèges. Ceux du Vivarais se sont acquis dans le genre une réputation spéciale : entraînés par leur esprit de spéculation à temps et à contre-temps, ils déambulent, en juillet 1810, de Saillans à Lunel, en cheminant par Privas, Les Vans et Salon, surpayant partout, achetant un peu n'importe quoi. Un expert de Beaucaire ira même jusqu'à dire que « les folies des fileurs du Vivarais ont plus contribué à l'augmentation que le déficit des cocons ». Pris dans leur ensemble, ces fileurs sont d'ailleurs de pauvres gens ; car, en demipaysans qu'ils sont, ils n'ont que peu de défense quand a sonné l'heure de la vente. Leur horizon est en effet des plus limités. Instruits par la crise, quelques-uns, autour de Nice, auront l'idée d'expédier directement à Lyon pour leur compte⁴⁶ ; même avec de tels exemples sous les yeux, la plupart préféreront cependant « faire leur sacrifice » et continuer à vendre sur place.

Les mouliniers sont donc leur contre partie normale. C'est d'eux que proviennent essentiellement les ouvrés français qui affluent en consignment dans les magasins de Guerin. Les envois de petits marchands locaux n'ont qu'un caractère accessoire⁴⁷. En matière de moulinage, Guerin bénéficie d'une expérience immense ; les hommes lui sont aussi familiers que les marchandises. La profession groupe des personnages de tout poil et de toute condition. Beaucoup sont des artisans ruraux, très proches des fileurs par les réflexes et le genre de vie. On les confondrait presque dans la correspondance, à leur style et à leur comportement. Les traits des fileurs du Vivarais sont communs à leurs frères mouliniers ; les négociants parlent d'ailleurs des « gens du Vivarais », sans spécifier. Le moulinier rhodanien ou provençal du gabarit type visite ses fournisseurs à domicile et court les marchés locaux, celui de leur bourg et ceux des environs. Buffel, à Saillans, achète « au pays » autant qu'à Beaucaire ; Chalamon, à Privas, va chaque

⁴⁵ Lettre Hugues-Louis Guerin, en voyage à Turin, à sa maison, 5 septembre 1810 ; 2 F 398.

⁴⁶ Lettre Gazielle, de Nice, à Guerin, 21 juin 1811 ; 2 F 513.

⁴⁷ A noter que ces marchands de soie — qui n'osent s'adresser à Guerin sur le ton d'un confrère, tant il les écrase de sa puissance — sont presque tous des régionaux (Crest, Maclas, Saint-Vallier) que la proximité de Lyon autorise à spéculer sur les cours sans trop de risques.

samedi à Aubenas ; Chartron, à Saint-Vallier, fréquente assiduellement Romans. Ils alimentent au jour le jour leur « fabrique » — on aime ennoblir son atelier par une appellation inadéquate. Mais il en est d'autres qui se pourvoient en grèges au moment le plus favorable et peuvent déclarer, comme l'un d'eux après la foire de Tournon en septembre 1810, qu'ils ont en magasin de quoi s'occuper jusqu'aux approches de la récolte. Ceux-ci sont d'authentiques industriels qui établissent des prix de revient et travaillent sur des prévisions fondées ; un Jourdan, à Orange, possède « vingt tours modernes ». Beaucoup sont en même temps, originellement ou non, des filateurs ; conjonction heureuse, on l'a vu, pour la qualité des soies d'Orange ou d'Avignon et qu'on retrouve ailleurs, notamment à Crest et à Saint-Vallier. Leurs relations avec Lyon et Guérin sont variées : s'ils expédient constamment en consignment, ils achètent aussi des grèges d'Italie, non seulement en fin de saison après épuisement des ressources locales, mais aussi à tout propos, chaque fois que la qualité l'exige ou que les cours sont avantageux. C'est dans cette classe de mouliniers, jaloués des petits, que Guérin recrute ses hommes de confiance, un Coppin à Maclas, un Guyot à Saint-Chamond, un Blache à Avignon.

Voici par exemple ce qu'est Blache en 1810. Son métier est triple. Il est fabricant d'étoffes, moulinier et négociant. En février 1811, sur les instances de Guérin, il abandonne sa première activité ; elle dispersait ses soins et l'obligeait à emprunter à un taux élevé, faute de disponibilités suffisantes. La seconde est très importante : il a plusieurs fabriques de « mouline », à Avignon et dans les environs (Sorgues). Dans les moments de presse, il fait en outre travailler à façon des « mouliniers étrangers », qu'il remercie dès que l'ouvrage se raréfie. Sa spécialité est l'ouvrison des belles frames, auxquelles il doit la réputation de sa « marque ». Aussi Guérin lui expédie fréquemment des grèges à mouliner pour son compte. Enfin Blache est négociant. Si une bonne partie de ses ouvrés est dirigée en consignment sur les magasins de Guérin, lui-même en vend directement aux fabricants d'Avignon. Autant, dans la première hypothèse, il est l'obligé du Lyonnais qui lui dispense conseils, semonces et instructions, autant, dans ce dernier rôle, il est indépendant. Guérin s'adresse à lui sur un pied d'égalité, l'engageant par exemple à se prévaloir de quelque bonne nouvelle « auprès de ses acheteurs, comme lui-même s'en prévaut auprès des siens ». Toutefois, quand les ventes lui procurent des effets négociables, Blache s'empresse de les passer à Guérin, qui les lui escompte. C'est dire que les opérations entre les deux maisons sont d'un extraordinaire enchevêtrement : dans le même temps

Guerin achète pour Blache des grèges en Italie, et inversement en Comtat. Par une marque de faveur insigne, le compte à demi sera conservé entre eux au plus fort de la crise ⁴⁸.

Moins développées sur les autres plans, les relations avec Guyot, à Saint-Chamond, offrent une particularité supplémentaire. Guerin lui laisse le soin de vendre pour son compte à Saint-Chamond et à Saint-Etienne les ballots qu'il lui envoie. C'est en quelque sorte une consignation en retour.

En Italie.

Les soies de provenance française ne représentent qu'une fraction des marchandises écoulées par les Guerin. Car, traditionnellement, ceux-ci « nourrissent leurs magasins par les soies qu'ils achètent en Italie ⁴⁹. » Trames et surtout organsins, dont les plus réputés sont ceux du Piémont ; grèges de toute la péninsule, inégalement prisées des mouliniers français. Pour se procurer les uns comme les autres, Guerin a recours à des négociants d'une certaine surface. Par principe il écarte les producteurs, mouliniers et fileurs, et prie ceux qui tentent de l'approcher de s'adresser à ses correspondants habituels. Son attitude est donc l'inverse de celle qu'il adopte en France. Il y a bien entendu des exceptions, mais elles sont triées sur le volet ; un moulinier-fileur, comme Scanagatti à Turin, n'a rien à voir avec les « nécessiteux » qui bradent les fournitures quand ils sont en mal d'argent.

A vrai dire les questions pécuniaires — non les prix — sont en Italie la source des principales difficultés. Les demandes d'avance sollicitées par les marchands sont considérables et justifiées. Car, au Piémont, « tirage » et ouvraison marchent très souvent de pair et les ouvriers vont vite en besogne. Ailleurs il faut compter avec les délais d'acheminement des marchandises et des fonds. Pour les mêmes raisons, les ventes en consignation confiées à Guerin sont presque toutes passées « au mieux », sans limitation de cours. Si fréquentes que soient les récriminations à posteriori, on traite donc en confiance.

Turin est le point de convergence d'un vaste marché d'approvisionnement, soigneusement entretenu et drainé par les maisons de la ville. Leurs relations sont étroites avec Casale, Verceil, Fossano, Coni, Alexandrie, et les Lyonnais se heurtent à elles

⁴⁸ Si l'on admet, ce qui semble fondé, que Blache occupe à Avignon une position très comparable à celle de Guerin à Lyon, on mesure sans peine la différence de standing des deux places.

⁴⁹ Lettre Nicola Chenusi, à Passano, à Guerin, 2 novembre 1810 ; 2 F 384.

quand ils veulent acheter directement sur d'autres places moins proches. Arrivant à Novi en septembre 1810, Hugues-Louis Guerin s'aperçoit que « les Piémontais y ont mis le feu comme ils le mettent partout »⁵⁰. A Nice, ils rafflent des filatures entières, à la grande fureur des acheteurs venus de Lyon. En période de disette, ils « ont enlevé en Toscane et en Romagne tout ce qu'ils trouvaient », au détriment des gens de Livourne et de Gênes, clients normaux de ces régions⁵¹. Aussi les Lyonnais ne sont-ils pas fâchés, à l'occasion, de « tenir en baisse les prix au préjudice des Piémontais ».

Malgré les empiètements des Turinois, Gênes est aussi constamment en rapport avec Lyon, à qui il fournit des grèges de Lombardie, de Montferrat et de Toscane. De Venise et de Naples, Guerin tire également des grèges, ici de Campanie et de Calabre, là de Vénétie et du Frioul. Même à ces distances, Lyon fait encore la loi ; « les lettres de votre ville ont découragé tous les acheteurs », écrit un correspondant de Venise, Dubois (17 novembre 1810)⁵². Toutefois on signale à Naples la présence d'« étrangers nouvellement venus qui s'en mêlent (d'acheter) et ne sont pas les plus modérés parce que ne connaissant pas les usages de la place »⁵³. Quels sont ces étrangers ? Il y a fort à parier qu'ils sont moins innocents qu'il ne semble et qu'ils s'entendent très bien à forcer les mailles du blocus.

Cependant les relations de Guerin sont beaucoup moins denses avec les grandes villes du royaume d'Italie qu'avec Gênes et surtout Turin⁵⁴, car la frontière est là pour multiplier les obstacles douaniers.

V. Les foires.

Même si elles le gênent et s'il en goûte peu l'atmosphère, même si elles ont pour lui l'inconvénient d'attiser la concurrence, un grand marchand de soie de l'Empire ne peut passer sous silence le rôle rempli par les foires. Aussi bien n'a-t-il pas pu être célé chemin faisant, quoique l'on se soit efforcé d'en regrouper les éléments pour un unique et rapide examen.

⁵⁰ Lettre d'Hugues-Louis Guerin expédiée de Gênes à sa maison, 11 septembre 1810 ; 2 F 387.

⁵¹ *Idem*, 13 septembre 1810 ; 2 F 387.

⁵² Lettre à Guerin ; 2 F 404.

⁵³ Lettre Meuricoffre et Sorvillo à Guerin, 19 août 1810 ; 2 F 391.

⁵⁴ Ceci, même compte tenu de l'interdiction temporaire, d'août à octobre 1810, de l'exportation des soies du Piémont et de la Ligurie.

Il y a d'abord les marchés hebdomadaires ou de quinzaine où, dès la fin du printemps, les fileurs achètent les cocons ou la bave sous forme de fil « tiré ». Les mouliniers y viennent de leur côté, initialement pour s'enquérir de la récolte et des cours, plus tard pour « lever » des grèges. Guérin ne s'en occupe pas et y prête peu d'attention, se bornant à recevoir les commentaires de ses correspondants.

Son attitude est différente à l'égard des foires. Bien qu'il n'y aille pas — même à Beaucaire — et y délègue seulement son représentant spécialisé, Roc, il n'ignore pas, comme il l'écrit à un négociant de Parme, que « les cours pour les soies nouvelles de France s'établiront à Beaucaire et aux autres foires qui se tiennent dans le Midi »⁵⁵. Du point de vue du commerce des soies, chaque saison a des foires qui intéressent les mouliniers. En janvier, celle de la Saint-Antonin à Privas (17 janvier) permet de voir « s'il existe encore une certaine quantité de soie grège »⁵⁶. Les manifestations de beaucoup les plus importantes sont cependant celles d'été, auxquelles les fileurs exposent les grèges nouvelles. Au début juillet, Bagnols est très fréquenté des gens d'Orange et d'Avignon ; à fin août, Alès accueille ceux qui n'ont pas vendu à Beaucaire et les acheteurs habiles y font de belles opérations. Ces deux foires sont cependant dans l'orbite immédiate de celle de Beaucaire, soit pour l'annoncer, soit pour l'achever. Tournon, Aubenas et Carpentras, en septembre, ont davantage d'autonomie, car on y trouve les fils produits par les « éducations » d'été.

Il n'empêche que la foire-reine est celle de Beaucaire, « le thermomètre économique du Midi » suivant l'expression habituelle⁵⁷. Des semaines, des mois à l'avance, on s'y prépare et il n'est question que d'elle dans le courrier que reçoit Guérin à partir du 1^{er} juillet 1810. Le 2 un correspondant de Saillans, le 5 un autre d'Avignon, le 7 un troisième de Saint-Vallier, le 8 un quatrième de Visan écrivent successivement pour indiquer qu'ils suspendent leurs envois de grèges et qu'il convient de surseoir à la vente des ballots en consignment qui n'auraient pas encore eu preneur. En Italie aussi les négociants sont dans l'attente religieuse du grand événement. Dubois à Venise, Peloso à Gênes, dès le 4 juillet, avisent

⁵⁵ Lettre Guérin à Rigo, à Parme, 19 juin 1811 ; 2 F 31, f° 71.

⁵⁶ Lettre Chalamon, de Privas, à Guérin, 1^{er} janvier 1811 ; 2 F 470.

⁵⁷ Cf. FASSIN (Théodore), *Essai historique et juridique sur la foire de Beaucaire*. DE GOURCY (Charles), *La foire de Beaucaire, étude d'histoire économique*. Et surtout la remarquable étude de LÉON (Pierre) « *Vie et mort d'un grand marché international, la foire de Beaucaire (XVIII^e-XIX^e siècle)* ».

Lyon qu'ils ont interrompu leurs achats. Aussi Guérin peut-il valablement informer un ami d'Orange, le 20 juillet, qu'à Lyon « depuis une dizaine de jours les affaires sont arrêtées et (que) le calme se prolongera infailliblement jusqu'après Beaucaire »⁵⁸. Certains vont même jusqu'à prendre tous leurs risques sur la foire et Gayot, de Saint-Chamond, évite de peu la fermeture de ses ateliers par manque de matières, au début d'août, car, comme il l'avoue le 6 à Guérin dont il presse les expéditions, depuis plus d'un mois et demi il vit sur ses stocks et ses fabriques sont vides.

Devant un phénomène d'une telle ampleur faut-il réviser ce qui a été dit précédemment du mécanisme des prix⁵⁹ ? Quel est donc l'arbitre de ces prix pour la soie ? Est-ce Lyon ou est-ce Beaucaire ? M. A. Chabert a trop bien mis en relief l'importance de Beaucaire à la fois sur le rythme de la production industrielle et sur l'établissement des prix, pour que la question ne soit pas à considérer comme réglée⁶⁰. Guérin et ses correspondants sont formels dans leur confirmation : Beaucaire fixe les cours des grèges. Qu'il y ait normalement entre eux et ceux des ouvres à Lyon « une concordance tendancielle positive », pour emprunter le langage de M. Chabert, cela est bien certain. Mais la concordance risque de n'être que temporaire et de ne jouer que sur un petit nombre d'affaires. Car, à l'autre bout du circuit, les foires d'Allemagne — celles de Francfort et d'Hambourg et surtout les deux foires de Leipzig, à la Saint-Michel (29 septembre) et à Pâques — ont à Lyon une résonance profonde. L'attente de Leipzig remplace celle de Beaucaire, mais ce ne sont plus les mêmes gens qu'elle paralyse. Dès le 25 août (1810), des négociants de Venise apprennent à Guérin que les transactions sont à peu près arrêtées, comme chaque année, jusqu'à ce que soient connues les « commissions d'Allemagne » ; même son de cloche de Turin, où on s'interroge dans l'espoir que les foires d'Allemagne seront bonnes⁶¹. Il en va pareillement pour les fabricants lyonnais. N'ont-ils pas écrit en 1806 à l'Empereur : « Nous autres Lyonnais débitons dans ces foires (de Leipzig) les deux tiers des étoffes que nous fabriquons, des gants

⁵⁸ Lettre Guérin à Ravanier et fils, à Orange, 20 juillet 1810 ; 2 F 28, f° 71

⁵⁹ Cf. ci-dessus, p. 38.

⁶⁰ CHABERT (A.), ouvrage cité, p. 280-281, et surtout *Essai sur les mouvements des prix*, p. 8 à 14. Signalons entre ces deux textes une légère erreur de date, plus vraisemblablement d'impression : il est indiqué dans le premier volume que la foire de Beaucaire « ouvrait solennellement le 28 juillet de chaque année » (p. 280), et dans le second au jour de la fête de Sainte-Madeleine (le 22 juillet) (p. 8).

⁶¹ Lettre Félix, de Venise, à Guérin, 25 août 1810 ; 2 F 404, Lettre Guérin à Richetti, de Turin, 4 octobre 1810 ; 2 F 29, f° 116.

et des bas de soie ⁶²... » Aussi, dès les premiers jours d'octobre, les nouvelles de la Foire se propagent à Lyon et sur chaque place soyeuse comme une traînée de poudre ; à Crest, à Orange, à Saumur, à Turin et à Naples, on s'en entretient ⁶³. Si elles sont mauvaises, le basculement de la tendance est immédiat et brutal. On le verra bien par l'étude de la crise.

On perçoit ainsi la portée de l'observation de Guérin quand il note que l'effort des producteurs pour fixer les prix (d'après Beaucaire) sans égard au marché engendre l'anarchie sans pouvoir leur donner satisfaction ⁶⁴. On comprend de même l'origine des discordances qui résultent du rapprochement des séries de prix remarquablement dressées et commentées par M. Chabert pour la soie et pour les étoffes de soie d'après les états de la foire de Beaucaire ⁶⁵. Discordances d'autant plus notables qu'elles ne se manifestent pas seulement à l'occasion des crises de 1806-1807 et de 1810-1811, et que le second terme de la comparaison, relevé à Beaucaire comme le premier, est de ce fait, pour l'époque, d'une valeur très relative.

Beucaire pour les grèges, Lyon pour les ouvrés, Leipzig pour les tissus, voilà les trois palliers successifs de l'engrenage des prix pour l'industrie de la soie. Au centre, Lyon subit et observe plus qu'il ne commande, d'où la prudence de ses marchands. Limité comme on l'a précisé antérieurement, leur rôle n'est cependant pas inutile. On ne saurait en dire davantage à la lecture d'un seul lot d'archives. Car il faudrait établir et suivre sur plusieurs années les profils de variations saisonnières des trois séries de prix (grèges, ouvrés, tissus) pour déceler les enchaînements réciproques d'un des premiers circuits capitalistes du XIX^e siècle.

⁶² Archives de la Chambre de Commerce. Pétition adressée par la Chambre à l'Empereur le 13 novembre 1806 pour recommander Leipzig à sa bienveillance. Cf. les commentaires à ce sujet de PARISSET (*Histoire de la Chambre de Commerce*, 2^e partie, p. 97 et suivantes).

⁶³ Sur la foire de Leipzig, cf. ARQUÉ, *La foire de Leipzig dans les temps passés ; la foire de Leipzig à l'époque actuelle*.

⁶⁴ Lettre Guérin à Chalamon, à Privas, 1^{er} mai 1811 ; 2 F 30, f^o 307..

⁶⁵ CHABERT (A.), ouvrage cité (*Mouvement des prix*) ; annexe 49 et p. 168-169 pour la soie, annexe 54 et p. 190-191 pour les étoffes de soie.

CHAPITRE III

PROBLÈMES MONÉTAIRES ET BANCAIRES

Guerin manifeste peu de goût pour les opérations bancaires, on le sait. Il ne faut donc pas compter sur lui pour nous informer de manière détaillée sur le fonctionnement d'une banque de province sous l'Empire¹. Les éléments de sa correspondance qui se rapportent aux questions financières sont à la fois fragmentaires et disparates. La plupart sont en relation directe avec la crise et trouveront place dans son exposé. Toutefois la circulation et le maniement des capitaux sont associés de trop près à ceux des marchandises dans les préoccupations d'un négociant en soie, pour que celui-ci ne prenne pas de temps à autre position à leur sujet. Au surplus, si Guérin adopte un ton des plus réservés quand on lui parle banque, ses partenaires, les Italiens surtout, ne s'en font pas faute. Impatients de savoir ou d'obtenir satisfaction, ils questionnent et, pour être mieux écoutés, commencent par exposer leur situation et celle de leur place.

Les observations de portée un peu générale qui ont été ainsi rassemblées, et sur lesquelles il serait absurde de prétendre fonder une analyse exhaustive du crédit et de la monnaie, peuvent être regroupées autour de deux têtes de chapitre : la circulation monétaire et les changes, la négociation du papier de commerce et le Comptoir d'Escompte. On s'excuse par avance de ce qu'elles auront d'incomplet et de tronqué. De Lyon à Paris, des bureaux encombrés de la rue Puits-Gaillot au cabinet de Mollien, où affluent rapports et états, il y a un pas qu'il était exclu de vouloir franchir.

¹ Cela est d'autant plus regrettable qu'il y a là une lacune : dans son *Napoléon* (p. 501), M. LEFEBVRE s'interroge sur « les opérations des banques locales, dont on ne sait rien ».

I. La circulation des monnaies et les changes.

Pour avoir ignoré presque entièrement les avantages de la monnaie fiduciaire, du billet de banque, la France impériale assure sa circulation monétaire en espèces métalliques, en numéraire. La correspondance parcourue fourmille de détails sur les inconvénients d'une telle pratique, à la fois encombrante, coûteuse — par les frais de transport — et parfois dangereuse — en raison du brigandage. Pourtant, Guérin lui reste fidèle. Or il n'est pas un attardé, il en administre mainte preuve. Hugues-Louis apprend durant son voyage en Italie la démonétisation des anciens écus (lois des 8 août et 13 septembre 1810)². Aussitôt il ordonne à ses gens, à Lyon, de ne plus effectuer de stipulations de vente en livres, car « il serait absurde de s'obstiner à vendre dans une monnaie qui n'existe plus »³. Ayant compris de longue date que « le franc de germinal est la livre tournois elle-même, simplement adaptée au système métrique »⁴, il prêche pour lui, tant dans « la province qui jusque là s'était obstinée à ne vouloir qu'eux (les écus tournois) »⁵ que dans les pays annexés⁶. De même, on le verra, son attitude devant le Comptoir d'Escompte, pour être réservée et hostile, n'est pas celle d'un dénigrement systématique comme pour la plupart de ses compatriotes.

Néanmoins Guérin, moderne de conceptions sous tant d'aspects, préfère les envois de monnaie métallique à tout autre forme de transferts, du moins hors des frontières de 1790. En France traditionnelle, hormis les phases les plus dramatiques de la crise, il laisse volontiers le choix à ses débiteurs sérieux de se procurer des espèces ou « de bonnes remises », sans jamais parler des billets du Comptoir ou de la Banque de France. Mais sorti de là, les risques et les dérangements s'accumulent à accepter les paiements en papier, surtout sur l'Italie⁷. Si Guérin consent à recevoir de ses correspondants transalpins des effets qu'il négocie pour leur compte, il demande au contraire du numéraire pour les règlements

² Plus exactement, la réduction de leur valeur et leurs conditions d'échange. Nous disons volontairement démonétisation, car c'est le terme employé par Guérin. Il correspond à la manière dont les contemporains comprirent les mesures en cause.

³ Lettre du 27 septembre 1810, datée de Livourne ; 2 F 388.

⁴ BRAESCH (F.), *La livre tournois et le franc de germinal*, p. 45.

⁵ Lettre Guérin à Ardaillon, à Saint-Etienne, 8 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 65.

⁶ C'est ainsi qu'écrivant à un certain Lagrelle, à Anvers, il lui souligne que « depuis trois mois toutes les affaires se font en francs et non plus en livres tournois » (21 décembre 1810) ; 2 F 29, f° 232.

⁷ L'expression « papier » désigne les effets de commerce, lettres de change ou acceptations, à l'exclusion de la monnaie de banque.

qui lui sont destinés : pièces et lingots d'or, barres d'argent gagnent ses caisses au long des routes. Ses vis-à-vis n'en sont d'ailleurs pas surpris ; comme le lui écrit un Gênois en quête de lingots à lui expédier, « c'est le meilleur retour »⁸. Eux-mêmes, quand ils sont placés dans le bon sens, ne se privent pas d'exprimer des exigences semblables. Quand les ventes en consignment laissent un solde en sa faveur, Muschietti, à Turin, réclame aussitôt un envoi de louis, « avec la moindre prime possible et surtout de bon poids »⁹. Même son de cloche à Francfort, où le papier n'est guère prisé¹⁰. Aussi Guérin se défend-il et commence-t-il fréquemment par répondre aux solliciteurs que « les napoléons d'or manquent totalement et que les louis sont extrêmement rares »¹¹, proposant à un Milanais du papier sur sa province plutôt que des barres d'argent déclarées introuvables¹². Seule une insistance pressante a raison de ses réticences.

Pourtant, outre leurs inconvénients généraux déjà cités, les espèces métalliques sont la source de nombreuses difficultés. Il y a les fausses pièces. Il y a aussi les « écus rognés », dont Guérin demande à un fabricant stéphanois, son obligé, de le débarrasser¹³. Il y a surtout les contestations sur le titre des lingots : ont-ils été bien essayés ? Le mélange de la fonte a-t-il été opéré également ? « L'essayer » de Lyon est, paraît-il, un homme expert ; nommé par les autorités, il est parfaitement impartial, car il n'a aucun rapport direct ou indirect avec les vendeurs et les acheteurs. Sous son couvert, Lyon revendique pour ses attestations un crédit qui est dénié à celles de Turin ou de Gênes¹⁴. Mais qui dit vrai en pareille matière ?

Quoi qu'il en soit, cette circulation métallique défectueuse a une conséquence immédiate : le manque de numéraire, malgré la multiplication des « signes » par la frappe, le solde positif de la balance commerciale, le revenu du domaine extraordinaire et les indemnités de guerre¹⁵. Bien que la correspondance Guérin n'en

⁸ Lettre Celesia, de Gênes, à Guérin, 25 mai 1811 ; 2 F 502.

⁹ Lettre Hugues-Louis Guérin, en voyage à Turin, à sa Maison, 7 septembre 1811 ; 2 F 518. Lettre Muschietti, de Turin, à Guérin, 13 octobre 1811 ; 2 F 518.

¹⁰ Lettre Sebast de Neuville, de Francfort, à Guérin, 15 octobre 1811 ; 2 F 500.

¹¹ Réponse à Muschietti, 18 octobre 1811 ; 2 F 31, f° 259.

¹² Lettre Guérin à Labaume, à Milan, 24 août 1811 ; 2 F 31, f° 165.

¹³ Lettre Guérin à Jovin, à Saint-Etienne, 24 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 177.

¹⁴ Lettre Guérin à Celesia, à Turin, 1^{er} octobre 1811 ; 2 F 31, f° 228.

¹⁵ Cf. LEFÈVRE, ouvrage cité, p. 501 ; MARION (Marcel), *Histoire financière de la France depuis 1715*, tome IV (1797-1818) ; BIGO (Robert), *Les bases historiques de la finance moderne en France*.

fasse jamais directement état, il en résulte à l'évidence, notamment à voir l'âpreté des discussions autour des règlements, que la thésaurisation est largement répandue dans les régions considérées. Cela étant, il n'en reste pas moins que les espèces en mouvement y sont en nombre insuffisant pour satisfaire les besoins du commerce, surtout aux époques où l'achat des soies et soieries requiert d'importants déplacements de fonds d'un département à l'autre¹⁶. D'où une tension dans les affaires que la crise portera à son paroxysme... Or, observe l'inspecteur général Morin dans son rapport du 28 novembre 1810 au directeur de l'Administration des Droits Réunis¹⁷, « la perturbation monétaire (à Lyon) a dû être de courte durée » (octobre-novembre 1810), en relation avec l'émission des billets de banque par le Comptoir d'Escompte. Ce qui autorise à penser qu'en dehors de ces quelques semaines la situation monétaire que laisse entrevoir la correspondance Guerin en 1810-1811 peut être regardée comme à peu près normale. Elle est caractérisée par des plaintes incessantes sur le manque de numéraire ; incessantes et générales, car elles proviennent de partout, d'Orange, de Saint-Etienne, de Crest, comme de Turin, Milan et Venise¹⁸. En définitive, dans le périmètre en cause (Sud-Est de la France et Italie du Nord) Lyon est vraisemblablement la ville la moins mal placée. La crise exceptée, Guerin indique à plusieurs reprises à ses intimes que l'argent est suffisamment abondant (début 1810, fin 1811). Comme il faut faire la part de la mise en scène — et d'une mise en scène intéressée¹⁹ — et qu'aucun des habitants des régions environnantes ne donne une note analogue, sans doute ne se trompe-t-on pas trop en concluant, pour Lyon, à une position relative plutôt favorable. Traditionnellement ses négociants s'entendaient à rapatrier leurs créances aux meilleures conditions, et une circulation du papier plus active qu'ailleurs — parce qu'appuyée sur l'escompte — y assouplissait les transactions²⁰.

¹⁶ Cf. Rapport de la Chambre de Commerce de Lyon du 3 juin 1808 ; Archives Nationales, F 12, 508.

¹⁷ Morin avait été dépêché à Lyon, en novembre 1810, par son directeur, le Conseiller d'Etat Français, en accord avec le ministre de la police, Savary, en vue de « prendre tous les renseignements nécessaires sur l'exportation du numéraire » de Lyon sur Genève et la Suisse (cf. RIFFATERRE, *La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*, annexe VII). D'où le rapport précité ; Archives Nationales, F 7, 6556.

¹⁸ Nombreuses pièces sur ce sujet à : 2 F 339, 390, 398, 404, 443 et 463.

¹⁹ Le banquier plaide en effet l'abondance contre le loyer de l'argent quand l'extension de ses dépôts grève son budget du versement d'importants intérêts créditeurs.

²⁰ Les choses changeront en 1814 ; cf. CHABERT, *Le mouvement des revenus*, p. 287.

Qui dit problèmes monétaires dit du même coup problèmes de change. Il en est constamment question, mais de manière si diffuse et dans un style si elliptique qu'il est presque impossible d'en percevoir les mécanismes. Très généralement le franc semble apprécié en Italie, car, comme l'observe M. Godechot, « la nouvelle monnaie française, très saine, était incontestablement la meilleure et la plus pratique de l'Europe », surtout vers 1810²¹. La panique financière née à Lyon, à la fin de 1810, des émissions du Comptoir d'Escompte ne doit pas illusionner. Avant comme après, le franc est pour les Italiens une marchandise enviée et chère²². Dès janvier 1811 un négociant de Turin refuse d'expédier à Lyon des remises directes, « par rapport au prix excessif du change » ; en février, le papier sur Milan est pris à Paris avec une perte de plus de 3 % à la charge du tireur ; en avril, les changes montent un peu à Turin et « par suite les espèces de France se sont *encore* bonifiées » (c'est nous qui soulignons)²³. Guérin est d'ailleurs parfaitement informé de la situation et tâche d'en profiter. Quand il annule, à Venise, un ordre d'achat déjà exécuté en soies du Frioul, il compte sur « un petit bénéfice sur la monnaie » pour effacer la perte²⁴. Lorsqu'on lui offre en paiement du papier sur Turin — et a fortiori sur une autre place du Piémont —, il le rejette parce que « le Piémont doit beaucoup à Lyon » et que les effets stipulés en francs y sont acquittés en une monnaie du pays « de valeur intrinsèque beaucoup moindre et pourtant légalisée »²⁵. Si à Naples, au début d'octobre, le franc baisse légèrement, c'est pour une cause purement fortuite et passagère : l'abondance soudaine de « signatures faibles ». Assez régulièrement soutenu, le change présente cependant de temps à autre de légers écarts. Il est difficile au professionnel de jouer dessus, en raison des frais de commission, port de lettres et courtage. Guérin cependant s'y risque, pressentant en ce sens la maison Pasteno, de Livourne, à laquelle il envoie une liste de cours, malheureusement perdue²⁶. Mais nous ne savons rien sur le dénouement des opérations, limitées exclusivement à l'Italie, et la valeur respective des devises étrangères²⁷.

²¹ GODECHOT (Jacques), *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, p. 553.

²² Abondantes références à : 2 F 386, 390, 393, 394, 404, 501, 509 à 511, 516 à 521.

²³ Lettre Richetti, de Turin, à Guérin, 20 janvier 1811 ; 2 F 521. Lettre Guérin à Garaud, à Saint-Etienne, 13 février 1811 ; 2 F 30, f° 184. Lettre Cella, de Turin, à Guérin, 21 avril 1811 ; 2 F 511.

²⁴ Lettre à Dubois, à Venise, du 24 octobre 1810 ; 2 F 404.

²⁵ Lettre Guérin à Th. Segond fils, à Marseille, 31 mars 1811 ; 2 F 30, f° 349.

²⁶ Lettre Guérin à Pasteno, à Livourne, 2 octobre 1811 ; 2 F 31, f° 232.

²⁷ Silence également sur les transferts internes vus sous l'aspect monétaire. M. Robert BIGO (*Les banques françaises au cours du XIX^e siècle*, p. 231) note

II. La négociation du papier de commerce et le Comptoir d'Escompte.

Depuis le xvi^e siècle, Lyon est une grande place de négociation du papier de commerce. Ses Quatre Paiements — des Rois, de Pâques, d'Août et de la Toussaint (1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} décembre) — ont acquis, sous l'Ancien Régime, la célébrité, « grâce aux règlements sages que les négociants leur ont donnés ». Initialement liés aux foires, ils s'en sont affranchis et n'ont pas suivi le cours de leur décrépitude. La Révolution néanmoins en fait table rase, sans prévoir aucun système de remplacement pour la compensation des valeurs. Aussi, sous le Consulat, les négociants n'en ont-ils été que plus tentés de revenir à l'ancien état de choses²⁸. Espoirs sans lendemain et qui sont définitivement abandonnés en 1810.

Le papier qui entre dans le portefeuille de Guerin se règle donc aux échéances multiples prévues par les tirés ou acceptants, avec cependant prédominance pour les fins de mois. Sa destination est double, et double aussi l'attitude à son égard. Présenté à l'escompte, il est accueilli avec réserve et soigneusement épluché. Remis à l'encaissement, il est assez bien considéré et acquitte une « commission de banque » variable selon l'éloignement du lieu de paiement et l'époque : 1/2 % en janvier 1811 pour Marseille, 1/3 % en novembre de la même année pour Annonay, port de lettre en sus. Si le risque d'insolvabilité du débiteur est à la charge du tireur de la traite, client de Guerin, il semble par contre que ce dernier — le banquier, donc — ait à la sienne celui du rapatriement matériel des fonds de contrepartie, peut-être aussi celui du cours de change pour les effets sur l'étranger quand il y a eu stipulation préalable.

Rien ne transparait du jeu des valeurs et des délais d'encaissement. Les impayés sont toujours la source de gros ennuis. Le papier est donc examiné de près : les signatures « faibles » sont peu goûtées et la domiciliation importe grandement. Pratiquement, Guerin accepte de prendre à l'encaissement tout le papier sur la

que « le franc de Lyon a, au début du xix^e siècle, une valeur différente à Paris du franc de Paris à Lyon, parce que la notion de transfert d'une place à une autre intervient avec ses frais, ses aléas et ses variations saisonnières ». Rien de tout cela ne transpire dans la correspondance Guerin en 1810-1811.

²⁸ Cf. Archives de la Chambre de Commerce. Lettre du 14 floréal an IX adressée par le préfet du Rhône aux citoyens composant le « bureau consultatif » du commerce en vue d'avoir leur avis sur le rétablissement éventuel des paiements, et réponse subséquente.

région sud-est jusqu'à Marseille ; du moins il ne le rejette jamais pour des motifs de difficulté de recouvrement. La « situation de place » d'Avignon, d'Orange, de Montélimar, de Privas, de Saint-Etienne et de Saint-Chamond lui est aussi familière que celle de Lyon. Si les effets sur Lyon ont évidemment la primeur, ceux sur Paris sont également fort appréciés. A la fin de 1810, à Lyon, « Paris est très recherché. Le papier à 60 jours se place facilement à 1 1/4 %, celui à 100 jours a des preneurs de 1 3/4 à 1 7/8 »²⁹. Bien que le Piémont et la Ligurie soient annexés à l'Empire, les traites payables à Turin et à Gênes sont médiocrement prisées. Autour de Lyon, en Bas-Dauphiné, en Forez et jusqu'à une distance respectueuse dans la vallée du Rhône, le papier sur la métropole jouit d'un prestige éclatant. Aux époques d'extrême rareté du numéraire, lui seul permet de s'en procurer, d'autant qu'il passe facilement à l'escompte.

L'escompte n'est certes pas né à Lyon par la volonté du pouvoir. Toutefois la pratique et les taux en sont régularisés par la création d'une succursale de la Banque de France (décret de Bayonne, 18 mai 1808). Le but visé par l'Empereur et son entourage a été parfaitement louable : développer le crédit et réduire le loyer de l'argent. Pourtant l'institution fut mal accueillie³⁰. Déjà en 1805 le préfet du Rhône n'avait rencontré que de l'hostilité quand il avait émis l'avis de profiter de la facilité accordée par la loi du 24 germinal an XI pour créer une banque départementale. La Chambre de Commerce, préoccupée des difficultés qui résultaient de la refonte des monnaies, avait écarté la suggestion et préféré demander un tempérament dans la transition entre les anciennes monnaies et les nouvelles, et l'autorisation pour l'hôtel des monnaies de Lyon de frapper des napoléons d'or³¹. Les esprits n'avaient pas changé de disposition en 1808. Dans les protestations qui accompagnent l'apparition du Comptoir d'Escompte, il y a plus une tendance conservatrice qu'un désir de retour impossible vers l'orgueilleuse autonomie financière du passé. Il y a aussi des intérêts contrecarrés. L'inspecteur Morin, dans la lettre déjà citée de novembre 1810³², croit avoir percé les secrets de la ville : « Lyon se compose de deux genres de capitalistes ; les uns, froissés par la

²⁹ Lettre Guérin à Segond fils, à Marseille, 10 décembre 1810 ; 2 F 30, f° 4.

³⁰ RAMON (Gabriel), *Histoire de la Banque de France d'après les sources originales* ; BICO (Robert), *La Caisse d'Escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France*.

³¹ Délibération du 20 brumaire an XIV (11 novembre 1805). Cf. PARISSET, *Histoire de la Chambre de Commerce*, 2^e partie, p. 40.

³² Cf. ci-dessus, page 58, note infrapaginale, n° 17.

Révolution, prêtent à un intérêt honnête et ne redoutent point le gouvernement actuel ; les autres, moins froissés mais plus usuriers, prêtent à plus gros intérêt et crient contre le gouvernement, en parlant sans cesse du papier-monnaie et donnant par là des craintes sur le billet de banque... Ensuite viennent les petits prêteurs usuraires, et pour ainsi dire sur gage, lesquels ont crié et le font sans cesse contre la Banque, parce qu'ils prévoient qu'ils doivent cesser une partie de leur monopole. »

Dans quelle catégorie ranger Guérin ? La deuxième ou la troisième ? Toujours est-il qu'il ne voile pas ses sentiments dans plusieurs de ses lettres, où ses querelles d'intention se mêlent à un précieux commentaire technique³³. Écoutons-le donc : « Il existe à Paris une banque depuis la cessation des assignats ; elle a en circulation environ 180 millions de billets échangeables à volonté. Cependant le papier sur Paris est recherché sur toutes les places et tous les grands capitalistes de France placent avec la plus grande sécurité leurs fonds à Paris, parce qu'ils savent que cette banque a toujours en caisse ou en portefeuille le représentatif de ses billets et fait en outre de très grands bénéfices. L'ambition d'accroître ses bénéfices a engagé les administrateurs de la banque à nous donner depuis deux ans une succursale, contre le vœu de la majorité du commerce de cette ville. Jusqu'à présent, ce comptoir a fait le service en espèces et les négociants fournissent des bons sur ce comptoir lorsqu'ils y ont des fonds... (ou) qu'ils y font escompter leur papier sur Lyon. Ces bons sont échangeables à volonté, ... payables et toujours payés à vue. Ils circulent assez souvent très longtemps avant d'être présentés au Comptoir, ... (mais) ils ont quelques inconvénients puisque, en cas de faillite du souscripteur, le porteur n'a de recours que contre le souscripteur seul. » Jusqu'en septembre 1810 le Comptoir pratique ainsi l'escompte, non avec des billets émis par lui, mais avec le numéraire reçu de ses déposants et remis par la Banque de France³⁴. Tout changera en novembre avec l'émission de billets, qui jouera dans le déroulement de la crise un rôle très important.

Le taux d'escompte assigné par l'État au Comptoir est de 4 %³⁵, c'est-à-dire identique à celui de la Banque à Paris. A diverses

³³ Lettre aux cousins Rignon à Turin, du 2 novembre 1810, et lettre à Revol fils et Bruu, à Romans, du 7 novembre ; 2 F 29, f° 151 et 2 F 28, f° 313. Le texte cité ci-dessous provient de la première, avec une adjonction *in fine* empruntée à la seconde.

³⁴ Initialement de quatre millions, son capital est porté à 6 millions le 26 janvier 1809. Cf. VIENNET, *Napoléon et l'industrie française*, p. 209.

³⁵ Non de 5, comme l'indique Mlle VIENNET (ouvrage cité, p. 31).

reprises Guérin le déclare « absolument illusoire » car, prétend-il, « le Comptoir n'escompte pas la dixième partie des valeurs qui lui sont présentées »³⁶. Est-il bien sincère ? De même quand il affirme, en novembre 1810, ne pas y avoir « mis les pieds » depuis quinze mois ? Il est permis d'en douter, bien que la disparition des livres comptables de la Maison Guérin interdise de savoir dans quelle mesure elle a, à l'époque, usé du réescompte. On sait, par contre, que le Comptoir a escompté pour 29 millions d'effets en 1809, pour 57 millions en 1810. Au surplus, s'il est probable qu'il se soit montré sévère durant la crise monétaire d'octobre-novembre 1810, Guérin, dans un accès de sincérité, reconnaît dès le 15 décembre que, malgré l'atmosphère de défiance, « la banque escompte assez largement », quoique toujours en-dessous des besoins³⁷... Il est manifeste que le taux de 4 % en usage au Comptoir exerce une pression continue sur le loyer de l'argent. Des références nombreuses autorisent à affirmer qu'en 1810 les remises entrées en portefeuille rue Puits-Gaillot sont prises en moyenne à environ 6 %, avec poussée entre 7 et 8 au plus fort de la crise. Mais jamais il n'est question du 12 % avancé par divers auteurs³⁸. Sans doute est-il le fait des « prêteurs usuraires » dont parle Morin. Tout au long de l'année 1811 il y a baisse et de manière très sensible. Le 22 janvier Guérin avertit son correspondant marseillais, Segond, de « faire votre (son) compte sur le cours de la place, qui le plus généralement est de 5 à 6 %³⁹. » Le 11 octobre il écrit à un certain Vincent, à Saint-Bonnet (de Mure ? en Champsaur ?) : « Depuis 6 à 9 mois le cours de l'escompte est ici de 3 à 3 1/2 % l'an », car l'abondance monétaire est revenue⁴⁰.



Les transferts, l'escompte, le change, voilà trois des opérations bancaires qu'effectue couramment Guérin. Il en est d'autres assurément, mais elles échappent. Sur le crédit en compte, nous ne savons rien d'autre que ce qui a trait aux avances sur vente en consignation, liées au commerce des soies. A quelques observations

³⁶ Lettre à Peloso, à Gênes, 13 décembre 1810 ; 2 F 29, f° 219. Ou encore : « Pour faire escompter une modique somme de 5 à 6 000 francs, il faut présenter des bordereaux d'une somme infiniment plus forte et au moins de 50 à 60 000 francs » ; lettre à Segond fils, à Marseille, 10 décembre 1810 ; 2 F 30, f° 4.

³⁷ Lettre à Guérin-Foncin et Cie, à Paris, 15 décembre 1810 ; 2 F 339.

³⁸ Notamment par RIFFATERRE, *La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*.

³⁹ 2 F 30, f° 107.

⁴⁰ 2 F 32, f° 219.

on gage seulement qu'elles ont priorité absolue sur les prêts d'ordre strictement bancaire et que ceux-ci sont rares. La trésorerie de la maison est certainement considérable, pour porter sans encombre le poids des avances et nourrir l'escompte ; rien ne permet de l'évaluer, même au prix d'une approximation grossière. Assurément les fonds propres de Guerin ne suffiraient pas à la tâche. Il s'y ajoute des capitaux d'une double origine :

- soldes créditeurs provenant d'encaissement d'effets ou de valeurs en marchandises ;
- dépôts directs de capitalistes.

Ces derniers atteignent vraisemblablement des montants très variables. En période de crise ils sont exposés à des fluctuations brutales. « Dans la dernière crise, écrit Guerin le 22 décembre 1810, les capitalistes ont retiré la majeure partie de leurs dépôts et n'ont laissé le reste qu'en tremblant et pour des termes rapprochés ⁴¹. » Si les gens d'affaires sont nerveux, les épargnants heureusement le sont moins ; et comme leur ton est modeste ! Un jour c'est un particulier de Chalon-sur-Saône qui, ayant 20 000 livres disponibles, prie Guerin de s'en charger, au « denier » et pour le temps qu'il indiquera. Un autre jour c'est un prêtre qui a une petite somme à verser ; il compte sur elle pour nourrir des orphelins, ses neveux, et regardera « comme une grande grâce » qu'on la lui accepte. Sans doute sont-ils nombreux ceux qui viennent ainsi à Guerin, sachant, comme l'un d'eux, qu'« il n'y a aucun péril dans votre (son) établissement ». Ces épargnants n'ont qu'un seul défaut : ils soulèvent volontiers la question des intérêts créanciers. Ceux-ci sont instables, beaucoup plus que le taux de l'escompte, car ils varient avec les besoins de fonds du marchand-banquier pour son commerce des soies. Ceux qui ont été relevés oscillent entre 2 et 5 %. Quand un client impatient demande à contre-temps leur amélioration, il est fort mal reçu et parfois invité à retirer son dépôt ⁴². On peut en être sûr, le marché des soies est alors spécialement creux ! Diverses allusions au terme des dépôts laissent supposer qu'ils s'accompagnent d'un quasi contrat de durée déterminée. Le dépôt à vue n'a-t-il pas cours, ou du moins n'est-il le fait que des comptes commerciaux, par opposition aux comptes de particulier ? Simples suppositions sur lesquelles on n'ose s'engager.

Mais un fait demeure acquis : l'activité bancaire de Guerin est subordonnée à l'aisance de son commerce des soies. L'analyse de la crise va le prouver surabondamment.

⁴¹ Lettre à Deprandièrre, à Saint-Etienne ; 2 F 30, f° 32.

⁴² Lettre Guerin à Gautier de Tournes, à Hyères, 6 mars 1811 ; 2 F 30, f° 207.

DEUXIÈME PARTIE

La crise de 1810-1811

CHAPITRE IV

LE DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE (mai-septembre 1810)

La phrase célèbre de Chaptal, le ministre évincé, selon qui Napoléon « n'avait jamais réfléchi sur la nature et l'importance des relations commerciales »¹, explique la tendance naturelle que l'on a à attribuer aux décisions du pouvoir impérial la responsabilité exclusive de la crise de 1810-1811. Les décisions de l'été 1810 — annexion de la Hollande, décrets de Trianon et de Fontainebleau —, qui perfectionnent l'aménagement du blocus, marqueraient ainsi le début de cette crise. Les vicissitudes du marché des soies n'apportent aucun élément particulier pour l'établissement d'une chronologie précise pour autant qu'on puisse en concevoir une. Car, bien qu'il ne soit pas à isoler de l'ensemble du contexte économique, il est par nature extrêmement spéculatif et doté par là de ses lois propres. Il est surtout complexe, soumis à la fois aux facteurs naturels, qui conditionnent le marché des denrées agricoles, et aux tensions du système capitaliste, qui commandent celui des produits manufacturés. La crise sera pour lui le résultat de tendances contradictoires, dont l'origine se situe au printemps de 1810, avec l'annonce de la récolte des cocons.



¹ CHAPTAL, *Mes souvenirs sur Napoléon*, publiés par son arrière petit-fils. Antoine Chaptal (Paris, 1893, p. 275).

I. Les prévisions de récolte et l'animation des marchés locaux (mai 1810) ².

Les promesses du printemps.

Jusqu'au 15 mai environ on donne partout la récolte comme devant être excellente, car elle est secondée à souhait par un temps favorable. A Nice, les mûriers n'ont nullement souffert du froid et assurent aux insectes qu'on a mis à éclore, et qui réussissent très bien, une abondante et saine nourriture ; à Anduze les vers à soie sortis de la quatrième maladie (ou quatrième mue) marchent avec une rapidité « étonnante ». Il s'agit donc de réaliser très rapidement toutes les soies « vieilles » que leurs possesseurs avaient gardées le plus longtemps possible. Ils comptaient sur une hausse en fin de saison et spéculaient sur la rareté des « grèges produits de la récolte » de 1809, qu'on avait considérée comme très médiocre. Au début de l'année c'était un cri général : les grèges manquaient, il n'y en avait pas pour finir la campagne. Maintenant au contraire « il en sort de tous les côtés », de Provence et du Vivarais comme du Piémont et de l'Italie ³. La récolte est proche : il n'y a plus guère d'espoir pour les propriétaires de soies en une gelée destructrice des cocons. A tous les échelons on prévoit qu'on aura bientôt besoin de fonds, les fileurs pour acheter les cocons, les mouliniers pour se procurer des grèges. Un seul mot d'ordre de leur part en ces premiers jours de mai : vendre. Le courrier qui s'échange alors n'est qu'un incessant et monotone dialogue entre Guerin et ses correspondants, les uns désireux de liquider leurs stocks au meilleur prix, l'autre arguant de la difficulté de son rôle en un moment où il n'y a que des vendeurs et pas d'acheteurs et où « ce qui pousse tous les propriétaires à mettre leurs parties en vente » arrête évidemment tous les consommateurs. Il en résulte un calme complet du marché et une dégradation des cours. Ce n'est pas, notons-le, un phénomène exceptionnel. Il arrive presque chaque année à cette époque ; « alors on colporte et on publie tout ce qui peut opérer la baisse » et beaucoup de gens s'effrayent de l'apparence de la récolte et de l'abondance inopinée des grèges ⁴.

² Nous nous excusons de l'abondance des intitulés en sections et paragraphes des développements qui suivent. Le découpage minutieux du texte le morcelle peut-être à l'excès. Il nous a cependant paru nécessaire, en raison de l'extrême imbrication, matérielle et chronologique, des multiples facteurs qui interviennent dans l'histoire de la crise.

³ Lettres Guerin à Gret et à Latune, à Crest, 1^{er} mai 1810 ; 2 F 27, f^o 200 et 202.

⁴ Lettre Latune, de Crest, à Guerin, 5 mai 1810 ; 2 F 322.

Si classique qu'elle soit, l'agitation qui règne en 1810 n'est cependant pas sans fondements. Les reliquats de la campagne précédente sont importants et offerts massivement. Guérin doit résister à une marée montante de ballots qui risque de submerger ses magasins. Il tente de décourager les envois, ceux de pays, ceux du Frioul surtout, moins appréciés. A cette période où d'habitude beaucoup de mouliniers dépourvus de soies de France venaient à Lyon se pourvoir de soies étrangères, le contraire cette année se produit. Certains d'entre eux, même quelques-uns qui n'étaient pas en affaires jusque-là avec Guérin, s'adressant à lui dans l'espoir qu'il les débarrassera des grèges dont ils se sont munis exagérément. Ils en ont plus qu'ils n'en peuvent travailler. Alors qu'ils avaient compté sur leur rareté pour jouir d'une hausse sur les ouvrés, ils voient ceux-ci boudés par les consommateurs. Ces derniers, « eux-mêmes étonnés mais flattés de cette abondance qui les rend maîtres des cours »⁵, n'ont que l'embarras du choix. Des étrangers viennent même à l'auberge déposer leurs ballots pour essayer de les vendre directement et à bas prix. Les organsins se soutiennent un peu, mais les frames « languissent en magasin ».

Les intempéries et le retournement de la situation.

Puis, assez vite, cela change, justifiant les pronostics de ceux qui, pour valoriser leur marchandise, soutenaient, contre l'avis de Guérin, qu'on ne tenait pas la récolte et qu'elle n'était encore rien moins qu'assurée.

De Naples étaient déjà parvenues, dès le 4 mai, les premières alarmes : après de légères gelées, qui avaient fait mourir les vers éclos spontanément à la suite de chaleurs prématurées, de petites pluies froides avaient ensuite retardé le progrès des autres et on y envisageait, ainsi qu'en Calabre, un produit médiocre (les deux tiers des feuilles y resteront finalement sur les arbres). Mais il faut attendre le 15 mai pour que les choses se gâtent d'une manière plus générale : à Orange une pluie particulièrement forte empêche les éleveurs de dépouiller les mûriers et un correspondant indique, le 16 mai, que « ces temps humides sont très mauvais pour cette récolte ». Presque en même temps, de Romans, on annonce l'apparition de la « dragée », maladie terrible occasionnée par un champignon et plus connue sous le nom de « muscardine ». Désormais chaque jour affluent des plaintes : le 19, des Vans — où les feuilles tachées par l'humidité fournissent une nourriture impropre —, le

⁵ Lettre Guérin à Jourdan, à Orange, 2 mai 1810 ; 2 F 27, f° 210.

23, d'Avignon où les vers « vont très mal », laissant prévoir des cocons de « mauvais produit ». A Orange, il pleut vingt-trois jours sans discontinuer. Aux Vans, le 26 mai, la situation empire ; on ne parle que des « chambrées » qu'on jette journellement. Si à Gênes on commence seulement à s'inquiéter, c'est un désastre sur les deux rives du Rhône, d'Arles à « Saint-Esprit », et le fleuve déborde : « toutes les récoltes de ces belles contrées sont pour ainsi dire perdues », s'écrie un riverain⁶. Le territoire d'Avignon est submergé. Certes, dans la région de Nîmes, le vent du Nord, présageant le retour du beau temps, permet d'escompter des dégâts limités ; mais à Turin « un nouveau déluge » d'eau est survenu, auquel succède une pluie tranquille, continuelle et suivie d'orages (29-30 mai).

Dans les régions montagneuses les vers, moins précoces, ont moins souffert. Crest, Saillans, Grignan en particulier, ainsi qu'en Italie la Toscane, par le canal de Livourne, annoncent une bonne campagne. Mais le 30, Nice, jusque-là épargnée, écrit : « Nos belles espérances se sont presque évanouies », car les vers, saisis au moment de la montée par la pluie et le vent, sont tombés en grande quantité. L'apport des hautes Cévennes, dernière chance du Midi, sera gâché lui aussi, le brouillard ayant taché les feuilles. Bref, dans l'ensemble de la Provence, du Dauphiné et du Languedoc, comme au Piémont, la récolte en quelques jours a complètement échoué. Faible en quantité, elle l'est aussi en qualité. En général, la « rente » est de 8 à 10 % inférieure à celle des bonnes années.

Cet échec, dans l'état de « stagnation » où se trouvait le marché, ne pouvait manquer d'être considéré comme un bien, du moins d'un certain côté. Dès le 19 mai, Guérin écrit à Romans : « Ce ne serait pas un mal », et quatre jours après : « Ce sera un bien pour les propriétaires de soies vieilles, puisque cela facilitera un peu l'écoulement de la masse considérable qui en existe encore »⁷. Les dits propriétaires n'ont pas tardé à le comprendre et dans chacune de leurs lettres, en même temps que des précisions techniques, ils donnent l'ordre de ne pas vendre leurs ballots aux cours du mois d'avril et de les porter au « plus haut prix ». Ils prévoient une hausse prochaine des cocons et, par suite, des soies. Ils veulent attendre pour en profiter le plus possible, d'autant qu'ils pensent à leurs futurs achats de cocons qui seront coûteux. Dans plusieurs

⁶ Qui estime qu'en quelques jours sa récolte tombe de cent quintaux de cocons à moins de vingt. Lettre Jossand à Guérin, 11 juin 1810 ; 2 F 346.

⁷ Lettres Guérin à Roux, à Romans, et à Bignan, à Montségur, des 19 et 22 mai. 2 F 37, f^{os} 246 et 252.

endroits la marchandise « vieille » s'est aussitôt raréfiée, sauf dans le Vivarais, qui envoie de grosses quantités d'organsins.

L'incertitude de Guerin.

Guerin, prudent comme toujours, modère les espérances et les prétentions ; il faut, selon lui, patienter jusqu'à la fin. Seul un « dommage » général valoriserait les cours. Le 26 mai, il pense encore que quelques jours de beau temps suffiront pour « rajuster les choses », surtout dans les contrées où les vers sont encore jeunes. Bien entendu, il ne manque pas de se prévaloir du moindre bruit peu favorable auprès des consommateurs. Il est d'ailleurs amusant de noter que le même jour, le 25 mai, ses lettres sont bien différentes de ton. Celles qui sont destinées aux régions de sériciculture ou de moulinage parlent encore de baisse sur les ouvrés, de calme complet, d'absence de cours pour les grèges, de beau temps au Piémont, se contentant d'une brève allusion au peu d'empressement des vendeurs qui « ne sont pas tous disposés à sacrifier les prix » ; mais celles qui partent chez les fabricants font état du mauvais rendement de la récolte et affirment que « les ventes sont actives » et que « les soies s'écoulent ». Duplicité ou incertitude ? Les deux à la fois sans doute. Guerin ne sait ou ne veut pas se décider entre les « trois classes » d'avis qui lui parviennent selon les régions ; « les uns sont que la récolte sera très médiocre, les autres que s'il y a du mal on ne peut encore l'évaluer, les troisièmes que rien ne souffre... »⁸. Dès le début cependant, il a enjoint à la maison chargée de ses ventes à Saint-Etienne de ne descendre sous aucun prétexte au-dessous d'un certain prix pour un ballot qu'elle doit réaliser pour lui. Mais il attend le 30 pour se prononcer définitivement : « Les ventes sont actives depuis trois à quatre jours » et « on commence à mieux soutenir les prix »⁹.

Les dispositions de la Fabrique.

Devant cette conjoncture, quelles sont les dispositions réelles du marché ? On ne peut dire qu'elles soient mauvaises, sinon Guerin n'écrit pas, même compte tenu de son désir de pousser les clients aux achats : « Notre fabrique travaille beaucoup » ; de même son correspondant d'Orange ne parlerait pas d'une consommation « considérable et assurée ». La foire de Leipzig, à Pâques,

⁸ Lettre Guerin à Delarbre, à Montélimar, 29 mai 1810 ; 2 F 27, f° 268.

⁹ Lettres Guerin à Chalamon, à Privas, et à Blache, à Avignon ; 2 F 27, f°s 279 et 281.

a été suivie avec entrain et les commissions reçues sont excellentes. La seule gêne semble provenir du manque de main-d'œuvre. Ce déficit est chronique depuis la Révolution ; à chaque poussée d'activité de la Fabrique il se manifeste ¹⁰. Les causes en sont diverses. En particulier les étoffes unies, qui l'emportent sous l'Empire dans la faveur du public, sont moins rémunératrices que les façonnés d'autrefois ; or le pain et la viande sont chers à Lyon ; aussi beaucoup ont-ils délaissé les métiers. Guerin a donc quelques raisons d'observer que « la Fabrique travaille tout autant que le petit nombre d'ouvriers le permet » ¹¹.

Pourtant un certain malaise est sous-jacent. Tout en faisant la part des choses dans le sens indiqué, les plus avisés des mouliniers et les négociants ne laissent pas d'être surpris de l'importance des stocks de soie après la médiocre récolte de 1809. Les correspondants de Guerin invoquent notamment l'extension des plantations de mûriers et de l'élevage des vers, si bien que « les mauvaises récoltes d'à présent valent les fortes récoltes d'autrefois » ¹². De plus, les tissus en vogue utilisent moins de soie que leurs prédécesseurs. Enfin, et c'est là la grande affaire, les événements extérieurs, malgré certaines apparences brillantes, ont un retentissement fâcheux sur le commerce.

Si l'arrivée à Paris d'un envoyé anglais (?) n'a causé à Lyon « aucune sensation en faveur des soies » ¹³, par contre on s'y plaint beaucoup du « décret contre les Américains ». Le marché des Etats-Unis s'étant ouvert aux soieries françaises alors qu'il se fermait à celles de Londres, d'importantes transactions avaient aussitôt pris corps en 1807 ¹⁴. Mais bientôt la riposte anglaise au décret de Berlin, par les ordres du conseil du 11 novembre 1807, avait conduit les Etats-Unis à voter le 8 décembre l'acte de « Non intercourse ». Le décret de Milan (17 décembre 1807), celui auquel Guerin fait allusion, renforçait le décret de Berlin et entravait toute tentative de commerce entre la France et l'Amérique. A peine entr'ouverte, la route des Etats-Unis est donc pour l'instant barrée. Or, dans le même temps, celle de « la Barbarie », et du Levant, principal débouché des riches dorures, devient difficilement accessible aux produits lyonnais, car les frégates anglaises croisent efficacement

¹⁰ Archives Nationales, F 12 1631 ; rapport à l'Empereur de la Chambre de Commerce de Lyon, 10 juin 1810. Plus largement, RIFFATERRE, *La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*, p. 370.

¹¹ Lettre Guerin à Guèze, à Chomérac, 2 mai 1810 ; 2 F 27, f° 205.

¹² Lettre Guerin à Colomb, aux Vans, 5 juin 1810 ; 2 F 27, f° 294.

¹³ Lettre Guerin à Jourdan, à Orange, 8 mai 1810 ; 2 F 27, f° 219.

¹⁴ Cf. PARISSET, *Histoire de la Chambre de Commerce*, 2^e partie, p. 110.

au large des côtes provençales. Seule reste la voie de terre, par l'intermédiaire des juifs polonais. Sans doute est-elle aléatoire, car un négociant de Livourne donne comme une des causes de la fermeture des fabriques de Florence et de Lucques la cessation du commerce avec ces contrées ¹⁵.

Quant aux relations avec l'Espagne, plongée dans les horreurs de la guerre, elles sont quasiment impossibles ; les maisons de Lyon, particulièrement dans la soierie et la chapellerie, y subissent de lourdes pertes par l'incendie, le pillage et la mauvaise foi des débiteurs qui laissent leurs traites impayées. Guerin lui-même en est victime. Il a eu à rembourser comme endosseur seize effets sur l'Espagne qui avaient été protestés longtemps après l'échéance ou qui ne s'étaient représentés que 15, 18 mois ou deux ans après leurs dates ¹⁶.

Ces divers facteurs expliquent sans doute en bonne part la réserve des fabricants lyonnais qui tout d'abord ne « s'échauffèrent pas » et ne s'avancèrent pas « d'une obole ». Ils considéraient moins la rareté de la matière première, soigneusement montée en épingle par les producteurs et les marchands, que la diminution de leurs possibilités de vente. Ce n'est qu'à la fin du mois de mai qu'ils se mirent à « pousser leurs achats avec la plus grande vigueur ». Déjà un pessimiste prévoyait que de grands maux résulteraient du prix excessif des cocons « s'il survenait une cessation d'activité dans la fabrique » ¹⁷.

II. La spéculation des producteurs (juin-septembre 1810).

La rareté des grèges et la hausse des cours (juin).

La situation exposée se développe en juin selon les mêmes lignes. L'échec de la récolte se confirme en Provence, où elle est terminée, et dans le Comtat, autour d'Orange surtout. Certains correspondants de la région parlent du quart du produit habituel, Guerin, toujours plus modéré, de la moitié. Le Vivarais est très mal partagé. Seuls les gens des collines ont encore de l'espoir. L'optimisme rencontré à Grignan et à Crest contraste avec le pessimisme qui s'exhale d'Anduze. Car, dans les hautes Cévennes, les « chambrées » sont misérables. Le Piémont ne fournira qu'une demi-récolte ; « elle est complètement manquée ». A Naples elle

¹⁵ Lettre Isaac Moÿse, de Livourne, à Guerin, 24 mai 1810 ; 2 F 388.

¹⁶ Lettre Guerin à Chol, à Saint-Etienne, 17 mai 1810 ; 2 F 27, f° 241.

¹⁷ Lettre Jossand, de Saillans, à Guerin, 2 mai 1810 ; 2 F 346.

est « au-dessous du médiocre », et les avis de Calabre ne sont guère favorables. La deuxième récolte habituelle dans ces pays à fin juin échouera également, car les temps orageux font tomber et moisir les vers à leur montée. Par contre le Frioul semble épargné. Dès lors l'éveil est donné aux fabricants. Ils cherchent à se pourvoir, les ventes deviennent actives, à Lyon comme à Saint-Etienne, à Saint-Chamond comme à Alès.

Si les trames sont encore très abondantes, les organsins ne tardent pas à se raréfier, ceux de titre fin en premier. Guerin doit en refuser à un client, car il en est totalement dépourvu. Les vieilles grèges manquent en Provence. A Aubenas, ceux qui en possèdent un peu les réservent. Il faudra recourir aux soies étrangères. Mais bientôt, même Venise, où le marché s'est réveillé, cesse d'en envoyer (dès le 20 juin). De Gènes, on apprend à la fin de juin que les mouliniers sont totalement démunis. Les marchands de soie qui refusaient les ballots les recherchent maintenant. Aussi, dès les premiers jours du mois, Guerin réclame-t-il des envois à plusieurs maisons de Turin. Mais la marchandise y est encore plus rare qu'en France. C'est le moment de l'année où les anciens organsins piémontais sont épuisés et où ceux du pays « tiennent le haut bout », étant sans concurrence jusqu'à la parution des nouveaux, vers le début d'août. L'augmentation est au « pinaele ». Il est bon de vendre.

Les cours s'améliorent régulièrement : l'organsin de titre fin, qui se vendait autour de 34 francs la livre-poids le 7 juin, passe le 14 à 36 francs et à 40 francs le 28. Celui de 26/28, qui vaut 34,10 F le 16 juin, monte le 21 à 37 F et, le 26, Guerin écrit de ne pas céder un ballot de ce titre à moins de 37,10 F. Vers la fin du mois, il n'y a plus de cours, car tous les jours on enregistre une augmentation. Le « 24 25 de pays », qui cotait 35,10 F le 21 juin, atteint, le 29, 42 F et une balle, de qualité exceptionnelle il est vrai, sera payée 43 F au début juillet. La hausse sur les trames, beaucoup plus lente à se manifester, est pourtant encore plus importante, car elles avaient précédemment beaucoup baissé. On en jugera par quelques chiffres :

Début avril	30 F
4 mai	25,10 F
25 mai	28,50 F
15 juin	31,10 F
20 juin	30 à 32 F

Partout donc le réveil du marché des soies provoque l'envolée des cours. Mais cela n'est pas sans danger. « l'augmentation dont

les ouvres jouissent, constate Guerin, arrive à point nommé pour justifier momentanément les folies des fileurs et exciter les moulins à partager leur vertige en payant les grèges à des prix élevés... »¹⁸. En France comme en Italie, « la folie » des fileurs vient comme un lieu commun sous la plume des gens sensés. Leur « ardeur indiscrète » les pousse à acheter les cocons beaucoup trop chers. Plus que jamais, leurs têtes sont « exaltées ». Sur les marchés locaux, les cocons sont enlevés dès leur arrivée : en une heure à Lavaur le 18 juin ; parfois même les fileurs vont les chercher à domicile dans les campagnes reculées. Au 16 juin ils ne valent que 26 à 28 sols la livre à Avignon, à Orange et dans le Comtat. Mais le même jour, à Anduze et à Alès, où ils sont de meilleure qualité, ils cotent de 28 à 30 sols, et quelques jours après 32 sols. On parle, à Montélimar, de 30 à 32 sols, à Aubenas de 38 à 40. Le 29 juin, le prix de 40 sols est couramment pratiqué en Vivarais. Une maison, réputée il est vrai pour pousser les prix, les paye même 42 sols.

A Gènes, la hausse est de 20 % sur l'année antérieure. A Turin, malgré l'augmentation, « les achats se font avec fureur » ; personne ne s'inquiète plus de la qualité ni de la « rente », de 8 à 10 % inférieure à la moyenne de 1809. A Nice, les fileurs ramassent les cocons entre 25 et 31 sols la livre, le 22 juin. Dans l'ensemble on les a payés jusqu'à 30 % de plus qu'en 1809. Autour de Novi la récolte est les deux tiers de la précédente et les prix, « portés à la folie partout », ont progressé de 50 %. A Venise, leur ascension est de 20 %.

Les hésitations des acheteurs.

Les soies grèges, à mesure qu'elles paraissent, atteignent des cours en rapport avec ceux des cocons, supérieurs parfois même à ceux des ouvres. L'achat dans ces conditions en est si « scabreux » que les moulins les plus sages préfèrent renvoyer leurs ouvrières, même avec une débite de douze sols¹⁹, et arrêter leurs fabriques. Mais tous n'ont pas cette modération et les marchés sont pillés ; on s'y rue à Carpentras et à Bagnols où, le 27 juin, vingt moulins se disputent cent malheureux quintaux de soie de médiocre qualité, au prix élevé de 18 F la livre contre 15 à 16 F

¹⁸ Lettre Guerin à Vve Guyot et Cie, à Saint-Chamond, 23 juin 1810 ; 2 F 27, f° 359.

¹⁹ Seul Jourdan, d'Orange, fait état d'une semblable débite (lettre à Guerin, 2 juin 1810 ; 2 F 337). Par contre les licenciements purs et simples sont fréquents.

au même moment à Nice. Les moindres « paquetailles », les moindres « pacotilles » de soies « grosses et bouchonnantes » filées avec de mauvais cocons, sont littéralement enlevées. Les gens avertis, naturellement peu décidés à subir la hausse, sont finalement obligés d'accepter les nouveaux prix. A deux reprises, le 11 et le 22 juin, Guerin lui-même, qui le matin déconseillait à des correspondants d'acheter des grèges, les presse le soir de se pourvoir, après avoir reçu le courrier de Turin.

Il est certes habituel que les excès du début de campagne entraînent des pertes pour les fileurs et ceux des mouliniers qui prennent pour base de leurs opérations, non les prix de vente probables, mais le prix d'achat des cocons. Selon l'usage, la baisse survient quand arrivent sur le marché les soies nouvelles d'Italie. Cette année, le choc en retour ne paraît pas certain. Le Piémont, qui a juste assez de soie pour alimenter ses propres moulins, n'exportera certainement pas de grèges. On pourrait penser que les ouvriers ne feront pas défaut aux consommateurs, car « l'Italie n'exportant plus ses soies outre-mer », elles reflueront sur Lyon ²⁰. Mais on sait ce qu'il en est là aussi de la récolte. Pourtant les négociants qui disent que « personne n'a jamais vu une récolte de soie manquer presque totalement » et qu'on a toujours tendance à « exagérer le mal » auront raison.

Malgré les apparences, le danger le plus grave pour l'activité de Lyon n'est pas en effet la rareté de la matière première. Il réside dans les prix trop élevés, quoi qu'en pensent les producteurs. Dès la mi-juin, les fabricants ont tendance à abandonner les « marques d'ordre » et à se rabattre sur les moins réputées, les balles « secondes » ; « si les cours s'élèvent trop, observe Guerin, la consommation sera moins rapide, les dévidages seront plus faciles et les balles secondes reprendront leur rang » ²¹. Ils savent en effet que « les maisons d'Allemagne ne se soumettent pas pour les étoffes à des prix proportionnés, que les commissions se trouveront arrêtées, et qu'une baisse en résultera » ²². Or les Lyonnais « n'ont que les Allemands pour la consommation extérieure » ²³ et « il y a une telle disproportion entre les prix des soies et ceux des étoffes, que les affaires s'arrêteront nécessairement jusqu'à ce que d'une manière ou d'une autre l'équilibre se rétablisse » ²⁴. Déjà à Paris les fabriques sont dans l'inactivité, faute de consommation,

²⁰ Lettre Guerin à Bayle, à Orange, 6 juin 1810 ; 2 F 27, f° 300.

²¹ Lettre Guerin à Jourdan, à Orange, 15 juin 1810 ; 2 F 27, f° 334.

²² Lettre Guerin à Chalamon, à Privas, 14 juin 1810 ; 2 F 27, f° 331.

²³ Lettre Guerin à Colomb et fils, aux Vans, 26 juin 1810 ; 2 F 27, f° 366.

²⁴ Lettre Guerin à Noyer et Cie, à Dieulefit, 29 juin 1810 ; 2 F 27, f° 388.

et on y prévoit dès le milieu du mois une mauvaise campagne. Les cours des soies y resteront d'ailleurs beaucoup plus bas qu'à Lyon. Dans cette dernière ville on travaille, mais la consommation n'est pas considérable ; disparition des « étoffes de goût », qui emploient beaucoup de fil, ou rareté des commissions ? Guerin hésite à se prononcer.

Toujours est-il qu'un malaise précis commence à planer en cette fin de juin : deux faillites importantes éclatent parmi les mouliniers, l'une à Orange, l'autre à Mirabel, près de Nyons (Drôme). Décidément « le commerce est dans un bien triste état ».

Le redoublement de la spéculation (juillet-septembre).

En juillet et en août, le marché des soies grèges continue à être très animé dans tout le Midi. En Provence, les mouliniers, qui n'ont point de grèges vieilles et très peu de cocons, courent les environs de leurs usines sans trouver de vendeurs. A Orange, le jour du marché, le 5 juillet, ils attendent les villageois aux portes et mettent au pillage les mauvaises « pacotilles » au prix, important pour ce genre d'article, de 18 à 19 F la livre²⁵. A la foire de Bagnols (vers le 10 juillet), le sixième seulement des soies de l'année précédente est disponible à 23 F environ, et la moitié des mouliniers doivent repartir sans avoir rien acheté²⁶. Les exigences pour les grèges fines de première qualité croissent. Les meilleurs fileurs du Vivarais, particulièrement excités, spéculent à la hausse et prétendent ne rien céder à moins de 26 F. Les résistances sont rares. Les acheteurs de Saillans se montrant réservés, les fileurs s'empressent de porter leurs soies à Crest, où on les paye autour de 24 F, comme à Salon, vers le milieu de juillet. Même les qualités moindres sont en augmentation, jusqu'à 21 F autour de Nîmes et de Lunel. Des grèges de Montélimar, bonnes seulement pour les trames, atteignent 22 F. Mais à la fin du mois se produit la période de calme qui précède habituellement la foire de Beaucaire : personne ne veut plus vendre, ni acheter. On attend les futurs cours, que d'avance, selon son métier, chacun espère ou redoute élevés. Observateur impartial, Guerin note : « Ses débuts (de la foire) font trembler pour les prix qu'il s'y fera. » La plupart des mouliniers se rendent à Beaucaire sans grand espoir de traiter des affaires importantes. Des transactions s'opèrent au prix de 20 à 21 F pour les soies « fermes », 21,10 F à 22,10 F pour les soies

²⁵ Lettre Jourdan, d'Orange, à Guerin, 5 juillet 1810 ; 2 F 337.

²⁶ *Id.*, 14 juillet 1810 ; 2 F 337.

fines, soit à peu près les prix de 1805 et 20 % plus cher qu'en 1809. Mais beaucoup de fileurs provençaux refusent de « lâcher » (*sic*) à 24 F, comme on le leur offre, et préfèrent remporter leur marchandise, ayant l'ambition de trouver mieux plus tard²⁷. Pour quelques-uns l'événement confirme l'attente, car à la fin d'août, on enregistre à Salon des cours de 23,50 F à 24 F et à Crest de 24,10 F à 25 F, pour de très belles soies il est vrai.

Dès lors, les prétentions, qui augmentent à l'approche des foires d'Alès (fin août) et de Tournon, ne connaissent plus de limites. A l'Isle-sur-Sorgue, on ne peut approcher les propriétaires de grèges. A Salon, l'un d'eux refuse de vendre avant fin novembre. Un certain nombre de mouliniers, enfin découragés par les hauts prix, projettent de s'arrêter plus ou moins. « Aussi les trois quarts des moulins ne tourneront pas cette année, et les miens seront du nombre » conclut Jourdan, d'Orange²⁸. Ces industriels prudents - qui représentent, dans leur corporation, les plus grosses maisons - pensent utiliser le peu de matière qui leur reste, puis, gardant ouverte une fabrique sur les deux ou trois qu'ils possèdent, procéder à quelques achats « au jour la journée » afin d'occuper le « noyau » de leurs ouvrières. A Nîmes, à Béziers, les petits consommateurs eux-mêmes finissent par boudier les soies grèges qui, trop chères, ne leur apporteront aucun bénéfice. Que l'abstention des mouliniers soit volontaire ou forcée, tous sont persuadés que les soies françaises manqueront à la fin de l'année et plusieurs prévoient de les remplacer en grèges étrangères²⁹. Ce n'est guère avant novembre que celles-ci seront livrables, mais pourront-ils en obtenir et à quel prix ?

A Naples, où longtemps les cours étaient restés stationnaires, une hausse s'est amorcée à la suite de commissions enfin reçues de l'étranger. De plus « les gens de la campagne » informés du mauvais succès de la récolte, commencent à renchérir journellement ; l'ascension se poursuit « jusqu'à ce que finalement les vendeurs soient tellement étourdis des hauts prix qu'ils ont faits, qu'ils ne savent plus à quoi borner les demandes qui leur sont faites » (*sic*)³⁰. Par un comble d'infortune, il ne faut guère compter cette année, pour freiner le mouvement, sur les soies nouvelles de Calabre (deuxième récolte), en général les plus tardives à parvenir ; car l'armée utilise pour ses besoins les mule-

²⁷ Lettre Expilly et Mathieu, de Salon, à Guérin, 7 août 1810 ; 2 F 379.

²⁸ Lettre à Guérin, août 1810 ; 2 F 337.

²⁹ Lettre Roc, de Beaucaire, à Guérin, 23 juillet 1810 ; 2 F 318.

³⁰ Lettre Meuricoffre et Sorvillo, de Naples, à Guérin, 27 juillet 1810 ; 2 F 391.

liers et, malgré sa présence, beaucoup de ballots passent en Sicile en août et disparaissent par Messine, où les Anglais ont organisé des dépôts de contrebande³¹. Fin août, des « étrangers nouveaux-venus » (?) accélèrent la hausse des prix, car « connaissant mal les usages de la place (de Naples), ils se remettent à des courtiers qui abusent un peu de leur confiance »...

Parme, la Toscane, Gênes et son littoral, réunis à l'Empire français, pourraient envoyer librement leurs soies, mais là aussi elles sont chères et rares. Un négociant de Gênes fait filer en Montferrat, Lombardie et Toscane, ainsi qu'à Milan, une soie d'un grain épais qui revient à 24 F ; impossible à placer en temps normal, elle s'arrache cette année³².

Libres de droits bien entendu, voici les soies du Piémont ; mais c'est là que la récolte a été la plus déficitaire et la spéculation la plus exagérée. Plusieurs fabriques de tirages y sont demeurées oisives. Aussi les Turinois essayent-ils de se pourvoir en raflant les marchandises à Nice comme à Gênes, à Novi comme en Toscane et en Romagne, sous le nez des gens de Livourne. Les résultats de leurs efforts sont mitigés, sauf en ce qui concerne la hausse des cours.

Quant à l'Italie, où la récolte est meilleure qu'au Piémont, les droits à la sortie du Royaume ont été doublés pour les organsins et presque triplés pour les grèges. D'après cette augmentation, « il est très présumable, pense Guérin, que cette année viendra sur notre place moins de soies de Frioul »³³. Au début de septembre, Hugues-Louis entreprend dans la Péninsule un voyage qui achève de l'édifier sur l'état du marché³⁴. En un mois il ne traite qu'une seule affaire à Gênes, sur de vieux organsins d'un titre assez gros. Du moins espère-t-il que les cours se lasseront sous peu, une fois assouvie la frénésie des négociants de Turin. Or il n'en sera rien. A fin octobre, le même état d'esprit continue de régner de la plaine du Pô à la Toscane, et les prix demeurent soutenus « dans le vide », en l'absence de concurrence et de commissions pour l'étranger.

A mesure que s'écoulent les jours, l'éternelle discussion se poursuit et s'aigrit entre les mouliniers ou leurs représentants et le marchand de soie lyonnais.

³¹ *Id.*, 24 août 1810 ; 2 F 391.

³² Lettre Peloso, de Gênes, à Guérin, 23 juillet 1810 ; 2 F 387. Ce document mérite spécialement l'attention, étant l'un des seuls à se référer au prix de revient de la matière transformée. Les grèges achetées à 24 F la livre donneront un organsin valant plus de 40 F, une fois calculés le déchet et le prix de façon.

³³ Lettre Guérin à Jossand, à Saillans, 11 août 1810 ; 2 F 28, f° 145.

³⁴ Sur les péripéties de ce voyage, cf. ci-dessus, page 24.

Ceux-là, qu'ils soient Italiens ou Français, ne considèrent que le déficit en matière première et le haut prix des cocons ; ils posent en principe que la fabrique travaille à plein. Certains esprits tortueux, comme Blache à Avignon, interprètent les événements à leur façon et supputent une excessive raréfaction des organsins, en raison de l'asphyxie du marché des grèges. Déjà ils prévoient de se consacrer activement à cette spécialité pour la prochaine campagne. Si quelques mouliniers, frappés par la permanence de la spéculation, semblent prêts à partager la réserve grandissante de leurs commettants lyonnais, la majorité, sans autre fondement que son appétit de gain, estime « qu'il faudra bien que les consommateurs se montrent traitables », c'est-à-dire qu'ils acceptent les hauts prix, tant pour les futurs ouvrés que pour ceux qui leur restent encore et dont ils retardent toujours la vente.

Devant tant d'assurance, Guerin a d'abord hésité. Tout en dénongant les folies des fileurs, puis celles des mouliniers, il n'a pas cru, en juillet, devoir décourager systématiquement ses clients d'acheter. Lui-même, on l'a vu, s'y est prêté pour son compte, quoique avec modération. Mais bien vite son sentiment s'affirme. Il est en rapport journalier avec les fabricants et sait qu'« ils se refuseront à toute augmentation pour cet hiver ». Il craint donc que le cours élevé des soies ne force les manufactures à s'arrêter, ce qui entraînera une dégradation des prix des ouvrés au détriment de ceux qui s'obstinent toujours à attendre le « pinacle de l'augmentation ». Déjà, au début d'août, il écoute avec attention les pessimistes qui répandent le bruit, plus ou moins justifié que, sur la fin de la foire de Beaucaire, les cours avaient tendance à baisser et que les acheteurs, dans leur ensemble, avaient été peu empressés. L'été ne fait que confirmer ses opinions et l'amène à penser que « cette année sera bien difficile ». Dans une lettre aux Turinois, il fait allusion à la campagne de 1787. Or à Lyon, cette année-là, la disette des soies fut extrême et « les fabricants cessèrent de donner à travailler à cause de leur cherté excessive »³⁵. Ce fut une année de grande misère. Le précédent n'était guère encourageant.

III. Les réactions des consommateurs.

Dès le début de la spéculation, en mai, les fabricants ont marqué une nette réserve. Durant l'été leur attitude va évoluer en des

³⁵ GODART (Justin), *L'ouvrier en soie*, t. I, p. 239.

sens divers, au gré des circonstances, jusqu'à ce que l'effondrement des commissions, contrastant avec la fermeté maintenue des cours de la soie, provoque une crise d'une violence inconnue.

La prohibition de sortie des soies du Piémont.

Alerté par Lyon, le Gouvernement s'émeut de la situation, sitôt après Beaucaire, et essaye d'y remédier. A l'instigation des fabricants, le Ministre du Commerce et des Manufactures interdit la sortie des soies du Piémont hors du territoire national (4 août 1810)³⁶. Dès la réunion à l'Empire des départements cisalpins la mesure avait été envisagée, par extension de la réglementation imposée aux producteurs français en vue d'assurer l'approvisionnement des métiers lyonnais. On y avait alors renoncé, reconnaissant que l'addition des ressources méridionales et piémontaises eût excédé de beaucoup les besoins nationaux. Mais en cette année de disette et de hauts cours, les choses changent. Avant de prendre son décret, le Ministre a consulté la Chambre de Commerce de Lyon. Aussitôt la nouvelle se répand. Dès le 3 août Guerin alerte Blache, à Avignon, et dès le 4, Jourdan, à Orange. Il laisse entendre que le corps consulaire, composé en majeure partie de fabricants, « appuiera infailliblement le projet » et que son adoption aura pour effet d'approvisionner les moulins de France au delà même du nécessaire et de susciter une baisse, qui portera d'abord sur les organsins³⁷. Double avantage indiscutable pour la Fabrique ; Guerin en omet un troisième, conséquence des deux autres : la privation de matière pour les fabriques concurrentes, situées hors de l'Empire. Aussi, dans l'attente du décret, les soyeux lyonnais suspendent-ils toutes leurs commandes durant les premiers jours d'août et le petit courant d'affaires qui, à fin juillet, avait suivi Beaucaire est radicalement arrêté, même sur les organsins de Gênes, jusqu'ici assez recherchés³⁸. La délibération de la Chambre de Commerce est conforme aux prévisions de Guerin mais ne soulève aucune curiosité, car entre temps est intervenue la décision du ministre.

Celle-ci fait grand bruit. Au Piémont, on ne peut y croire. Le 14 août encore, un spéculateur de Turin écrit à Lyon : « Nous

³⁶ Ce décret semble jouer de malheur avec les historiens. PARISSET (*La Chambre de Commerce*, 2^e partie, p. 43) le date du 5 juillet, soit avant Beaucaire. Mlle VIENNET, qui fait la rectification (*Napoléon et l'industrie française*, p. 201), parle de la prohibition de sortie des soieries du Piémont. Or il s'agit des soies et non des soieries.

³⁷ Lettres à Blache et à Jourdan des 3 et 4 août 1810 ; 2 F 28, f^{os} 121 et 125

³⁸ Lettre Doxat, de Gênes, à Guerin, 13 août 1810 ; 2 F 386.

avons lieu de croire que vos fabricants sont déboutés de leur demande sur l'exportation »³⁹. Mais quand il faut se rendre à l'évidence, c'est un tollé général. Chacun espère que la mesure sera rapportée. « Courroucés contre les Lyonnais », les Piémontais « veulent les faire jeûner et les forcer à venir acheter à Turin »⁴⁰. L'un d'eux, Muschiatti, qui ne traite qu'avec Lyon, est l'objet de la colère de ses collègues. Pour échapper au décret, certains se jettent dans la contrebande, mais la Chambre de Commerce de Lyon les dénonce, ce qui envenime un peu plus les rapports⁴¹.

Il est amusant de constater que Guérin, qui toujours raisonnait ses amis mouliniers en soutenant vis-à-vis d'eux le point de vue de la Fabrique, redoute cette fois les conséquences d'une baisse brutale pour ceux qui ont acheté trop cher, et pour lui-même tout le premier. Du coup il se dresse, lui aussi, contre la prohibition avec, bien sûr, des raisons élevées : « Quant à nous, écrivait-il à la veille du décret, pour l'intérêt général, en particulier pour celui du Piémont, nous désirons vivement que l'opinion de notre Chambre de Commerce... soit vivement et victorieusement combattue par la Chambre de Turin, à laquelle sans doute on ne fera pas l'injustice de ne pas lui demander son avis⁴². »

Il est moins surprenant encore d'observer que les vendeurs de soies du Midi, dont les vues sont toujours si courtes, ne semblent pas apercevoir les répercussions possibles du décret du 4 août. Fermés dans leur horizon étroit, ils n'écoutent aucun avertissement et n'entendent que la rumeur de leurs propres disputes. Un seul des correspondants de Guérin, un certain Colomb, domicilié aux Vans, a un instant d'inquiétude et passe à Lyon, au moment du décret, un ordre de vente en baisse de 10 à 12 sols par livre pour ses trames. Mais, dès le 19 août, il se ressaisit, annule ses instructions et se déclare persuadé que « la mesure a donné de l'émulation à nos mouliniers »... Comme il arrive parfois, une pareille obnubilation n'attire pas immédiatement la foudre sur ses victimes, bien au contraire.

Le « boom » du mois d'août.

Avant en effet que la nouvelle de la prohibition des soies ait pu provoquer une baisse dans les bourgades du Midi, une autre

³⁹ Lettre Tron, de Turin, à Guérin, 14 août 1810 ; 2 F 403.

⁴⁰ Lettre Hugues-Louis Guérin, en voyage à Turin, à sa Maison, 5 septembre 1810 ; 2 F 398.

⁴¹ *Id.*, 6 septembre 1810 ; 2 F 398.

⁴² Lettre Guérin à Philibert Appian, à Turin, 4 août 1810 ; 2 F 29, f° 41.

nouvelle, non moins sensationnelle, s'est répandue, accueillie celle-ci avec faveur par tous, fournisseurs ou consommateurs : l'admission, pour novembre prochain, dans les ports de l'Empire, des navires américains, moyennant un triple droit de vaisseau ⁴³.

Les Lyonnais avaient, on l'a vu, fort mal pris les décrets contre les Américains. La réouverture possible du marché des Etats-Unis déchaîne un enthousiasme général, à Turin comme en France. « L'admission des vaisseaux américains dans les ports de l'Empire ranimera les manufactures de France, et surtout celle d'Avignon qui ne pourra suffire aux commissions qu'elle recevra pour l'Amérique », proclame Blache ⁴⁴. »

Effectivement les affaires se raniment à Lyon. Les fabricants n'osent encore se soumettre aux prix que l'on prétend leur imposer pour la bonne marchandise, mais déjà ils se jettent en majeure partie sur l'inférieure. Le 18 août, Guerin, manquant à sa réserve habituelle, note : « Les affaires sont ici dans une activité complète. L'admission des Américains électrise tous nos consommateurs. Depuis trois jours, nous vidons nos magasins ⁴⁵. » Alors que dans la première partie du mois il s'est contenté uniquement de demander des trames dont il prévoyait la rareté — les mouliniers ayant presque tous décidé d'ouvrir en organsins —, à partir de la « nouvelle » de l'admission, il sollicite de nouveau des envois d'organsins, soudain rares sur le marché lyonnais. La cote qu'il communique à ses correspondants pour les bonnes qualités est pourtant élevée, allant de 43 à 44 F pour le 24/25, de 35 à 36 F pour le 30/40. On assiste donc bien à un véritable renversement de tendance du côté de la Fabrique, et on comprend dès lors que l'optimisme et les prétentions des producteurs de soie aient trouvé là un aliment de nature à en assurer la persistance. Pourtant les « mesures pour les Américains » ont encore une portée incertaine. Elles sont entre les mains du Gouvernement, observe Guerin, et on ne sait « quelles conditions il y mettra ». Mais, quoi qu'il en soit, la fabrique travaille. Aussi les chiffres de métiers en activité cités par M. Riffaterre ⁴⁶ sont-ils plus importants pour le troisième trimestre que pour le deuxième : 10 893 contre 8 505. L'état d'esprit qui règne à Lyon est en rapport. En juillet, la réunion de la Hollande à la France (9 juillet 1810), qui entraîne la ruine de nombreux négociants amis des Lyonnais — par la répression de la

⁴³ Guerin s'y réfère dès le 11 août 1810, dans une lettre à Vve Guyot, à Saint-Chamond ; 2 F 28, f° 144.

⁴⁴ Lettre Blache, d'Avignon, à Guerin, 13 août 1810 ; 2 F 317.

⁴⁵ Lettre Guerin à Catelan frères, à Saint-Etienne ; 2 F 28, f° 161.

⁴⁶ RIFFATERRE, article cité, p. 363.

contrebande et la confiscation des marchandises prohibées — a inquiété les fabricants. Maintenant ils sont pleins d'espoir pour leurs débouchés : si l'Amérique passe avant tout, l'ouverture de Dunkerque aux « smogleurs » (*sic*) anglais amènera peut-être quelques expéditions outre-Manche de soieries et de dorures ⁴⁷. Par ailleurs des négociants russes ont annoncé leur visite aux fabricants ⁴⁸. Enfin c'est le moment de songer à l'exécution des ordres reçus pour la foire d'automne de Leipzig, comme le rappelle une maison de Venise qui, malgré les droits de sortie, propose dans ce but des soies grèges.

Le dur réveil de septembre.

Hélas, ce courant d'optimisme devait être de brève durée. L'admission des Américains n'est plus mentionnée dans le courrier postérieur au 25 août, et il n'en sera plus question ensuite. La première semaine de septembre se déroule dans le calme mais n'alarme pas les esprits ; on attribue la baisse subie par certains ouvriers à une arrivée importante de vieux organsins de Piémont et d'Italie à des prix très abordables. Mais le 15, « les affaires sont toujours bien languissantes » à Lyon. Il en est de même à Avignon « où le fabricant espère sans cesse quelque diminution », et sans doute aussi à Tours, puisque pour la première fois des gens de Saumur, qui avaient l'habitude de fabriquer des trames pour les manufactures de cette ville, essayent d'en obtenir un placement plus avantageux à Lyon ⁴⁹. Une maison de Turin décide vers les derniers jours de septembre de ne plus rien envoyer, car « le calme profond qui existe depuis plus d'un mois dans les ventes a tellement gâté les prix, que les cours actuels présenteront de forts sacrifices si on voulait les forcer » ⁵⁰.

Que s'est-il passé durant ces quelques semaines pour que l'euphorie du mois d'août se soit dissipée aussi rapidement qu'elle était venue ? Il est difficile de le dire avec précision et il semble

⁴⁷ Une seule lettre, particulièrement importante, s'explique à ce sujet. Elle provient de la maison André Carmier, de Calais, et est datée du 4 août 1810 ; 2 F 321.

⁴⁸ Il s'agit de deux dirigeants d'une maison de Moscou, accrédités auprès de Guérin par son correspondant de Bergame (lettre Caumel et Cavalieri, 20 août 1810 ; 2 F 384). On remarquera, en faveur de Guérin, que les deux Russes viennent acheter des tissus et non des soies et qu'ils lui sont cependant adressés parce qu'il passe pour la personnalité la plus représentative de la place de Lyon.

⁴⁹ Lettre Letheulle, de Saumur, à Guérin, 14 octobre 1810 ; 2 F 379.

⁵⁰ Lettre Richetti, de Turin, à Guérin, 29 septembre 1810 ; 2 F 402.

bien qu'il faille surtout incriminer le climat général des affaires que vise Fouché dès mai quand il parle de leur « grand désordre » et des banqueroutes de spéculateurs dont l'effet est ressenti loin de Paris, « à la fois dans les villes de commerce les plus éloignées »⁵¹. Climat d'agiotage, de spéculation et d'insécurité, dont Mlle Odette Viennet, dans sa thèse, a rendu précisément les nuances⁵². Bien qu'aucun nom ni aucun fait ne soient cités dans le courrier de la maison Guerin, c'est cet ensemble que recouvrent, dans les lettres, les allusions fréquentes à la difficulté et au danger des affaires. Paris en quelque sorte réagit sur Lyon, non seulement moralement, mais aussi matériellement, car le ralentissement soudain des commandes en soies et étoffes en provenance de la capitale est la conséquence directe du trouble général. Au surplus les sautes d'activité et d'humeur de la Fabrique que l'on a observées en juillet-août, l'apparente versatilité des têtes les plus solides, tout cela montre abondamment qu'entre Saône et Rhône aussi la santé du commerce est menacée.

Des causes extérieures à la France y contribuent également. Guerin et ses correspondants ne soufflent cependant pas mot du relèvement des droits de douane en Allemagne, non plus que de la baisse considérable du change russe — jugée pourtant par la Chambre de Commerce de Lyon comme un des facteurs les plus défavorables aux exportations de tissus⁵³. Car leurs regards sont suspendus à la foire de Leipzig qui débute le 29 septembre. Résumant le sentiment commun, Guerin écrit à Turin le 4 octobre : « Si les foires d'Allemagne sont bonnes et surtout si le prix des étoffes y jouit de quelques améliorations, nos fabricants, alors, auront plus de courage⁵⁴. »

Une semaine plus tard cette attente est cruellement déçue ; les nouvelles de la foire de Leipzig sont « très désagréables », c'est « une des plus minces depuis bien des années »... Suprême espoir et suprême pensée, la foire de Leipzig jette l'industrie de la soie dans le désarroi total. L'ère des contradictions et des craintes est révolue. La crise fond sur Lyon et y exerce ses ravages.

⁵¹ Bulletin de police du 24 mai 1810. Archives Nationales, AF IV, 1508.

⁵² VIENNET, ouvrage cité, p. 110 à 114.

⁵³ PARISSET, ouvrage cité, p. 111 et 113.

⁵⁴ Lettre Guerin à Richetti, 2 F 29, f° 116.

CHAPITRE V

LE MARASME (octobre 1810-janvier 1811)

I. L'effondrement des cours de la soie (octobre 1810).

Les fournisseurs en soies de la place de Lyon ne réalisent pas tout de suite l'étendue du désastre qui les guette. Ils se cramponnent d'abord à l'idée qu'une baisse est impossible, que la rareté de la marchandise rendra vie au marché. Mais Guerin — sans doute imité par ses confrères — assène maintenant des vérités brutales. L'un de ses « clients de consignation », un Turinois, s'est plaint au début d'octobre d'avoir été lésé par des ventes à des prix « misérables » ; il n'aura pas d'illusions pour son second envoi, car il lui est répondu le 13 octobre : « Nous ne sacrifions pas vos balles et nous n'en soutenons que trop bien le prix puisque nous ne vendons rien ¹. » L'expression est un peu exagérée, car il y a bien à cette date quelques transactions, mais elles sont « onéreuses » pour les détenteurs de soie.

Dès les premières nouvelles de Leipzig, soit aux environs du 10 octobre, la baisse est en effet déclenchée et ne va pas tarder à battre son plein. Des ordres de vente passés à 38,10 F sont exécutés quelques jours après à 35,40 F. Vers le 15, les organsins du Vivarais « de bonne soie et de bonne ouvraison » se cèdent à 41 F la livre, alors qu'ils valaient de 45 à 48 F six semaines plus tôt ². Jourdan, d'Orange, dont les exigences n'avaient plus de bornes au

¹ Lettre Guerin à Pescarole, à Turin ; 2 F 29, f° 226.

² Nous nous excusons de ne pouvoir donner aucun graphique de l'évolution des prix au fil de l'exposé. La diversité des qualités et des cours, selon les lieux de production et de vente, est telle que l'établissement de moyennes ou d'indices aurait un caractère nécessairement artificiel. De plus, la correspondance dépouillée traite tantôt de cours réels, d'après des ventes effectuées, tantôt de cours demandés ou offerts, et le jeu du commerce, avec ses marges de sécurité, interdit de passer des uns aux autres sans fausser la réalité.

plus fort de la spéculation, oublie le passé récent et se reporte d'un an en arrière pour dire à Guérin que jadis il menait ses consignations « beaucoup plus rondement ». En fait, comme l'indique ce dernier, « il n'y a point de cours réels ; les uns ne veulent pas vendre et prétendent des prix qu'ils n'obtiennent pas. D'autres sont moins récalcitrants et profitent des offres plus ou moins avantageuses qui leur sont faites »³. Partout, ce ne sont que plaintes et lamentations de la part des fileurs et surtout des mouliniers. Chacun se déclare pressé de recevoir son argent, tout en protestant de l'excellence de sa situation. En fait, rapidement, on ne discute plus guère les prix. « J'ai seulement à me plaindre que vous vendez trop lentement », écrit modestement un propriétaire naguère arrogant.

A parcourir le courrier on se croirait revenu au début de mai. Mais il ne s'agit plus maintenant d'un calme saisonnier, du petit jeu bien réglé qui précède chaque année la récolte. Les fabricants cessent d'acheter non plus parce qu'ils boudent une marchandise temporairement trop chère, mais parce qu'ils n'en ont pas besoin. La preuve en est fournie par l'absence totale de relentissement des mesures gouvernementales supprimant les droits de sortie sur les soies du royaume d'Italie destinées à l'Empire (26 septembre), puis les droits d'entrée en France... Guérin de son côté aligne ses positions : grâce à ces mesures, Hugues-Louis avait cru faire une bonne affaire à fin septembre en achetant à Venise 3 300 livres de soies du Frioul ; le 20 octobre, il donne ordre à son correspondant Dubois de déboucler l'opération en sens inverse par une revente. Le 1^{er} novembre, il rejette les offres de service de maisons de Bassano et de Milan et Dubois n'est pas mécontent d'observer : « Vous aimeriez beaucoup n'avoir point conclu les divers achats faits pour votre compte. »

Car à mesure qu'octobre s'avance, « les cartes s'embrouillent de plus en plus, mévente et abondance sont les deux écueils contre lesquels nos cours viennent échouer »⁴. Comme toujours, alors qu'il conviendrait de rester dans l'expectative, des vendeurs trop pressés gâchent les prix ; ce sont naturellement ceux qui étaient les plus avides au moment de la hausse. Les mouliniers du Vivarais vont à domicile « promener » leurs ballots chez les fabricants ; les organsins traités à 41 F au début du mois sont offerts par eux à 33 F, contre paiement comptant, le 31 octobre⁵, et malgré un pareil

³ Lettre Guérin à Charles et Cie, à Romans, 15 octobre 1810 ; 2 F 28, f° 269.

⁴ Lettre Guérin à Peloso, à Gênes, 23 octobre 1810 ; 2 F 29, f° 140.

⁵ Lettre Guérin à Lachave fils, au Teil, 31 octobre 1810 ; 2 F 28, f° 301.

« sacrifice » ne trouvent pas preneur. De telles démarches n'ont d'autre résultat que d'avilir un peu plus les cours. Les Piémontais eux-mêmes laissent de côté leurs exigences. A Lyon les fabricants sans commissions « mettent à bas » leurs métiers, « n'y eût-il qu'une once de soie, elle est de trop lorsqu'il n'y a pas de consommation », car la place est « surabondamment approvisionnée »⁶.

Là-dessus, des événements d'ordre monétaire et financier achèvent de paralyser un marché déjà si désastreusement bouché.

II. La crise monétaire (novembre-décembre 1810).

Les premières difficultés : le manque de numéraire.

Le remplacement de la livre-tournois par le franc, qui eut lieu dans le courant de septembre, ne semble pas avoir suscité à Lyon un grand affolement. On ne s'inquiète pas du bruit de démonétisation des écus. Tout au plus y voit-on une gêne, une perte à cause de la légère réduction de valeur. C'est très calmement que Guérin écrit le 20 septembre : « Les affaires en marchandises se traitent maintenant en francs sur notre place, c'est-à-dire que ce que l'on vendait 40,10 livres se vend maintenant 40 francs⁷. » La perte pour les créanciers résulte de ce que l'on reconnaît encore la livre tournois pour se libérer des affaires antérieures à la publication de la loi, mais au prix d'un désagio sur le taux de péréquation⁸. Blache, d'Avignon, se plaint ainsi de ce que, pour 14 000 livres de ventes faites, il sera obligé de « recevoir en livres tournois » sur la base de 6 livres pour 5,17 F, alors qu'il ne pourra « en placer que pour 5,80 F », soit au change officiel⁹. Pendant quelques mois « la Province » — au sens de Guérin — s'obstinera à ne vouloir que des écus tournois ; mais ensuite un changement aura lieu, elle accaparera tous les francs et en janvier on ne verra plus à Lyon que les anciens écus de 6 livres et de 3 livres en circulation¹⁰. A part ces quelques indications, les remaniements monétaires de 1810 ont peu de place dans les préoccupations de l'heure.

⁶ Lettre Guérin à Cortines, à l'Isle-sur-Sorgue, 30 octobre 1810 ; 2 F 28, f° 296.

⁷ Lettre à Chalamon, à Privas, 15 septembre 1810 ; 2 F 28, f° 231.

⁸ Blache fait son décompte en écus de 6 livres, pour lesquels la perte est plus forte que sur les louis de 24 livres. Ceux-là s'échangent en effet sur la base d'un écu de 6 livres pour 5,80 F, ceux-ci sur celle d'un louis de 24 livres pour 23,55 F, et la pièce de 24 sous est reprise pour 1 F. Cf. au sujet des lois monétaires de 1810, GODECHOT, *Les institutions de la France*, p. 553.

⁹ Lettre Blache à Guérin, 22 septembre 1810 ; 2 F 317.

¹⁰ Lettre Guérin à Ardaillon et Payet, à Saint-Etienne, 8 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 65.

Autrement grave est le manque de numéraire, maladie chronique de l'époque comme on l'a vu, mais qui s'accroît en septembre et contribue considérablement à la difficulté des affaires. L'argent est très rare à Turin, dès le 7 septembre, et la place de Milan, le 10 octobre, éprouve une « extrême pénurie ». A Venise, à la fin d'octobre, il y a une « disette d'argent vraiment extraordinaire », qui provoque une baisse sensible sur les changes. La monnaie se cache, les meilleures caisses sont vides, et « le peu d'argent qui paraît de temps en temps donne la loi au papier »¹¹.

A Lyon, le 29 octobre, le numéraire est d'une telle rareté qu'à la Bourse les agents de change, au lieu de faire une cote, déclarent toutes les valeurs sans cours et « les donnent à la discrétion des preneurs »¹². Le 2 novembre, « trente millions de dépôts peut-être sont déjà retirés des banques, l'argent a disparu, l'escompte est à 1 % (sans doute à 60 jours, sur marchandises, soit 6 % l'an) et le papier sur Paris à cent jours trouve à peine des preneurs à 3 1/2 % »¹³. Une véritable panique s'empare de la ville et porte le marasme des affaires à son paroxysme.

L'émission de billets et la « terreur panique ».

Qu'est-il donc arrivé ? Guérin nous l'apprend : « Une terreur s'est répandue chez les capitalistes par l'annonce de billets de banque qu'ils considèrent bien mal à propos comme du papier-monnaie¹⁴. » L'installation du Comptoir d'Escompte en 1808 n'était pas allée, on s'en souvient, sans susciter des remous. Peu à peu l'agitation s'était calmée, le service du numéraire et de l'escompte lui avait gagné quelque faveur, notamment dans le petit commerce. A l'automne 1810, le pouvoir central jugea le moment venu d'étendre son rôle en vue de faciliter une circulation monétaire dont les déficiences passaient à juste titre pour être une des causes de la crise. A la suite d'une série de conférences entre les régents de la Banque de France et les ministres intéressés, le décret du 8 septembre autorisa la Banque « à exercer son privilège dans les villes où elle avait des comptoirs, de la même manière qu'à Paris ». Ainsi triomphaient les principes de Mollien, pour lequel « rien n'est plus nécessairement local que l'espèce de monnaie que

¹¹ Lettre Dubois, à Venise, à Guérin, 17 novembre 1810 ; 2 F 404.

¹² Lettre Guérin à Diodati, de Saint-Etienne, 30 octobre 1810 ; 2 F 28, f° 294.

¹³ Lettre Guérin à Praire père et fils, à Creil (Oise), 2 novembre 1810 ; 2 F 28, f° 303.

¹⁴ Lettre à Gouttenoire cadet et fils, à Saint-Symphorien-de-Lay, 30 octobre 1810 ; 2 F 28, f° 297.

crée une banque »¹⁵. C'est précisément pour cette raison que la cité ombrageuse et « célèbre par son crédit » se dresse contre une mesure qui, aux yeux de son aristocratie, met le crédit de l'Etat en balance avec le sien. Dès que l'on annonce à la fin de septembre l'émission prochaine de trois millions de billets, les grands négociants crient d'indignation ; on ne parle plus que de « papier forcé » et d' « assignats ». Le jeu de Guérin est particulièrement révélateur, car il est double.

Aux étrangers et à certains clients affolés qui demandent le retrait immédiat de leurs fonds, il explique avec précision le mécanisme d'une opération dont il a parfaitement saisi la portée. « C'est uniquement pour remplacer ses bons¹⁶ que le Comptoir de cette ville se propose d'émettre trois millions de billets sur six millions de numéraire¹⁷... Ces billets reposent donc sur un capital double de leur valeur et en outre sur les effets escomptés contre lesquels le Comptoir les aura donnés... Ils ne seront donc remis qu'aux personnes qui présenteront des effets à escompter. Echangeables contre des espèces à volonté..., ils n'auront un cours libre que dans Lyon... et personne ne sera obligé de les recevoir. Cette mesure ne concerne donc que la facilité des négociants de cette ville, elle ne doit inquiéter personne et ne regarde aucunement les étrangers. Il est impossible que le gouvernement donne un cours forcé à de pareils effets qui reposent sur un gage certain et ne sont établis que pour la facilité d'une ville. Une pareille émission ne pourrait devenir inquiétante qu'autant qu'elle serait étendue dans tout l'Empire et encore le gouvernement se garderait bien de leur donner un cours forcé puisqu'il perdrait à l'instant son crédit et ses ressources. » Et de conclure : « Le mot billet de banque a été un épouvantail pour quelques personnes qui ne se sont pas donné la peine de réfléchir¹⁸. »

D'un autre côté, quand sa plume est aussi libre que sa parole, Guérin ne se fait pas faute de dénoncer l'initiative gouvernementale. Il lui attribue la responsabilité d'une crise « violente », déclare que la place « a besoin d'être secourue », et maudit « l'obstination des administrateurs de la banque de Paris (*sic*) à émettre des billets repoussés par l'opinion publique »¹⁹.

¹⁵ MOLLIER, *Mémoires d'un ministre du Trésor public*, p. 153.

¹⁶ Sur le rôle et les inconvénients des bons, cf. ci-dessus, p. 55.

¹⁷ Montant du capital social fourni au Comptoir par la Banque de France.

¹⁸ Lettres Guérin aux cousins Rignon, à Turin, le 2 novembre 1810, et à Revol fils et Bron, à Romans, le 7 novembre 1810 ; 2 F 29, f° 151, et 2 F 28, f° 313.

¹⁹ Lettre à Rougemont, à Paris, le 8 novembre 1810 ; 2 F 28, f° 317.

Le résultat de tels commentaires, perdus dans une foule d'autres, est au delà de toute attente. Dans le Sud-Est, dans l'ensemble des pays qui vivent dans l'orbite de Lyon, l'émotion est énorme. Durant la première quinzaine de novembre les lettres affluent d'Avignon, d'Orange, de Privas, de Maclas, de Visan, etc. ; l'expression de « terreur » citée plus haut n'a rien d'exagéré. Au plus profond des campagnes, selon un négociant de Saillans, la sensation est considérable ; chacun veut savoir « si les billets de cette caisse n'auront cours que pour Lyon » et s'ils seront bien convertis en numéraire au gré des porteurs²⁰. La propagation des ondes paniques est incroyable de force et de rapidité ; car vers le 10 novembre Gênes, Turin et Venise partagent l'effroi de Lyon. Guérin, qui connaît ses gens, a pris les devants et dès le 2 novembre a écrit à des négociants italiens de Turin et de Gênes qui ont des créances sur Lyon, pour les assurer qu'elles ne leur seront jamais remboursées « en aucune espèce de papier monnaie » et qu'elles sont à leur disposition « en espèces métalliques ». Seul Peloso, de Gênes, « aime espérer que le calme remplacera l'agitation où se trouve votre place pour l'émission de billets de banque qui, avec la confiance, augmenteront la masse de circulation d'argent ; et les ventes de soies se feront alors avec plus de facilité »²¹. Mais c'est la voix prophétique qui crie dans le désert.

La course à l'argent et l'arrêt total des affaires.

Une atmosphère de sauve-qui-peut ne tarde pas à empoisonner la vie économique à Lyon, l'épicentre du séisme. Tout d'abord les négociants de la ville s'efforcent de drainer sur elle toutes les espèces qu'ils peuvent récupérer. La raffe est si rapide à Avignon, d'où partent des « envois conséquents »²², que les ventes de soies y sont suspendues, sauf quelques-unes à terme avec des débiteurs choisis. Plus largement, le rappel des prêts devient naturellement le mot d'ordre de l'ensemble des créanciers. Le comportement de Guérin est caractéristique de cet état d'esprit. Les « capitalistes » en ont retiré, courant novembre, la majeure partie de leurs dépôts et ne laissent le reste qu'en tremblant et pour des termes rapprochés²³. Il a donc dû faire face à de gros remboursements en espèces. Aussi, à son tour, va-t-il resserrer ses crédits. « A cause de la

²⁰ Lettre Jossand, à Saillans, à Guérin, 14 novembre 1810 ; 2 F 346.

²¹ Lettre Peloso, à Gênes, à Guérin, 5 novembre 1810 ; 2 F 387.

²² Lettre Blache à Guérin, 2 novembre 1810 ; 2 F 317.

²³ Lettre Guérin à Deprandièrre, à Saint-Etienne, 22 décembre 1810 ; 2 F 36, f° 32.

situation actuelle de la place et non par méfiance contre le tireur », il refuse d'exécuter un ordre de paiement et en même temps prie ses clients les plus proches de lui remettre le papier sur Lyon qu'ils ont en portefeuille et toutes les espèces dont ils disposent. Vis-à-vis de ceux qui, en raison de l'éloignement, n'ont pas les mêmes facilités, il prétend que la mévente est en grande partie occasionnée par la rareté du numéraire et leur demande, en couverture des avances, de lui adresser des remises ; ce langage est tenu « aux amis » de Turin comme à ceux de Dieulefit ou d'ailleurs. Peu importe au demeurant que les valeurs reçues soient à courte ou à longue échéance, l'essentiel pour Guérin est d'avoir des remises sujettes à acceptation, « pour que nous puissions les négocier suivant nos besoins » ²⁴.

Bien entendu, les correspondants se font passablement tirer l'oreille et bien des lettres s'échangent, en novembre et décembre, qui ne semblent pas avoir d'autre but de leur part que de traîner les choses en longueur. Certains sont dans l'incapacité effective d'apurer leur situation : « Ce qui me fiche (*sic*) le plus dans la mévente de mes ballots, c'est que je ne puis vous couvrir de ce que je vous dois », s'exclame Jourdan ²⁵. Un de ses collègues, moulinier à Dieulefit, écrit à fin novembre : « Nous voudrions avoir tous nos moyens disponibles pour les mettre entre vos mains, mais telle est la crise du moment que les meilleures maisons qui nous doivent échoué au mois prochain, nous prient de ne point fournir sur elles à cette époque ²⁶. » Dans un tel concert, bien habile serait celui qui discriminerait les sincères et les hypocrites. Au surplus Guérin n'a cure de sonder les consciences. Il relance ses débiteurs, sans se soucier de leur degré réel d'insolvabilité, informant les uns qu'il lui est « impossible de rester à découvert » (20 novembre) et les autres que « le moment actuel est si critique que nous renonçons à toutes opérations de banque, ... trop changeantes pour que nous nous y livrions davantage » (20 décembre) ²⁷.

Même les avances sur consignation sont sacrifiées. Guérin préfère refuser les ballots plutôt que d'en consentir. Invoquant la lenteur des ventes et la rareté du numéraire, il notifie dès le 12 novembre : « Les avances sur consignation nous seraient très onéreuses et ne peuvent pas nous convenir pour le moment ²⁸. » La

²⁴ Certainement au Comptoir d'Escompte ? Lettre Guérin à Richetti, à Turin, 7 décembre 1810 ; 2 F 29, f° 213.

²⁵ Lettre Jourdan à Guérin, 6 novembre 1810 ; 2 F 337.

²⁶ Lettre Sambuc et Noyer, à Dieulefit, 24 novembre 1810 ; 2 F 323.

²⁷ Lettres à Robin-Peyret, à Saint-Etienne, et à Nairac, à Villefranche ; 2 F 28, f° 348, et 2 F 30, f° 28.

²⁸ Lettre à Alexandre Colla, à Turin, 12 novembre 1810 ; 2 F 29, f° 170.

conséquence de cette attitude restrictive des détenteurs de fonds, banquiers ou négociants, c'est moins la hausse de l'escompte — comme certains l'ont cru ²⁹ — que l'asphyxie totale des échanges. Les transactions deviennent impossibles car « toutes les valeurs se négocient désavantageusement ».

Dramatique durant les deux premières semaines de novembre, la situation tend à s'améliorer vers la fin du mois. Plus exactement, le commerce lyonnais s'installe dans sa détresse. S'il est exact que l'émission des billets par le Comptoir a provoqué la panique, la crise de numéraire proprement dite, telle que la définissent les contemporains, fut d'assez courte durée. Le 11 décembre, Guérin note : « Notre place est remise de la crise de la fin d'octobre et des premiers jours de novembre ; l'argent n'est pas rare, l'escompte ne se cote plus qu'à 1/2 % (?), mais les affaires en marchandises... sont mortes ³⁰. »

III. L'atonie des affaires et les faillites.

La panique monétaire, épisode le plus violent de la crise à Lyon, ne doit pas masquer un phénomène plus large et plus durable : l'insécurité commerciale et la stagnation, fruits des folles spéculations du passé et des événements politiques.

La nature et l'ampleur du mal.

A lire le courrier de Guérin, on s'aperçoit que le manque de numéraire devient vite un prétexte pour le remboursement des avances sur lesquelles il nourrit quelques inquiétudes. C'est ainsi que le 8 novembre, il déclare simultanément à l'un que « l'argent continue à être très rare » et à l'autre qu'il « commence à être un peu moins rare », accordant à son second client le répit qu'il refuse au premier.

Car plus qu'une crise de numéraire, il y a une crise de confiance. Les espèces métalliques se terrent. A la mi-décembre, la situation monétaire est redevenue normale à Lyon. Pourtant on ne peut s'y procurer de l'argent que contre des effets sur place et « sur papier timbré » ³¹. L'émission de billets par le Comptoir d'Escompte peut sans doute expliquer le défaut de numéraire dans des places dépendant commercialement de Lyon, comme Venise, qui a passé assez

²⁹ Cf. ci-dessus, p. 63.

³⁰ Lettre à Guérin de Foncin, à Paris ; 2 F 30, f° 7.

³¹ Lettre Guérin à Coppin, à Maclas, 13 décembre 1810 ; 2 F 30, f° 14.

exactement par les mêmes phases, bien que l'argent y ait reparu plus lentement ³². Mais elle n'a eu aucune influence ailleurs, à Paris en particulier, d'où on écrit cependant le 4 décembre : « Depuis une quinzaine de jours notre place est dans une gêne affreuse, au point qu'on ne peut se procurer d'argent avec des premières valeurs ³³. » Le 15 décembre, la situation de la capitale est toujours la même, l'argent rare et la confiance « très restreinte » ³⁴. Aucun doute n'est donc permis : l'argent manque d'autant plus que la circulation des valeurs, du papier de commerce, se trouve bloquée par la méfiance nourrie à l'égard des affaires. Tous les négociants comme Guérin sont prêts à refuser les traites de ceux dont ils n'estiment pas le crédit équivalent ou supérieur au leur. Comme le proclame notre marchand lyonnais, le 7 décembre : « Le commerce reste constamment soumis aux événements politiques et les vicissitudes de ceux-ci déconcertent toutes les opinions ³⁵. » Ce sont ces événements politiques, ou plutôt les conséquences économiques découlant plus ou moins du blocus, qui causent dans l'Europe entière un malaise profond. La Suisse, l'Allemagne, Naples souffrent des confiscations des marchandises anglaises, qui entraînent la ruine de nombreux négociants. Une maison de Bâle traduit comme suit l'effet des décrets de Trianon : « Nous avons eu connaissance des mesures prises contre notre commerce ; elles ont mis notre place dans une situation pénible et paralysé entièrement les affaires. La défiance fait enfoncer l'argent, l'escompte est à 6 % et les négociations presque nulles ³⁶. » Tout cela nuit fort aux fabricants lyonnais qui se plaignent également, début novembre, « des derniers événements de Francfort » ³⁷.

A Naples, l'affolement règne au même moment, moins à cause d'un bruit de peste, vite démenti, que par la destruction de marchandises anglaises ; et « le décret qui assujettit les productions de l'Amérique à un droit exorbitant met la désolation chez tous les possesseurs » ³⁸. On espère cependant que les articles provenant de ventes faites par le gouvernement n'acquitteront pas une deuxième

³² Lettre Dubois, de Venise, à Guérin, 27 novembre 1810 ; 2 F 404.

³³ Lettre de la maison Gosse, de Paris, à Guérin ; 2 F 339.

³⁴ Lettre Guérin-Foncin et Cie, de Paris, à Guérin ; 2 F 339.

³⁵ Lettre Guérin à Alexandre Colla, à Turin, 7 décembre 1810 ; 2 F 29, f° 214. Lettre Passavant, de Bâle, à Guérin, 8 novembre 1810 ; 2 F 384.

³⁶ Lettre Passavant, de Bâle, à Guérin, 8 novembre 1810 ; 2 F 384.

³⁷ Il s'agit d'un coup de main sur Francfort déclenché par Napoléon pour réprimer la contrebande ; cf. FUGIER, *La Révolution française et l'empire napoléonien*, p. 235.

³⁸ Lettre Meuricoffre et Sorvillo, de Naples, à Guérin, 9 novembre 1810 ; 2 F 391.

fois les droits. A Hambourg, on gémit sur « les temps orageux, scabreux pour le commerce ». Peut-être Anvers est-il mieux partagé ; en septembre, une maison y diffère ses achats de soies sous le prétexte que les fabriques sont « dans un grand calme », mais une autre, fin décembre, prétend avoir de fortes demandes et faire des ventes très avantageuses de grèges d'Alès ³⁹.

Les faillites.

Les faillites éclatent de tous côtés, à Hambourg — où on en signale deux importantes le 24 novembre — comme à Beaucaire, à Avignon comme à Bâle. A Paris, dans les derniers jours de décembre, la position de la place est donnée comme très critique. Chaque courrier, soit des départements soit de l'étranger, apporte des listes de faillites qui compromettent le commerce de la capitale ; celles d'Alexandre Rousset et de B.-L. Fould inquiètent spécialement les correspondants de Guerin. En outre « il se fait des arrangements secrets qui sont la plupart aussi nuisibles » ⁴⁰. Le ton de certaines lettres montre mieux que de plus longs détails la profondeur de la crise. Voici par exemple celle que Guerin reçoit de Paris pour les fêtes de Noël : « Les faillites ne cessent point au dehors. On parle de cinq à six maisons de Dantzig. A Bruxelles la Maison Nelle a suspendu ses paiements, on dit que cela n'accommodé point l'affaire de Fould... ; on envisage une caisse de secours pour les prêts sur marchandises ⁴¹. »

A Lyon, par comparaison, la situation semble plutôt meilleure. Est-ce dû à la sagesse des Lyonnais ? « Nous vous observons que généralement les maisons de Lyon travaillant en marchandises présentent toutes un degré de solidité que l'on ne trouve pas chez les brasseurs en banque », relève Guerin à l'intention d'un confrère parisien. Il y a eu, certes, des faillites au début de décembre. Mais elles paraissent émaner des commerces mineurs, sociologiquement parlant : épicerie, droguerie, négoce des denrées coloniales. « La plus importante est celle d'un épicier en gros, Louis Brochier, auquel Guerin impute une circulation considérable et forcée et des prêts usuraires se terminant par une déroute de 2 300 000 francs ⁴². » Un peu plus tard, vers le 20 novembre, la faillite Béraud suscite également de l'émotion. D'autres défaillances la suivent — un marchand de tabac, un épicier, un négociant en toiles de Suisse —, mais sans

³⁹ Lettre Werbrouck, d'Anvers, à Guerin, 20 décembre 1810 ; 2 F 383.

⁴⁰ Lettre Guerin-Foncin et Cie à Guerin, le 20 décembre 1810 ; 2 F 339.

⁴¹ Lettre Guerin-Foncin et Cie à Guerin, 20 décembre 1810 ; 2 F 339.

⁴² Lettre Guerin à Rougemont, à Paris, 10 novembre 1810 ; 2 F 28, f° 324.

bruit. Il convient de relever que ces secousses sont en moyenne antérieures de plusieurs semaines à celles qu'éprouvent Paris et les grandes places étrangères. La crise monétaire du début de novembre y est assurément pour quelque chose. Au contraire, pendant le mois de décembre, au milieu des « dérangements » qui se multiplient de toutes parts, Lyon reste « à peu près intact », sauf quelques faillites « de peu de valeur » et « d'abord accommodées ». A la fin du mois éclate cependant celle de Flory et Cie, qui porte sur 1,5 à 1,8 millions de francs. Pour la première fois, Guérin avoue être pris, à concurrence d'un effet de 7 000 francs. De telles mésaventures lui arrivent rarement dans sa ville. Il est moins heureux par contre dans la défense de ses intérêts lointains, et croit d'abord perdus les 12 200 francs qu'il a placés dans une affaire métallurgique de Creil.

Bien que peu de maisons soient obligées de suspendre leurs paiements, grâce à leur prudence traditionnelle, les affaires sont cependant à Lyon dans une inactivité complète, et plus spécialement la Fabrique et le commerce des soies. Des mouliniers continuent çà et là à ramasser quelque « drogue », car les belles qualités manquent ; mais il s'agit de gestes de solidarité, visant à distribuer du travail à une poignée d'ouvriers, et non d'opérations normales. Tous parlent de « mettre à bas » totalement. Ce serait la meilleure solution à la mévente ; or, comme l'observe finement Guérin, « en causant isolément avec chaque moulinier que nous voyons à Lyon, nous nous apercevons que cette disposition n'est pas aussi générale qu'on nous l'annonce par correspondance »⁴³. Il vise par là non les « patrons sociaux », comme nous dirions aujourd'hui, mais les obstinés, ceux qui espèrent contre vents et marées. Tel ce fabricant de trames de Saumur qui croit que « si nous avons la paix avec l'Espagne, tel qu'on le présume rapport au mariage que l'on dit, qui se propose avec une princesse d'Allemagne, cela pourrait faire monter » ; ou encore ce négociant de Livourne qui, pensant sans nul doute qu'à quelque chose malheur est bon, juge que « la guerre... aux manufactures anglaises et la cherté des toiles de coton, doivent nécessairement ranimer les soieries »⁴⁴.

En réalité, partout « les soies chôment ». Les cours touchent le fond de la baisse. Alors qu'habituellement les marchands ne tenaient pas compte de leurs variations, une fois leurs avances consenties en fonction du nombre des ballots consignés, la dégradation est telle cette fois que Guérin s'en inquiète pour ses très

⁴³ Lettre à Morin, à Dieulefit, 5 décembre 1810 ; 2 F 28, f° 389.

⁴⁴ Lettre Isaac Moÿse, de Livourne, à Guérin, 15 novembre 1810 ; 2 F 388.

rares prêts et réclame des envois supplémentaires ou de l'argent pour combler les déficits qui se creusent.

L'abrogation du décret de prohibition et le marché des soies.

Au début de novembre, le décret portant prohibition de l'exportation des soies a été révoqué. La stagnation du marché est telle que la mesure est impuissante à freiner la chute des prix.

Les fabricants, qui avaient tout fait pour obtenir la prohibition, sont maintenant les premiers à se réjouir de son abrogation. « Surchargés d'étoffes, ils redoutent une dégradation trop majeure sur le prix des organsins ⁴⁵. » Les voici, par extraordinaire, d'accord avec les mouliniers et les négociants pour espérer que les Turinois, ayant désormais d'autres débouchés, « rappelleront les ballots qu'ils ont à Lyon et cesseront de gorger la place » ⁴⁶.

Malgré cela, à Turin, les ventes, au lieu de se réveiller comme d'aucuns s'en flattaient, continuent spasmodiquement dans le calme le plus profond en novembre et décembre. On y accueille chaque rumeur un peu favorable comme le bruit « qu'on pourra librement expédier à l'autre rive, avec le consentement des gouvernements français et anglais, les soies d'Italie en échange de bois de teinture » ⁴⁷. En vérité rien n'est susceptible pour les Piémontais de remplacer leur cliente essentielle, la Fabrique lyonnaise, dont la carence est presque absolue.

Les fabricants n'ont pas beaucoup d'organsins et de trames en stock, par contre ils sont encombrés d'étoffes. Ils n'ont pas de commissions. Pourquoi achèteraient-ils ? « Les lamentations des Lyonnais », selon l'expression de Guérin, sont légitimes. Depuis le 30 octobre les affaires ont été de mal en pis et les ventes sont nulles au point qu'un unique ballot, sorti de la rue Puits-Gaillot, résume l'activité de la Condition des Soies pour la journée du 19 novembre ⁴⁸. Les chiffres des soies conditionnées, cités par M. Riffaterre ⁴⁹, sont éloquents : septembre, 27 235 kilos ; octobre, 23 572 kilos ; novembre, 9 239 kilos ; décembre, 13 513 kilos. Rappelons pour mémoire le record de l'année : mai, 51 704 kilos.

⁴⁵ Lettre Guérin à Tron et Cie, à Turin, 21 novembre 1810 ; 2 F 29, f° 189.

⁴⁶ Lettre Guérin à Pescarole, à Turin, 7 décembre 1810 ; 2 F 29, f° 212.

⁴⁷ Lettre Colla, de Turin, à Guérin, 13 décembre 1810 ; 2 F 396.

⁴⁸ Lettre Guérin à Castinel, à l'Isle-sur-Sorgue, 20 novembre 1810 ; 2 F 28, f° 347.

⁴⁹ Cf. RIFFATERRE, *La Fabrique lyonnaise en 1810-1811*, p. 364, dont les statistiques sont empruntées à l'état n° 2 annexé au rapport, déjà cité, de l'auditeur Le Brument, en date du 4 novembre 1811. Archives Nationales, F 12 1583.

L'opinion générale est que le marasme résulte essentiellement des événements politiques « qui ont suspendu les commissions que la Fabrique attendait d'Allemagne »⁵⁰. En Italie comme en France, « les lettres d'Allemagne ne cessent d'augmenter le découragement des consommateurs »⁵¹.

S'ils achètent, c'est à des prix de liquidation. En Vivarais, des « affamés » d'argent soldent leurs ballots dans les auberges où ils les déposent. Même à ces conditions, les acquéreurs sont sans joie autre que celle de faire vivre quelques « ouvriers de prédilection ».

Un Italien peut bien se moquer des fabricants en disant que l'anéantissement total de leurs métiers lui paraît bien improbable. Il n'est pourtant que trop vrai que « plus de la moitié des métiers est à bas » et que « l'autre n'est occupée pour ainsi dire que trois jours l'un »⁵². Nous en avons la preuve par les ouvriers qui, prenant les magasins de Guerin pour ceux d'une fabrique, viennent continuellement lui demander de l'ouvrage, et par la convocation que le maire de Lyon adresse aux fabricants pour les engager à une contribution volontaire dont le produit est destiné à soulager les ouvriers sans travail⁵³. Guerin, jadis si dur dans ses jugements sur les salariés, est bouleversé par leur détresse. Il les dépeint avec émotion « chantant leur misère » et souligne que la moitié d'entre eux est sans travail et « mendie dans la rue ».

Quel remède solliciter du Gouvernement dans cette conjoncture effroyable ? Les Lyonnais portent sur lui leurs espoirs, car il paraît s'occuper « de la stagnation de nos fabriques ». Aussi le 13 décembre la Chambre de Commerce décide l'envoi de trois délégués à l'Empereur pour lui exposer la situation et lui en suggérer les remèdes. Les délégués — auxquels s'adjoint un fabricant étranger à la Chambre — arrivent à Paris le 16 et sont accueillis avec attention par le ministre de l'Intérieur, puis admis à fournir leurs mémoires à l'Empereur, dont ils ont une audience⁵⁴. Guerin cependant nourrit peu d'illusions sur leur démarche. « La racine du mal, écrit-il, est en Allemagne ; en ruinant les négociants de ces contrées,

⁵⁰ Lettre Guerin à Jourdan, à Orange, 24 novembre 1810 ; 2 F 28, f° 361.

⁵¹ Lettre Guerin à Isaac Moÿse, à Livourne, 29 novembre 1810 ; 2 F 29, f° 198.

⁵² Lettre Guerin à Muschietti, à Turin, 12 décembre 1810 ; 2 F 29, f° 217.

⁵³ *Id.*

⁵⁴ Cf. à ce sujet le long compte rendu donné par PARISSET, *Histoire de la Chambre de Commerce*, 2^e partie, p. 113 à 115. Après ce qui vient d'être dit, on est surpris de voir la délégation mentionner, parmi les racines du mal, la hausse de la matière première !

on a ruiné aussi les fabriques de Lyon⁵⁵. » Il ne suffit donc pas que l'Empereur soit pénétré de la triste situation du commerce des soies. Une seule chose peut le ranimer : « Des commissions d'Allemagne pour les foires de Pâques⁵⁶. » En attendant, l'année 1810 finit à Lyon tristement.

IV. Sombres débuts de 1811.

La dégradation de l'économie.

La nouvelle année commence dans le découragement général. Guérin le justifie en ces termes, le 4 janvier : « Ici, par suite des événements désastreux qui bouleversent l'Allemagne, il ne se fait absolument rien... Les faillites qui éclatent dans le Nord inspirent la plus grande méfiance et les maisons qui travaillent avec l'Allemagne s'occupent plutôt à liquider les anciennes affaires qu'à en ouvrir d'autres »⁵⁷. Peu après la faillite de Joly, celle de Deurler et Desmaison secoue la place. Quelques jours s'écoulent à peine, et le 10 janvier la maison Memo et Cie suspend ses paiements. Les dommages occasionnés sont faibles, mais le préjudice moral est considérable. Car il s'agit d'un commissionnaire en tissus des plus réputés. Dès lors « la méfiance règne sur tout le commerce... ». De nouveau des retraits de fonds sont signalés dans les banques et le 12 janvier Guérin ne reçoit qu'un seul acheteur de soie dans son magasin ; encore préfère-t-il « battre en retraite ».

Aussi comprend-on que la crise lui semble encore plus forte qu'en octobre : « Toutes les maisons de commerce cherchent à faire rentrer leurs avances et n'en font plus de nouvelles ni à découvert ni sur consignation... Avec des marchandises en magasin pour plus de deux millions, on aurait beaucoup de peine à se procurer deux mille francs⁵⁸. » Dans une telle atmosphère, « chacun se refuse, liquide, et tout crédit est éteint ».

Financièrement, la situation est chaotique. Le meilleur papier circule à peine. A Avignon, on ne le prend pas ; à Nîmes, il ne se place qu'à très courte échéance. A Lyon, les beaux effets sur Paris passent encore, s'ils sont à moins de 60 jours, et le Comptoir d'Escompte y est certainement pour quelque chose, les dénégations

⁵⁵ Lettre Guérin à Chalamon, à Privas, 15 décembre 1810 ; 2 F 30, f° 21.

⁵⁶ Lettre Appian, de Turin, à Guérin, 20 décembre 1810 ; 2 F 393.

⁵⁷ Lettre Guérin à De La Rue, à Gênes ; 2 F 29, f° 246.

⁵⁸ Lettre Guérin à Laurent fils, à Bourg-Saint-Andéol, 18 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 98.

tions de Guérin le laissent entendre ; mais c'est à peu près tout. Le papier sur les plus grands noms d'Hambourg — « une des villes qui souffrent le plus des derniers événements » — devient un objet de spéculation ; il ne trouve de cessionnaires qu'avec d'invéraisemblables décotes⁵⁹. Surtout, chacun s'efforce de récupérer ses fonds en espèces sonnantes et trébuchantes. A en croire Blache, d'Avignon, les Lyonnais s'y entendent, car le numéraire remonte vers eux par diligence depuis les ports du Rhône qui en « regorgent... par la quantité de denrées qui se vendent »⁶⁰. Le résultat est l'étranglement du marché financier à Avignon, qui vient d'être signalé. Les transferts entre l'Italie et Lyon sont encore compliqués par les difficultés du change, dont les fluctuations handicapent les débiteurs transalpins. Aussi les choses vont-elles mal en Piémont et en Ligurie, comme dans le Royaume. Guérin apprend avec stupeur, le 12 janvier, d'un de ses correspondants de Turin, qu'il a été impossible d'escompter sa signature pour 12 000 francs de traites !

On se doute, dans de telles conditions, de l'état du commerce des soies. La mévente est quasi totale. Pour les quelques transactions qui s'effectuent, les marchands de soie, forts de leur surface financière, résistent mieux aux pressions des rares acheteurs que les mouliniers. Du côté de ces derniers, par un ironique retournement du sort, c'est la débandade. Les magnifiques organsins du Vivarais, pieusement conservés pour la spéculation depuis huit mois, sont soldés à 30 francs la livre dans les auberges, quand il se peut. A Venise, les meilleures et rares soies de Vénétie sont offertes par petits paquets à 22,10 F. On en demandait encore 28 à 30 F à fin septembre. Les foires de janvier — Privas, à la Saint-Antoine, Aubenas, Alès — sont désertées. Le 19, à Aubenas, « les vendeurs, en bien petit nombre, voyant le peu d'empressement, se sont retirés et il ne s'est presque rien vendu »⁶¹. Les mouliniers les plus bornés comprennent — un peu tard — que « le manque de consommation depuis plusieurs mois fait qu'on ne doit plus considérer les soies comme rares » ; c'est là l'expression de l'un d'entre eux⁶². Dès le 4 janvier, plusieurs marchands de soie lyonnais refusent de recevoir en consignment des ballots ; Guérin observe que c'est la première fois que cela arrive. Il ne tarde pas d'ailleurs à renforcer son attitude restrictive et, vers le 20, son ami

⁵⁹ Lettre Guérin à Thiollière et Peyret, à Saint-Etienne, 17 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 65.

⁶⁰ Lettre Blache à Guérin, 10 janvier 1811 ; 2 F 443.

⁶¹ Lettre Colomb, à Aubenas, à Guérin, 19 janvier 1811 ; 2 F 443.

⁶² Lettre Genoyer, à Alès, à Guérin, 19 janvier 1811 ; 2 F 440.

de Turin, Richetti, traqué par le besoin, est contraint de partager ses envois entre lui et trois autres négociants lyonnais. A ceux qui l'oublieraient, il rappelle sans ménagement qu' « à présent plus que jamais, on vend quand on peut et non quand on veut » ⁶³.

Même le coton, matière précieuse entre toutes à l'économie napoléonienne, s'avère d'un commerce décevant. Guerin, qui s'est mis à le pratiquer avec ses correspondants de Naples, apprend d'eux, le 25 janvier, que le produit en flottes a baissé en deux mois de 12 à 15 % ; il séjourne « en amas » aux frontières de France, où il acquitte maintenant des droits majorés de 50 % ⁶⁴.

Pour en revenir aux soies, un seul remède est invoqué : la fermeture des ateliers. Guerin l'approuve, car il pense que la suspension totale des ouvraisons serait un contre-poids aux circonstances désastreuses dans lesquelles l'industrie se débat. L'idée gagne du terrain, par palliers et sous des formes diverses. Un moulinier d'Orange a réduit d'un tiers les horaires de travail depuis le début de l'année. Au Piémont, d'après Muschiatti, la moitié des moulins ont clos leurs portes vers le 15 janvier ⁶⁵. A Lyon, un fabricant met à bas 57 métiers d'un coup le 12.

Le pessimisme des Lyonnais.

Comment d'ailleurs reprendrait-on espoir ? Le 31 décembre 1810 le tsar Alexandre I^{er} a rendu public un tarif douanier qui, pour empêcher l'exportation de la monnaie métallique, prohibe l'importation en Russie des objets de luxe, donc des soieries. La nouvelle produit à Lyon une vive sensation. « C'est le coup de massue porté à nos manufactures », observe Guerin le 15 janvier ⁶⁶. Son découragement paraît complet, à l'image de celui de ses compatriotes. Comme toujours, c'est à Turin que l'on réagit le mieux. Un astucieux négociant console Guerin, le 25, en lui garantissant que « malgré l'ukase de l'empereur de Russie, les expéditions pour ce pays pourront avoir lieu au moyen de la contrebande ⁶⁷... De-ci de-là quelques rumeurs vite apaisées font relever les têtes : à Orange, à la fin de janvier, le bruit court de la prise de Lisbonne et de toute l'armée anglaise par Masséna et certains croient aussitôt à la reprise ⁶⁸. On parle par contre avec plus de fondement de

⁶³ Lettre à Colombier, à Antraigues, 12 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 79.

⁶⁴ Lettre Meuricoffre et Sorvillo, de Naples, à Guerin, 25 janvier 1811 ; 2 F 512.

⁶⁵ Lettre à Guerin, 15 janvier 1811 ; 2 F 518.

⁶⁶ Lettre à Tron, à Turin ; 2 F 29, f° 269.

⁶⁷ Lettre Colla, de Turin, 2 F 515.

⁶⁸ Lettre Jourdan, d'Orange, à Guerin, 28 janvier 1811 ; 2 F 463.

l'accueil réservé par Napoléon à la députation de Lyon, en décembre.

Car on apprend, courant janvier, que l'Empereur a décidé que les costumes des grands corps de l'Etat et des tribunaux seraient en soie. Peu après, le 22 janvier, survient le décret enjoignant à l'Intendant de la Couronne d'acheter des étoffes d'ameublement pour une valeur de deux millions, dont une partie en étoffes unies qui seraient mises sans attendre en travail en même temps que les métiers de façonnés se monteraient. Jourdan, d'Orange, toujours lui, tressaille d'allégresse et assure que plusieurs mouliniers provençaux ont immédiatement suspendu leurs ordres de vente en baisse. Guerin demeure impassible. Il relève, le 30 janvier, que si le « costume obligé » a suscité des achats de velours, les livraisons ont simplement servi à soulager les stocks. Il n'est pas question de sortir des tissus nouveaux, qui ne seraient pas prêts pour l'hiver, et « le fabricant, déjà surchargé d'étoffes, n'est pas disposé à fabriquer d'avance ni ces velours ni ces étoffes d'été sur lesquelles le goût peut varier ». Quant à la commission du garde-meuble, elle porte sur les façonnés de la « haute-fabrique », alors que les unis et les petits façonnés sont les articles les plus répandus et qui consomment le plus de soie. Au surplus « cette commission aura-t-elle lieu et sera-t-elle appuyée du comptant »⁶⁹ ? Jourdan a tôt fait d'essuyer une réprimande pour son optimisme mal placé. Il lui est expliqué sèchement que les commissions du gouvernement ne donnent pas de courage aux fabricants et qu'elles s'évanouiront « à bas bruit » comme toutes celles de même origine (29 janvier). Ce langage désabusé et soupçonneux, voire partial, n'est pas seulement celui de Guerin, il est commun aux négociants et fabricants de Lyon. En réalité on s'efforce, rue Puits-Gaillot, de stimuler les acheteurs, mais « ils sont plus froids que glace et plus découragés depuis cette nouvelle (les commissions de Paris) qu'auparavant »⁷⁰. Concédonc la part du tempérament lyonnais — « nordique », pour parler comme les mouliniers provençaux — et celle de l'hostilité du milieu capitaliste au pouvoir impérial⁷¹. Il reste néanmoins que l'efficacité de la sollicitude napoléonienne pour Lyon illusionne bien des contemporains et beaucoup d'historiens, tout au moins lorsqu'elle est présentée sous la forme directe et voyante des commandes officielles.

⁶⁹ Lettre Guerin à Jossand, à Saillans, 30 janvier 1811 ; 2 F 30, f° 125.

⁷⁰ Lettre Guerin à Tron, à Turin, 19 janvier 1811 ; 2 F 29, f° 275.

⁷¹ Avant même de connaître les décisions de l'Empereur, Guerin déclare le 9 janvier que « la députation de Lyon n'a et ne pouvait avoir aucun succès » ; 2 F 29, f° 257.

Comme le dit Guérin en englobant d'un seul regard les mesures prises par Napoléon en faveur de la Fabrique au début de 1811, qu'est-ce que tout cela en comparaison d'une foire courante de Leipzig, sans blocus, sans licences et sans guerre ? En attendant des jours meilleurs, « les ouvriers sans travail meurent de faim, leur seule ressource est dans la charité des passants et les souscriptions que l'on ouvre pour les secourir ». Ceux qui ne chôment pas encore voient leurs salaires réduits, car « ils doivent entrer pour quelque chose dans la perte de celui qui les occupe » ⁷².

⁷² Lettre Guérin à Guyot, à Saint-Chamond, 23 janvier 1811 ; 2 F 30, f^o 111.

CHAPITRE VI

LE RETOUR A L'ÉQUILIBRE

I. Lente résorption de la crise (février-mai 1811).

Premiers soubresauts du marché (février).

Le 1^{er} février fait date dans la correspondance de Guérin. Ce jour-là en effet le marchand de soie, sortant de la sombre réserve observée depuis des mois, s'avance jusqu'à écrire : « La Fabrique paraît dans un état moins désolant ¹. »

Les mesures gouvernementales connues à mi-janvier ont été suivies d'autres. Guérin énumère les trois qui, selon lui, méritent l'attention :

- un certain nombre de licences données pour communiquer avec les Américains ;
- une commission d'objets de construction pour la marine » octroyée à la Russie contre exportation de la contre-valeur en étoffes de soie ;
- la permission pour les maisons allemandes d'importer des denrées coloniales moyennant paiement en soieries ².

Tout cela est certes encore aléatoire. Et les ombres ne manquent pas au tableau. L'état des marchandises admises par la Russie sur son territoire est connu vers le 3 février : les soies écruës y sont comprises, mais non les étoffes de soie, preuve tacite qu'elles sont prohibées ³. Enfin « les magasins sont gorgés de soie et les caisses, vides... ». Néanmoins le marché bouge. Pour la première fois depuis trois mois, les ventes des 2 et 3 février ont été

¹ Lettre Guérin à Blachère, à Aubenas ; 2 F 30, f° 131.

² Lettre Guérin à Muschietti, à Turin, 1^{er} février 1811 ; 2 F 29, f° 296.

³ Lettre Guérin à Blache, à Avignon, 5 février 1811 ; 2 F 30, f° 140.

« moins froides ». Encore faut-il être prudent et ne pas « tenir la poire trop haute » aux acheteurs, sans omettre de se prévaloir auprès d'eux de ces meilleures nouvelles. Guérin se hâte de les communiquer à Crefeld ; il y ajoute une cote des organsins du Piémont — échelonnés, selon le titre, de 39 francs la livre pour le 27/28, à 30 francs pour le 45/50⁴ — et conclut sobrement : « Les affaires se raniment, c'est le moment d'acheter⁵. »

Aux alentours du 15 février, le bruit court à Lyon de la levée du séquestre mis sur quelques navires américains à leur arrivée à Bordeaux. En ce cas, les propriétaires de ces navires s'adresseront vraisemblablement aux fabricants pour composer leur chargement⁶. Que se passe-t-il exactement ? Nous l'ignorons. Toujours est-il que d'Orange Jourdan, qui voit déjà les Américains à Lyon, avise, le 22 février, que Bordeaux a donné des commissions à Avignon, d'où une hausse passagère de 20 sols par livre sur les soies de Provence⁷.

Serait-ce déjà l'éclaircie après l'orage ? Il ne le semble pas à en juger par l'état du commerce.

La récession commerciale (mars-avril).

Par un contre-coup très compréhensible, les prix tombent au plus bas. L'organsin piémontais de 27/28, qui cotait 39 francs à fin janvier, vaut 35 le 10 février. Cet effondrement surprend les Lyonnais. Guérin y voit un paradoxe insensé : « Ici les cours ont été défendus pendant les quatre mois d'un calme absolu, les ventes aujourd'hui, sans être actives, ont pris un certain essor et les prix ont tout à coup subi une baisse inconcevable⁸. » Dans le récent passé en effet les cours s'inscrivaient en quelque sorte dans le vide. L'expression : « Il n'y a plus de cours », plusieurs fois rencontrée, était révélatrice moins de leur tendance que de l'absence totale de transactions. Quand enfin un nombre suffisant d'acheteurs se confrontent avec les vendeurs, le prix « réel » s'établit en dessous du prix « fictif », jusque-là artificiellement « suspendu ». En ce sens,

⁴ Rappelons que le titre indique la grosseur des soies. Autrefois le titre était donné par le poids en denier d'une longueur de fil de 9 600 aunes (1 aune = 1,8845 m. Vers 1775, la longueur de 9 600 aunes fut divisée en 24 parties, correspondant chacune à 400 aunes pesées en grains. Mais on continue à parler de deniers. Exemple : un organsin de 24/25 désigne un organsin d'une grosseur telle que 400 aunes de ce fil pèsent entre 24 et 25 grains.

⁵ Lettre à Rigal, à Crefeld, 5 février 1811 ; 2 F 29, f° 303.

⁶ Lettre Guérin à Tron, à Turin, 18 février 1811 ; 2 F 29, f° 318.

⁷ Lettre à Guérin ; 2 F 463.

⁸ Lettre Guérin à Cottolengo, à Turin, 12 février 1811 ; 2 F 29, f° 311.

la première quinzaine de février 1811 offre un des aspects les plus intéressants de la crise ; elle marque le début du stade où, après une longue étape de désordres, la récession tend à prendre un aspect positif par l'assainissement du marché.

Ce n'est, bien entendu, pas l'avis des contemporains ; faute d'avoir l'intelligence du phénomène, ils s'en prennent aux épiphénomènes. Guérin accuse la « versatilité » du gouvernement. Un Piémontais incrimine les ruses des courtiers qui, pour obtenir des rabais, « prétendent des ventes à des prix imaginaires... ». Tout en protestant, les producteurs s'orientent vers la seule voie de salut : « Redoubler d'économie et de surveillance », comme dit l'un d'eux, en vue de réduire les prix de revient. La correspondance du mois de mars n'est qu'un fastidieux dialogue sur ce sujet entre Guérin et les mouliniers les plus actifs. Plusieurs offrent de travailler à façon des grèges moyennant une rétribution dont ils justifient longuement le montant. Les Provençaux « assiègent » Lyon et l'emportent souvent, proposant l'ouvraison à 30 sols la livre quand la meilleure maison de Saint-Chamond fait 35.

Les affaires sont donc dures et rares. La petite reprise du début février n'a été qu'une secousse. « Les ventes ne sont sorties un instant du calme que pour y retomber plus profondément, les prix sont toujours à la baisse pour le peu qui se vend encore⁹. » Si la seconde partie de ce jugement est bien exacte, la première est certainement exagérée. Il est vrai qu'il y a eu rechute, mais un petit courant d'affaires subsiste, qui n'est pas à la taille des espérances conçues. La commission pour le garde-meuble est donnée fin février-début mars ; elle est inférieure aux prévisions et ne porte que sur 1 500 000 francs. « Un seul commissionnaire, dans les temps ordinaires, pour la foire de Pâques (de Leipzig), en faisait autant¹⁰. » Le refrain américain, qui jadis berçait le sommeil douloureux de la Fabrique, lasse les plus endurants. Le gouvernement fait tout pour éloigner navires et négociants d'outre-Atlantique, pense-t-on à Lyon. Plusieurs maisons, qui travaillaient avec les Etats-Unis et avaient jusqu'à présent reçu leur retour par Hambourg et Tenninguen (Tønning), sont forcées de suspendre leurs paiements parce que ces deux ports ne communiquent plus avec New-York et Boston (15 mars)¹¹. Et Guérin de gémir : « On veut absolument empêcher le commerce maritime, et sans lui le commerce intérieur est peu de chose, surtout lorsque la Russie prohibe

⁹ Lettre Guérin à Cottolengo, à Turin, 22 février 1811 ; 2 F 29, f° 324.

¹⁰ Lettre Guérin à Peloso, à Gênes, 8 mars 1811 ; 2 F 29, f° 342.

¹¹ Lettre Guérin à Jourdan, à Orange, 15 mars 1811 ; 2 F 30, f° 228.

l'entrée de nos étoffes. Le dernier décret sur les douanes met aussi de telles entraves qu'on n'ose pas même envoyer en Italie ¹². » Il n'est certes pas le seul de cet avis, et Jourdan l'approuve, en ajoutant : « Il n'y a rien à espérer avec un gouvernement qui ferme tous les débouchés. »

A l'exemple des mouliniers, le marchand de soie joue serré. Plus que jamais, il exige des remises et des remboursements sur ses avances. Moins que jamais, les clients sollicités ne sont disposés à s'exécuter spontanément. Mais Guerin perd moins de temps à menacer, il agit et met en vente, en février, le domaine d'un débiteur. Comme diraient aujourd'hui les gens de métier, il fait la lessive. Car personne ne croit plus au miracle et chacun s'apprête à besogner ferme pour franchir un cap difficile. Guerin lui-même, plutôt que de « renoncer au commerce pour toujours » comme il le déclare par lassitude un soir de mars, se décide à pallier la médiocrité de ses affaires sur les soies en leur adjoignant des négoce auxiliaires (riz, denrées coloniales).

L'assainissement financier.

Le capitalisme naissant a commis des excès, du moins en accepte-t-il l'amer antidote. Les faillites se poursuivent, rares à Lyon, qui « continue à ne pas présenter de grands risques » ¹³, un peu plus nombreuses semble-t-il à Paris, à Marseille et à Saint-Etienne ¹⁴. La Péninsule est spécialement éprouvée : deux des meilleurs correspondants de Guerin, Pescarole et Richetti succombent à Turin en février-mars. Novi, Livourne et Gênes sont très touchés. Sans doute, grâce à la contrebande, Naples résiste mieux, avec une seule défaillance notable pour le premier trimestre 1811, celle d'une maison allemande. Surtout, les petites villes et bourgades du Sud-Est sont atteintes à leur tour : les deux plus grosses « manufactures » de Dieulefit et de Maclas suspendent leurs paiements en mars... « négociant ou banquier, chacun a besoin de réunir tous ses moyens pour faire face à ses engagements personnels ».

Guerin déraisonnerait-il quand il estime, le 15 mars, que la situation financière s'améliore ? Assurément pas. Dès le 16 février on nous apprend que les négociants ont tellement restreint leurs

¹² *Id.*, 2 F 30, f° 229.

¹³ Lettre Guerin à Perregaux et Laffitte, à Paris, 15 mars 1811 ; 2 F 30, f° 224.

¹⁴ « Saint-Etienne est dans un état pire que Lyon, on n'y parle que de faillites », observe Guerin le 22 mars dans une lettre à Jourdan ; 2 F 30, f° 240.

affaires que le numéraire redevient abondant pour elles¹⁵. Vers la fin du même mois le papier de place s'escompte à Lyon, sous de bonnes signatures, à 3 1/2 %. L'argent abondant, tel est le leitmotiv nouveau du courrier bancaire. Il restera valable pour l'année entière, à Lyon du moins, et cette constatation explique la capacité de redressement que la ville prouvera dans quelques mois.

En attendant, les banquiers n'ont guère d'emplois, car « les bonnes valeurs manquent »¹⁶. Rendus prudents par un hiver de crise, ils trient rigoureusement le papier, et peut-être méritent-ils alors le reproche de parcimonie qu'ils adressaient naguère au Comptoir d'Escompte. La conséquence en est une détente très sensible sur le marché des capitaux. Le loyer de l'argent baisse, à l'excès ou presque, puisque le taux d'escompte de 3 1/2 %, couramment pratiqué en mars-avril, est inférieur d'un demi-point à celui que la Banque de France depuis 1807, et le Comptoir depuis sa création ont appliqué sans aucune interruption. Du coup les capitalistes sont invités à retirer leurs fonds, s'ils ne veulent pas consentir à une réduction parallèle des intérêts créditeurs sur leur compte. Guerin mène alors une véritable bagarre contre ses déposants récalcitrants. Le temps du 5 % à terme de trois ou six mois est révolu. Même à 4 % le banquier se dérobe, car il considère comme exceptionnels les emplois à peu près « solides » à un prix équivalent. En avril et mai, le chiffre de 2 % est plusieurs fois avancé à l'usage des clients nouveaux qui débattent les conditions. Il en résulte un léger reflux des capitaux — impossible à apprécier en volume — vers les détenteurs ruraux, fileurs, mouliniers et commerçants des campagnes rhodaniennes. Les maigres réserves ainsi reconstituées s'orienteront naturellement, le moment venu, vers une utilisation locale, notamment à l'heure de la récolte, dont les préparatifs s'annoncent à la fin d'avril.

La préparation de la récolte de 1811 (avril-mai).

Elle s'entoure d'une prudence unanimement partagée. Comme les choses ont changé d'une année à l'autre !

Du côté des producteurs, les possesseurs d'ouvrés craignent, selon leur expression, que les ballots issus des deux récoltes ne se croisent chez les marchands de soie. Peu soucieux des pertes « énormes » éprouvées par ceux-ci et par les mouliniers, les fileurs

¹⁵ Lettre Guerin à Gautier de Tournes, à Hyères, 16 février 1811 ; 2 F 30, f° 168.

¹⁶ Lettre Guerin à Labaume, à Milan, 11 mars 1811 ; 2 F 29, f° 345.

ont néanmoins besoin de « se refaire un peu des blessures qu'ils ont reçues ». Ils déclarent par avance qu'ils abandonneront les soies plutôt que de les acheter à des prix qui ne pourraient qu'aggraver leur sort. D'ailleurs les mouliniers paraissent bien décidés à ne pas se laisser entraîner par eux. Les uns et les autres regardent avec anxiété vers le Piémont ; les mêmes hommes y pratiquant souvent le tirage et l'ouvraison, ne vont-ils pas inonder Lyon d'organsins anciens afin d'être en mesure de se pourvoir en soies nouvelles ?

L'état d'esprit des Lyonnais a fini par gagner « les provinces ». En Provence, on a mis moins de graines à éclore¹⁷. Blache croit à une récolte médiocre pour le Comtat : les propriétaires des campagnes manquent de bras — est-ce le résultat de la conscription ? — et de moyens pour les frais de cette récolte et l'auraient diminuée de moitié. « Le bourgeois ne trouve pas à vendre sa feuillée, la cherté des greniers des vers à soie et le prix bas présumé des cocons ont empêché l'artisan¹⁸. »

Dans le Midi, au début d'avril, la végétation marche « rondement ». Mais vers le 10 un froid vif sévit. Qu'advient-il des mûriers ? Autour d'Alès, de Saillans, de Turin, les montagnes se couvrent de neige. A Maclas, « il gèle à porter un homme sur la terre mouvante ». Heureusement le temps se rétablit vers la fin du mois, sauf en haut Dauphiné. Le froid a seulement brûlé quelques bourgeons de mûrier. La nourriture ne fera pas défaut aux vers. Quinze jours avant l'apparition des cocons sur le marché (vers le 20 mai), un moulinier d'Alès en augure mal : « On se dispose peu à leur achat, car les denrées de première nécessité sont coûteuses et l'argent rare¹⁹. »

A Lyon, les fabricants s'avancent peu. Selon Guerin ils boudent et n'achètent qu'« à la faveur des bas prix auxquels beaucoup de vendeurs s'empressent de se soumettre »²⁰. Opinion exagérément pessimiste, destinée à éteindre toute velléité de hausse chez les producteurs. Les chiffres des soies conditionnées de janvier à mai la démentent²¹ :

¹⁷ Lettre Guerin à Verdet, aux Buis, 11 mai 1811 ; 2 F 30, f° 321.

¹⁸ Lettre Blache à Guerin, 26 avril 1811 ; 2 F 443.

¹⁹ Lettre Genoyer, d'Alès, à Guerin, 5 mai 1811 ; 2 F 440.

²⁰ Lettre Guerin à Vassieux, à Saint-Nazaire, 13 avril 1811 ; 2 F 30, f° 284.

²¹ Chiffres cités d'après les sources par RIFFATERRE ; cf. ci-dessus, p. 97. Nous les avons empruntés pour le graphique présenté et complétés d'après les indications de même origine fournies par Mlle Viennet, « Napoléon et l'industrie française », p. 287.

Janvier	19 667 kg
Février	20 159 »
Mars	19 891 »
Avril	21 119 »
Mai	29 209 »

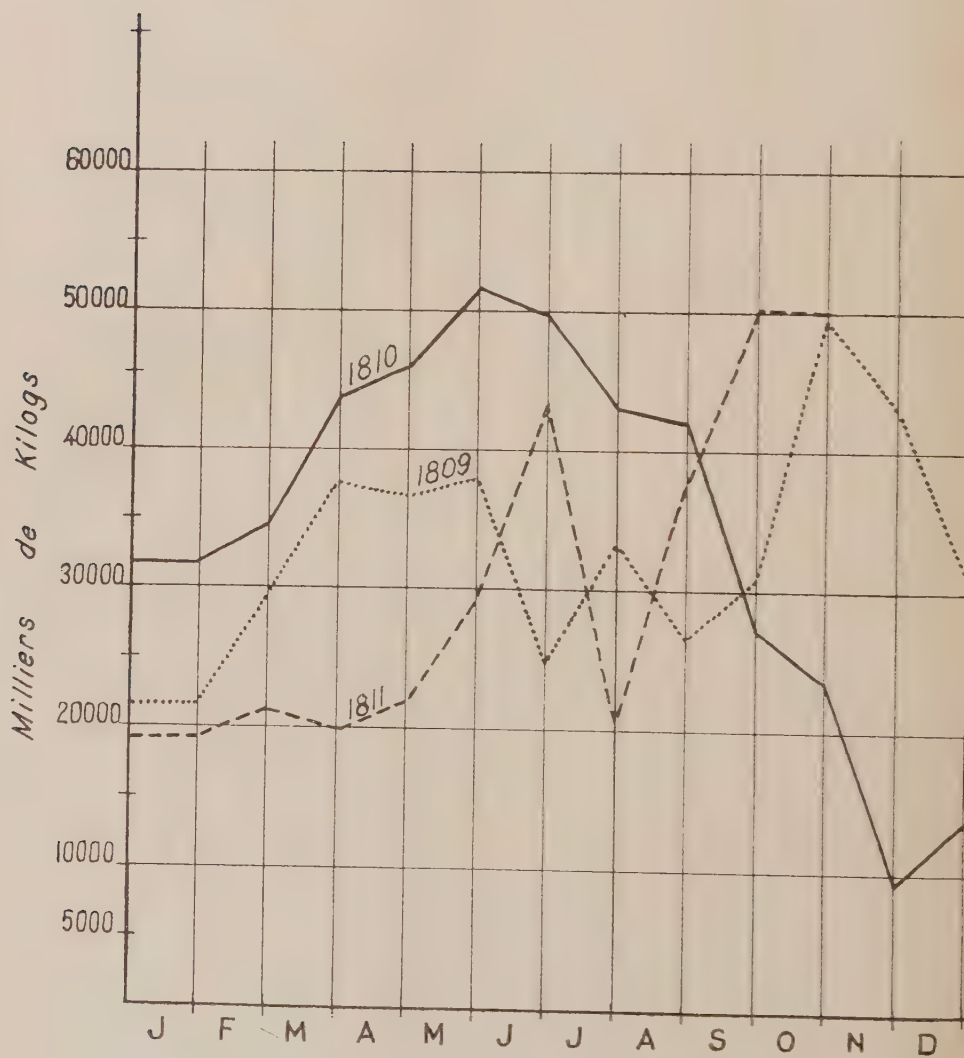


Fig. 3. — Courbe de variation des quantités de soies passées à la Condition publique en 1809-1810 et 1811.

Guerin est donc plus véridique quand il confesse à un ami, le 11 avril : « Depuis le commencement de ce mois les affaires sont graduellement sorties du calme et depuis quelques jours les ventes sont assez actives ²². »

Par contre les prix achèvent de s'avilir. Car aux facteurs de baisse déjà apparents en février s'ajoute le besoin pressant des mouliniers de débarrasser les reliquats de la précédente récolte. L'organsin piémontais de 27/28 cote 31,50 la livre le 11 avril, 29 francs le 11 mai ; la qualité plus fine (25/26), 33 et 30 ; la qualité plus grosse (28/30) 31 et 28. En regard, les organsins de pays de titre équivalent s'établissent respectivement comme suit le 11 avril :

25/26	32 à 33 F
27/28	31 F
28/30	30, 50 F

Les cours de mai ne nous sont pas connus ²³. En prenant le cours de fin janvier 1811 pour base, soit 39 F = 100, les indices pour l'organsin piémontais de 27/28 passent donc à 90 le 10 février, 81 le 11 avril, 74 le 11 mai. Aussi, en mai, les mouliniers français et les négociants italiens les plus solides suspendent-ils leurs ventes, « afin que les nécessiteux puissent liquider pour fournir aux pressants besoins qu'ils ont d'argent » ²⁴. Au même moment la récolte semble à nouveau se gâter en Piémont, en Comtat, en Languedoc et dans la région de Saillans. Les producteurs ont beau « faire sonner cet échec » aux oreilles des acheteurs, ceux-ci restent sourds. La prudence est toujours de mise.

Au surplus la conjoncture générale demeure incertaine. A la fin d'avril, l'arrêté stipulant l'échange des étoffes contre les denrées coloniales bloquées en Allemagne « ne fait pas la plus petite sensation » ²⁵, car depuis le début du mois « on regarde la guerre avec la Russie comme décidée » (*sic*) ²⁶. Dans les premiers jours de mai, Lyon apprend le décret du 28 avril, par lequel l'Empereur rend aux Américains le droit des neutres et rétablit ainsi les rapports maritimes entre les Etats-Unis et la France. L'avis lui a été communiqué par le propre secrétaire du ministre de l'Intérieur, qui a insisté sur ce que la principale condition réside dans l'obligation imposée aux

²² Lettre Guérin à Doux et Sauvageon, à Vivian ; 2 F 30, f° 279.

²³ 2 F 30, f° 280, pour les cours au 11 avril (lettre de ce jour de Guérin à Vialletton fils, à Saint-Etienne) ; et 2 F 31, f° 21, pour les cours au 11 mai (lettre de ce jour de Guérin à Assindry, à Turin).

²⁴ Lettre Scanagatti, de Turin, à Guérin, 8 mai 1811 ; 2 F 521.

²⁵ Lettre Guérin à Charles, à Romans, 20 avril 1811 ; 2 F 30, f° 293.

²⁶ Lettre Guérin à Jourdan, à Orange, 5 avril 1811 ; 2 F 30, f° 267.

vaisseaux de « charger en retour les produits de nos manufactures »²⁷. L'effet est de courte durée, car on pronostique l'échec de la foire de Leipzig qui s'ouvrira pour Pâques. Seuls les Turinois, toujours pétulants, en augurent bien ; ils se persuadent qu'« il y a concouru beaucoup de Russes et de Pollacs ; en conséquence se feront beaucoup de marchés et, les étoffes y étant bien vendues, les fabricants ne feront plus tant de difficultés à revenir aux achats »²⁸. La réalité leur apporte un démenti : sans être « désolante » comme le prétend Guérin, la foire ne donne que des résultats médiocres.

II. La campagne des soies (juin-juillet).

La récolte et les marchés de base.

La récolte est très inégale en qualité et en quantité. En Piémont elle a certainement beaucoup souffert des intempéries, mais on ne peut croire Muschietti quand il l'évalue au sixième de celle d'une année ordinaire. Les Italiens se sont en effet donné le mot d'ordre pour la campagne nouvelle : crier à la pénurie afin de secouer l'apathie des Lyonnais. En août, malgré les déboires rencontrés à ce jeu par les Turinois, les Napolitains proclameront, au mépris de toute vraisemblance, la rareté des « grèges produits de la deuxième mise » en Campanie et en Calabre. Or la récolte dans ces régions est la meilleure de la Péninsule.

En France, il est plus aisé de se faire une opinion. Les résultats sont moyens, sans plus. Très médiocres dans certains cantons, comme ceux de Montélimar et de Vallabrègues où le Rhône a débordé, ils sont bons autour de Nice et atteignent le double de la normale à Alès et Anduze. D'où la diversité des interprétations. Les gens des Cévennes pensent que « quelque activité que puisse prendre la Fabrique, elle sera joliment pourvue » ; Dauphinois et Piémontais au contraire croiraient volontiers que « sans se flatter d'une amélioration des circonstances, les prix doivent hausser considérablement ».

Ils se trompent. Non pas tant sur la consistance de la récolte qui, sans être brillante, suffira cependant à satisfaire les besoins, mais surtout sur les réactions du marché. Car la dure leçon de 1810 a porté à ses divers échelons, sinon toujours au premier, celui des fileurs, du moins au second, celui des mouliniers. Les fileurs, qui ont vendu leurs soies de la précédente campagne avec bénéfice --

²⁷ Lettre Guérin à Blache, à Avignon, 7 mai 1811 ; 2 F 30, f° 314.

²⁸ Lettre Muschietti, de Turin, à Guérin, 7 mai 1811 ; 2 F 518.

à l'exception de ceux qui avaient trop attendu —, sont prêts à recommencer leurs « folies »²⁹. Mais les mouliniers, accablés de « blessures trop fraîches et trop profondes », ne leur laissent aucun doute sur leurs intentions. Rien ne pourra les entraîner à des achats ruineux. Dès juin, à les voir parcourir les foires et surveiller les fileurs, il est clair qu'ils se tiendront « infailliblement » sur la réserve... Incités à la prudence, les gros fileurs freinent leur élan ; surtout ils montrent une mobilité plus grande que dans le passé. Quand ils ne trouvent pas à leur porte une marchandise de goût, ils se déplacent sur des marchés éloignés. On signale ainsi à Guérin, non sans apparente surprise, que des fileurs de Romans sont venus « rôder » à Saint-Vallier et leurs confrères du Vivarais, à Dieulefit (1^{re} semaine de juin). Seuls les petits, paysans ou artisans « faméliques », se jettent sans discuter sur les cocons et provoquent ici ou là une hausse³⁰.

Les prix sont difficiles à suivre, car ils varient non seulement avec la nature de la récolte et les réactions locales, mais aussi en fonction du degré de rareté du numéraire. Enfin, il arrive qu'un moulinier isolé accepte de surpayer la fourniture de son voisin fileur pour éviter un transport coûteux ou parce que la besogne presse. Il serait donc absurde de parler d'un prix des cocons ; ce sont les prix dont il faut épier la tendance, non sans remarquer que leur disparité même est typique d'une économie capitaliste cloisonnée à la base et dont les mouvements spéculatifs d'ensemble ne s'harmonisent qu'au sommet. Aux alentours des 10-15 juin, la livre de cocons vaut :

— *En Italie* : 20 à 25 sols à Pignerol, 19 à 21 à Verceil, 27 environ à Carmagnola, 15 à 18 seulement à Saluces.

— *En France* : 18 à Nîmes, 19 à Orange, 21 à 23 à Dieulefit, 22 à 25 aux Vans, 25 à 26 à Montélimar, 26 à 27 à Saint-Vallier.

A la charnière, Nice donne une note moyenne : 18 à 21 sols pour les cocons des banlieues proches, 16 à 19 pour ceux des montagnes.

Ce sont là des prix de départ. Sauf en Toscane où ils augmenteront de près de 15 % à la fin juin, ils ne progressent pratiquement pas avec le développement des transactions. C'est là la grande différence avec la campagne de 1810, où l'on a assisté à des hausses de 50 % en 15 jours. En faisant les rapprochements voulus d'une année à l'autre, il est donc permis de conclure très grossièrement que les prix de pleine saison en 1811 sont fréquemment inférieurs

²⁹ Lettre Guerrin à Appian, à Turin, 12 juin 1811 ; 2 F 31, f° 55.

³⁰ Lettre Ravanier, d'Orange, à Guérin, 2 juin 1811 ; 2 F 463.

de 60 à 70 % à ceux de 1810, alors que, à l'origine, l'écart des « prix-planchers » n'est guère que de 10 à 20 %... Ceux-ci restent encore trop forts, à en croire Guérin, dont le commentaire explique clairement la cause de la stabilité des cours : « Les cocons s'achètent à des prix bien au-dessous de ceux de l'an dernier ; cependant ils sont trop élevés proportionnellement à ceux des soies grèges et ouvrées et tous les mouliniers ont été si fortement froissés par la perte éprouvée..., que les fileurs cette année porteront seuls la peine des sottises qu'ils paraissent disposés à faire ³¹. »

L'expiation des fileurs trop aventureux, bien qu'il ne soit plus question que de leurs « sottises » et non plus de leurs « folies », voilà bien le dernier acte de l'épreuve ; le dernier secteur du marché des soies à spéculer à la hausse se soumet à son tour à un assainissement forcé.

Car les mouliniers n'ont pas démenti leur attitude. Un vendeur de grèges de Romans peut bien ironiser le 30 juin : « Nos mouliniers continuent à se reposer » ³², c'est lui finalement qui déchantera. Ceux qui font eux-mêmes leur tirage n'achètent que le tiers ou la moitié de leur provision habituelle de cocons. Tous se pourvoient par « petites bouchées » et fréquentent par priorité les départements les moins chers : Gard, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes, Monténotte et Gênes.

En juillet les prix des grèges haussent légèrement. Mouvement parfaitement normal, qui précède habituellement la foire de Beaucaire et est suivi d'une baisse jusqu'en septembre-octobre. Les cours ne doivent d'ailleurs pas illusionner : ils s'établissent souvent sur des marchés creux, car beaucoup de mouliniers achètent « en spéculateurs » (*sic*) en morcelant les opérations selon les occasions. Nombre de fileurs n'ont pas d'autre ressource que d'accepter, comme dit l'un d'eux, « des prix misérables, ce qui paraît attirer l'attention des spéculateurs » ³³. Décidément les temps ont changé.

La reprise à Lyon.

Pendant que se déroule la récolte, on assiste à Lyon à une nette reprise des transactions. Les chiffres des soies passées en condition en sont la preuve : mai, 29,209 kg ; juin, 40 636. Toujours prudent, Guérin attend le 12 juin pour se prononcer : la baisse des organsins est arrêtée, les ventes sont plus faciles ³⁴. Il confirme son sentiment

³¹ Lettre Guérin à Richeling, à Turin, 11 juin 1811 ; 2 F 31, f° 53.

³² Lettre Brunnat à Guérin, 30 juin 1811 ; 2 F 472.

³³ Lettre Devillas, de Nîmes, à Guérin, 27 juin 1811 ; 2 F 462.

³⁴ Lettre à Appian, correspondance citée ; 2 F 31, f° 55.

le 14 : « Les acheteurs sont moins froids qu'auparavant ³⁵. » On ne l'a d'ailleurs pas attendu pour se reprendre à espérer ; dès le 7 le bruit court à Annonay que la Condition de Lyon est pleine, et le 13 Blache nous informe d'Avignon que « les affaires se sont un peu réveillées ».

Mais tous sont fort discrets sur les causes de cette substantielle amélioration du marché. Reprise des relations avec les Américains ? Commandes officielles ? On ne sait au juste. Guerin pour sa part attribue une certaine importance aux prévisions de récolte, qui ne font pas craindre une surproduction — bien loin de là —, et aux dispositions raisonnables des mouliniers. Toujours est-il que, de l'avis unanime, les fabricants anticipent sur les événements et achètent surtout pour reconstituer leur stock, chaque fois que les prix les tentent.

Dès que ceux-ci leur semblent un tant soit peu exagérés, ils s'arrêtent. C'est ce qui se passe en juillet et provoque de la part de Guerin une réflexion désenchantée : « Ce malheureux commerce va toujours de travers. Nos fabricants cette semaine battent très froid. Ils se raidissent contre les prétentions des vendeurs parce que les commissions manquent et que le prix des étoffes ne prend pas d'amélioration ³⁶. » A Turin, l'enthousiasme retombe aussi vite qu'il était monté... Effectivement on assiste à un certain retour au calme. Mais, contrairement à ce que pensent beaucoup de mouliniers et de négociants, il n'y a pas de revirement de la part des fabricants. Depuis mai, les commissions n'ont pas cessé d'être relativement rares et ils se préparent avec précaution, c'est-à-dire aux meilleurs prix possibles, pour les foires prochaines. De temps à autre un incident vient compliquer la tâche des marchands, notamment la vente publique de cargaisons de navires capturés. A la fin de juin, Werbrouck, d'Anvers, est obligé de suspendre la vente du fil expédié par Guerin en raison de la liquidation de 298 ballots d'organsins et de grèges de la Péninsule « destinés à Londres », saisis par des armateurs français et vendus par les autorités à Amsterdam ³⁷.

Jamais le rôle du marchand de soie n'a paru aussi utile que dans cette conjoncture incertaine. Passé le gros de la crise, Guerin a retrouvé son autorité. Il multiplie les appels à la raison et les conseils précis, évitant de nombreuses sottises. A un moulinier désorienté de Privas, il indique de limiter ses achats de grèges finis

³⁵ Lettre à Tron, à Turin, 14 juin 1811 ; 2 F 31, f° 59.

³⁶ Lettre à Blache, à Avignon, 3 juillet 1811 ; 2 F 32, f° 22.

³⁷ Lettre Werbrouck à Guerin, 1^{er} juillet 1811 ; 2 F 499.

au cours de 16 francs, car à 18 il serait perdant. A un autre il recommande d'ouvrer en trames fines, car l'article sera rare, d'après ce qu'il sait. Il met en garde les fabricants contre des ordres trop saccadés, car la spéculation, dans n'importe quel sens, n'est jamais payante. S'il lui arrive parfois d'essuyer une perte, plus souvent il sacrifie sa commission, même exceptionnellement ses « frais de groupe » (?), pour déboucler honnêtement une opération mal engagée. Car il a repris courage et croit que le plus dur de l'épreuve est franchi. Juillet cependant est peu encourageant : 20 031 kilos de soie seulement passent à la Condition, soit à peine 50 % du tonnage de juin. Mais on ne reverra pas les chiffres catastrophiques de novembre et décembre 1810, car le marché s'est assaini et Beaucaire approche dans des conditions normales.

III. De Beaucaire à Leipzig (juillet-septembre).

Beaucaire et ses suites.

A la fin de juillet, la foire de Beaucaire ouvre ses portes dans une atmosphère sereine. Sont-ce « l'heureux résultat qu'on attend des négociations avec le gouvernement américain et principalement les grandes mesures qui se préparent pour mettre fin aux dissensions de l'Espagne et du Portugal »³⁸ ? Guérin lui-même est confiant dans le succès de la manifestation : « Sans doute les acheteurs s'y régleront d'après la consommation, mais il y en aura beaucoup et il y aura infailliblement beaucoup d'argent³⁹. »

Effectivement les transactions vont rondement et les prix montent, de 10 % environ sur les soies fines de Provence (15,50 à 17,25). Roc, l'observateur de service, en est surpris. Les mouliniers sont peu nombreux pour répondre aux fileurs, mais on note la présence d'acheteurs de marque et surtout de « spéculateurs parisiens », qui intriguent beaucoup les habitués. Ce sont eux qui font la loi⁴⁰ et les marchands lyonnais s'inquiètent fort de savoir si les soies que les intrus se sont réservées sont destinées à la capitale ou à l'exportation. La seconde hypothèse aurait l'avantage de soustraire à la circulation une quantité importante de marchandises.

Si Lyon a joué peu de rôle à Beaucaire, il en retire cependant une indication précieuse : le risque d'engorgement du marché des

³⁸ Lettre de Brunnat, de Romans, à Guérin, 4 juillet 1811 ; 2 F 472.

³⁹ Lettre à Savin, à Anduze, 5 juillet 1811 ; 2 F 32, f° 26.

⁴⁰ Quels sont ces mystérieux spéculateurs parisiens ? On l'ignore. En tout cas ils dominent la foire. Cf. lettres Roc, de Beaucaire, à Guérin, le 27 juillet, et Guérin à Gosse, à Paris, le 1^{er} août ; 2 F 445 et 2 F 32, f° 82.

soies, avec avilissement corrélatif des cours, est dissipé ; grèges et ouvrés seront à nouveau recherchés, peut-être insuffisants par rapport à la demande. Aussitôt « les Provinces » s'éveillent, et en premier lieu le Piémont. Dès le 2 août, Turin réagit à la nouvelle que « toutes les soies se sont vendues à Beaucaire »⁴¹ ; les fabricants qui hésitaient à monter leurs moulins avec leurs « soies de filatures », s'y décident sur le champ et ceux qui n'en ont pas s'en procurent hâtivement. En France, les esprits sont moins agités mais les affaires sont actives. 37 565 kg de soies sont conditionnés à Lyon en août, 50 626 en septembre. On admire la sagacité de Guerin qui, le 5 août déjà, pressenlait cette envolée comme conséquence de Beaucaire : « le coup est porté maintenant », écrivait-il à Blache, tout en lui enjoignant la plus grande prudence dans ses achats de grèges⁴².

Car celles-ci ont tendance à monter. A Crest, elles passent de 16 à 16,50 entre le 5 et le 20 août. Autour d'Orange, elles progressent de 0,50 à 3 francs par livre — selon les qualités — de la foire de Beaucaire à la fin de septembre. En réalité, malgré le tapage qui les accompagne en vue de les amplifier, ces hausses sont modérées et presque normales, si l'on considère les médiocres disponibilités en matière en regard des besoins nouveaux. Comme toujours, elles ne prennent un caractère véritablement spéculatif qu'au Piémont ; il est difficile d'y traiter, tant les têtes sont montées. A partir du 15 septembre Guerin y essuie même des rebuffades. Un client habituel refuse de poursuivre ses expéditions parce qu'il vend mieux sur place : ici, dit-il, « tant grèges qu'ouvrés vont grand train »⁴³. Le phénomène est cependant très local. A Milan, où les grèges de qualité sont aussi rares, les vendeurs se montrent autrement raisonnables, car le succès dépend de la reprise des fabriques d'Allemagne⁴⁴. Il est vrai que les Turinois ont leurs raisons : comme l'observe Guerin le 28 septembre, ils s'étourdissent en supputant les bienfaits du « fameux décret » sur l'exportation, qui permet la sortie des organsins piémontais⁴⁵.

Car ce qui contient jusque-là le marché des grèges dans les limites acceptables, c'est celui des trames et surtout des organsins. De l'avis général, au lendemain de Beaucaire, le prix des ouvrés n'est pas encore en rapport avec celui des grèges ; il est trop bas, ou plutôt le second est trop haut. Cette disparité va durer tout l'été

⁴¹ Lettre Curti et neveux, de Turin, à Guerin, 2 août 1811 ; 2 F 517.

⁴² 2 F 32, f° 91.

⁴³ Lettre Bono et Pogliani, de Turin, à Guerin, 25 septembre 1811 ; 2 F 516.

⁴⁴ Lettre Lacarte, de Milan, à Guerin, 21 août 1811 ; 2 F 509.

⁴⁵ Lettre Guerin à Muschietti, à Turin, 28 septembre 1811 ; 2 F 31, f° 224.

ou presque, les cours restant stationnaires. Guérin ne nous les communique malheureusement pas de manière continue, mais nous en donne — pour les organsins de pays seulement — un au 15 juin et deux séries aux 10 et 25 septembre, la seconde correspondant à la hausse qui suit la reprise des exportations de soies du Piémont ⁴⁶. Les voici :

	15 juin	10 septembre	20 septembre
24/25	—	31,50 à 32	33,50 à 34
25/26	—	31	33
27/28	30	30,50	32

La dernière cote de septembre répète approximativement celle du 11 avril, après un léger creux d'été ⁴⁷ ; cette stabilité a concouru à maintenir les mouliniers dans des dispositions prudentes. Beaucoup, « écrasés » par la crise, n'ont pas remis leurs fabriques en activité et n'y viendront qu'après le 15 septembre, voire en octobre. Les moins éprouvés n'achètent de grèges qu'avec la plus grande circonspection et suspendent leurs ordres à chaque fluctuation des marchés. Leurs difficultés sont accrues de ce fait. La pénurie de main-d'œuvre est plus vive qu'à la même époque en 1810 ; les licenciements de l'hiver ont écarté de la profession de nombreux travailleurs et « on court après les ouvrières »... Des maisons naguère jalouses de leur autonomie, donnent aujourd'hui leurs préférences au travail à façon sur les instructions des marchands de soie.

Outres les « spéculateurs » — fabricants, négociants, commerçants de toute sorte —, ces derniers sont, contrairement à l'habitude, la contre-partie essentielle des vendeurs de grèges... Les seigneurs de la corporation, tels que Guérin, contribuent puissamment à rendre courage aux mouliniers. Ils multiplient les ordres à façon, et même les comptes à demi. Car, sans perdre le sens de la mesure, ils ont confiance, informés qu'ils sont de l'état d'esprit de la Fabrique.

L'activité de la Fabrique.

Après le calme mois de juillet, c'est Turin qui donne le branle. Comme de coutume, les bruits qui courent en reviennent amplifiés.

⁴⁶ Cette faculté a un effet immédiat sur les cours, directement au Piémont — où les organsins augmentent en quelques jours de 15 % —, indirectement à Lyon qui, sevré de marchandises, manque soudainement d'ouvrés. Cf. lettre Guérin à Neyron et fils, à Saint-Etienne, 21 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 173.

⁴⁷ Voir ci-dessus, p. 99.

On y signale des achats pour Leipzig ; on s'y réjouit du commerce actif qui existerait entre la Russie et l'Angleterre et de l'intention prêtée aux Russes de révoquer le décret de prohibition « pour l'importation des étoffes de France » ⁴⁸. Enfin « l'espoir qu'on nourrit que le gouvernement accordera un débouché aux organsins par les ports de l'Océan » bande les énergies ⁴⁹. Cette fois les paroles des Turinois ne recouvrent pas de vent. On travaille ferme chez eux et, au début de septembre, la Condition de leur ville est engorgée. Ce sera bien autre chose encore sur la fin du mois, quand la liberté d'exporter leur aura été rendue. Même auparavant, le fait nouveau est le déroutement des expéditions ; découragés par le pessimisme et les leçons des Lyonnais, les négociants piémontais écoulent leurs organsins auprès des fabricants locaux ou sur l'étranger. Ils ont pris en quelque sorte leur autonomie et, par un retournement de la situation, c'est Lyon qui vient mendier leurs envois après les avoir si longtemps repoussés.

Entre Saône et Rhône, le démarrage a été plus lent, mais il est acquis dès la fin d'août. Les commerçants allemands, longtemps attendus, visitent la place dans le courant de l'été et Guérin renoue ses relations traditionnelles avec les maisons de Crefeld. Surtout, les Américains réapparaissent ⁵⁰. Il n'y a pas de doute : les ventes se sont ranimées, « elles vont même assez rondement » ⁵¹. Elles portent peu sur les trames — sauf pour les Allemands — et concernent essentiellement les organsins fins qui entrent dans le tissage des satins. Guérin presse les mouliniers qui ouvrent pour lui et leur enjoint de travailler sans interruption, « même la nuit pour réparer le temps perdu » ⁵². Du coup les producteurs locaux s'agitent ; quand le mauvais temps éloigne les vendeurs de grèges des marchés, ils n'hésitent pas à les relancer à domicile, notamment dans le Gard, car les fabriques de bas ont retrouvé leur activité autour d'Anduze ⁵³.

Le rapport du comte de Bondy, préfet du Rhône, au ministre de l'Intérieur, en date du 18 septembre, atteste que 6 279 métiers sont en fonctionnement à Lyon, contre 5 630 en juillet ⁵⁴. Bien que

⁴⁸ Lettre Muschietti à Guérin, 8 août 1811 ; 2 F 518.

⁴⁹ Lettre Colla, de Turin, à Guérin, 17 septembre 1811 ; 2 F 516.

⁵⁰ Il est curieux d'observer que les Lyonnais, toujours discrets sur leurs affaires, n'en soufflent pas mot. Ce sont les Turinois qui en font état, notamment Colla, référence citée note n° 49 ci-dessus.

⁵¹ Lettre Guérin des 11 et 14 septembre ; 2 F 32, f° 155 et 160.

⁵² Lettre à Blache, à Avignon, 18 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 190.

⁵³ Lettre Savin et Salle, d'Anduze, à Guérin, 1^{er} octobre 1811 ; 2 F 441.

⁵⁴ Archives Nationales, F 12, 1583.

la moyenne du troisième trimestre soit assez nettement supérieure à celle du premier — 4 455 contre 3 475 ⁵⁵ — on est surpris par la modicité relative de l'augmentation, hors de proportion avec le progrès des chiffres de la Condition et le volume d'affaires apparemment traité d'après le courrier. En réalité il se brasse plus de soies que l'on ne fabrique d'étoffes. Il en va toujours de même au début des périodes d'expansion commerciale et l'on se prépare pour Leipzig et ses lendemains, sans trop anticiper. Enfin les ventes directes de soies à l'étranger sont importantes en regard des ventes de tissus. Ce sont même des grèges, et non des ouvres, que Guerin expédie à Crefeld ⁵⁶, ce qui permet à ses correspondants de limiter le montant des opérations de change, peu encourageantes dans le sens Italie-France ou Allemagne-France.

La démarche prudente des « consommateurs », qui « se bornent à n'agir que d'après leur carnet de commandes », explique aussi cette atténuation des fluctuations du marché sur la place de Lyon. Comme l'explique Guerin le 28 septembre, « depuis huit mois la Fabrique a peu travaillé. Le fabricant a à peu près et quoique avec perte écoulé une bonne partie de ses étoffes. Les prix étant discrets, il est venu au remplacement » ⁵⁷. Si la libération des organsins du Piémont suscite son intérêt, il réagit peu à l'annonce que des soies pourraient partir vers l'Angleterre via Calais ⁵⁸. Avec une ingratitude constante, les Lyonnais continuent de méconnaître les efforts du pouvoir impérial en leur faveur ; leur opinion demeure que « toutes ces mesures commandées et de circonstance n'ont jamais une grande influence sur les consommateurs » ⁵⁹.

Et pourtant c'est bien à ces efforts, aux adoucissements apportés au blocus beaucoup plus qu'aux commandes officielles, que Lyon doit en partie d'avoir pansé les blessures de la crise en cette fin d'été 1811. Leipzig au surplus va achever son rétablissement ⁶⁰.

.. Cf. RIFFATERRE, article cité. Ces moyennes ne semblent guère correspondre aux deux chiffres avancés d'après le rapport de Bondy, malgré l'accalmie d'août.

⁵⁵ Lettre Guerin à Rigal, à Crefeld, 19 septembre 1811 ; 2 F 31, f° 205.

⁵⁷ Lettre Guerin à Muschietti, à Turin ; 2 F 31, f° 224.

⁵⁸ Lettre Guerin à Latune, à Crest, 23 septembre 1811 ; 2 F 32, f° 175.

⁵⁹ Lettre Guerin à Cusi, à Turin, 19 septembre 1811 ; 2 F 31, f° 205.

⁶⁰ Comme pour la foire de Beaucaire, les contemporains identifient la ville à sa foire. On dit donc : « avant Leipzig », « après Leipzig » — de même : « avant Beaucaire », « après Beaucaire » — pour situer les événements par rapport aux dates de ces foires capitales.

IV. De la déflation à la stabilisation du marché (octobre-décembre).

Très rapidement de bonnes nouvelles arrivent de la foire de Leipzig. Sébastien de Neuville, ex-stagiaire de Guérin, lui apprend le 15 octobre qu'elle sera « beaucoup moins mauvaise » que la dernière, bien que les Russes ne puissent guère acheter ⁶¹. Une seule crainte se fait jour : celle que les négociants venus « de villes voisines du théâtre de la guerre entre les Turcs et les Russes » n'annulent leurs commandes ⁶². Quoi qu'il en soit, les résultats définitifs une fois connus, chacun s'accorde à reconnaître que les étoffes se sont vendues ; la Fabrique travaillera donc et l'hiver sera moins dur que le précédent ⁶³.

Mais les prix ont été discutés âprement et se sont établis assez bas. Même après la foire, il est impossible de « décrocher » (*sic*) la moindre augmentation. Cette note de rigueur va dominer la marche de l'industrie et du commerce lyonnais pour plusieurs mois. Car en l'absence des Russes, « les Allemands chercheront encore à maîtriser les fabricants et ils y parviendront, parce qu'ils sont en petit nombre tandis que les fabricants sont très nombreux » ⁶⁴. La pression est si vive qu'autour de Guérin d'aucuns s'interrogent pour savoir s'il ne convient pas de refuser les commissions d'Allemagne ⁶⁵. Les espoirs successifs d'échapper à un sort aussi inexorable se dissipent un à un : des Américains sont signalés à Bordeaux vers le 20 novembre, mais ne poussent pas jusqu'à Lyon ; quant aux licences, elles « ne seront données qu'aux négociants faisant notoirement le commerce des soies. Les maisons qui sont sur les ports de mer ne font pas notoirement ce commerce et ce sont les seules cependant qui peuvent faire usage de ces licences » ⁶⁶. Le dernier mot reste donc aux Allemands, dont le plan est de provoquer la baisse des étoffes avant d'acheter. Les Lyonnais gémissent et protestent, et finalement se soumettent en fulminant contre « ces têtes flegmatiques d'Allemagne, (qui) n'ayant point de concurrence à combattre ne cherchent que trop à en profiter ».

Mais à malin, malin et demi. Devant l'opiniâtreté des acheteurs, les fabricants décident de se rattraper sur la qualité, contraire-

⁶¹ Lettre expédiée de Francfort ; 2 F 500.

⁶² Lettre Guérin à Debos, à Privas ; 2 F 32, f° 216. LEFÈVRE (G.), *Napoléon*, p. 376.

⁶³ Guérin, le pessimiste, le confirme de tous côtés : 2 F 31, f°s 254 et 271 ; 2 F 32, f° 236.

⁶⁴ Lettre Guérin à Muschietti, à Turin, 18 octobre 1811 ; 2 F 31, f° 259.

⁶⁵ Cf. la lettre du Milanais Lacarte, avisant Guérin d'un tel refus, 14 novembre 1811 ; 2 F 509.

⁶⁶ Lettre Guérin à Peloso, à Gênes, 9 octobre 1811 ; 2 F 31, f° 246.

ment à leur tradition. Au lieu d'employer pour chaîne à deux bouts des organsins fins, ils achètent pour chaîne à un bout de gros organsins de 40 à 48 deniers qu'ils payent de 25 à 26 francs seulement ⁶⁷.

La conséquence de tout cela est que les dernières traces de spéculation disparaissent du marché des soies aux divers échelons. Les manufacturiers « vont terre à terre » et ne prennent le fil que si le vendeur se tient rigoureusement à la cote. A fin octobre, celle-ci oscille entre 36 francs pour l'organsin de 22/23 et 26 francs pour le 42/44, soit, pour permettre la comparaison avec les cours donnés à d'autres époques :

24/26		34,50 ;
27/28		33,50 ;
28/30		32,50.

Si ces cours sont légèrement supérieurs à ceux de fin septembre — car le phénomène saisonnier joue sur la matière première —, jamais l'éventail n'en a été aussi resserré. Dès que les ouvres sont offerts trop haut, les achats se ralentissent. Typiquement, un moulinier de Saint-Chamond, qui a tenté de majorer ses prix de 5 %, reçoit aussitôt des annulations de commande ⁶⁸. Les Turinois, entre autres, font de cruelles expériences. Indépendants de Lyon et de ses satellites, les Milanais, pourtant familiers des relations avec l'Allemagne, se déclarent dégoûtés de leurs négociations d'affaires... En France méridionale, la relative rareté des marchandises, contrairement aux prévisions de certains, n'arrive pas à provoquer la hausse, malgré la fermeture en novembre d'un assez grand nombre de moulins à Romans, à Orange et ailleurs. Les soies italiennes, un instant attirées par de plus lointains marchés, ont en effet repris le chemin de Lyon. Comme l'écrit Guérin, « le royaume de Naples, celui d'Italie, de Toscane, le pays de Gênes et le Piémont seraient eux-mêmes bien embarrassés s'ils n'avaient, pour écouler leur soie, que la voie de l'exportation outre-mer » ⁶⁹.

Malgré leur découragement « inconcevable », à Lyon fabricants et marchands de soie ont de quoi s'occuper. Les 7 445 métiers qui battent à la Croix-Rousse et autour de la ville au quatrième trimestre en administrent la preuve. Peu rémunératrices, les commandes sont régulières, équilibrées — comme avant la crise — sur le marché intérieur et l'étranger. Vers la fin de l'année, quelques

⁶⁷ Lettre Guérin à Peloso, à Gênes, 18 décembre 1811 ; 2 F 31, f° 315.

⁶⁸ Lettre Roger, de Saint-Chamond, à Guérin, 7 novembre 1811 ; 2 F 477.

⁶⁹ Lettre Guérin à Lacarte, à Milan ; 2 F 31, f° 241.

affaires nouvelles se dessinent. La décision de l'Empereur, consécutive à la réunion du Conseil du Commerce du 25 novembre 1811, d'autoriser le départ de 150 000 kilos de soie sur six bâtiments est bien accueillie. Guerin semble croire que les licences sont réparties entre des maisons du Havre et de Paris, et non du Havre et de Rouen comme il avait été prévu ⁷⁰. Le permis d'exporter 2 000 balles d'organsin moyennant un droit de 15 francs par kilo fait beaucoup plus de bruit ⁷¹. Il vise spécialement les productions du Piémont, et on en attend l'arrêt de la baisse. C'est en effet ce qui paraît se produire au début de janvier 1812. Les cours du 10 marquent une légère progression pour les organsins ⁷², sur ceux du 6 décembre, comme on peut en juger :

	6 décembre	10 janvier
24/26	32,50	34,50
27/28	31,50	33
28/30	30,50	32,50 à 32

Le vent est alors à un optimisme modéré et Guerin se risque à pronostiquer : « Si le gouvernement admet définitivement les Américains, nous aurons un peu plus de consommation. » Sans doute les derniers à espérer ne sont pas les ouvriers, dont la plupart, depuis la crise, ne travaillent pas au prix du tarif ⁷³. Guerin ne nous en entretient pas. Son attention est retenue par ailleurs ; déjà l'inquiète la crainte d'une prochaine guerre ⁷⁴.

⁷⁰ Lettre Guerin à Colla, à Turin, 24 décembre 1811 ; 2 F 31, f° 367. Cf. VIENNET, *Napoléon et l'industrie française*, p. 239.

⁷¹ Lettre Guerin à Peloso, à Gênes, 6 décembre 1811 ; 2 F 31, f° 336.

⁷² Depuis octobre, Guerin ne distingue plus les organsins de pays des organsins du Piémont dans les cours qu'il communique.

⁷³ Lettre du conseiller de préfecture Cochard, représentant le préfet du Rhône absent, au ministre de l'Intérieur, Lyon, 30 décembre 1811. Archives Nationales, f° 12, 1583.

⁷⁴ Lettre Guerin à Peloso, à Gênes : « ... il y aura calme si les bruits qui se sont répandus aujourd'hui d'une nouvelle guerre avec la Russie prennent plus de consistance » (4 janvier 1812) ; 2 F 31, f° 383.

CONCLUSION

L'histoire de la maison Guerin durant les années décisives de l'aventure napoléonienne est insérée dans celle du système continental. On ne saurait donc l'en dissocier. Mais ses traits les plus saillants sont marqués *par la forte empreinte d'une ville et d'une industrie* dont les destins sont étroitement liés.

En raison de sa taille et de l'autorité qu'il exerce sur une vaste région, Lyon peut sembler un poste d'observation de premier ordre pour qui s'intéresse à la politique économique du gouvernement impérial. Ce dernier ne lui a en effet ménagé ni sa considération ni ses faveurs. Or, paradoxalement et à la différence de tant d'autres, la cité *échappe assez largement à l'influence*, bonne ou mauvaise, de ses initiatives. Car c'est en elle-même et dans ses traditions qu'elle puise les ressorts principaux de son activité. De ce point de vue, le peu de place que tiennent les décisions de Paris dans la correspondance reçue ou expédiée par Guerin est singulièrement révélateur. Cette correspondance reste, au fil des jours, étonnamment technique, et les conceptions qu'elle reflète se ressentent au minimum des conditions du moment. Car les structures économiques de Lyon étaient en place de longue date et, pour partie, les cadres sociaux. La Révolution avait temporairement bouleversé les uns et les autres ; l'Empire les rétablit sans beaucoup innover. Par leur attitude et leur mentalité, les soyeux du quartier des Terreaux tranchent sur les cotonniers de la Normandie ou de l'Alsace ; les banquiers qui les entourent sont plus proches de leurs ancêtres du xvi^e siècle que de leurs confrères parisiens, barons d'Empire et tuteurs de la jeune Banque de France.

Dès lors on s'explique mieux que *la crise de 1810-1811* revête, pour la ville et sa région, un aspect très particulier. C'est à tort que l'on s'attendait à n'y trouver que le reflet d'un malaise général, fruit de l'insécurité politique et de l'appétit de gain de la nouvelle classe capitaliste. Non qu'il faille mésestimer la portée de ce malaise et, du même coup, les responsabilités du pouvoir. Mais,

dans le cas présent, *les facteurs locaux prennent un relief saisissant*. Ils sont de divers ordres : météorologiques — pour ce qui touche à la récolte des cocons —, sociologiques — pour ce qui a trait aux spéculations traditionnelles et à l'étroitesse de vues des mouliniers et des tisseurs... Que se serait-il passé si la campagne des soies s'était engagée en 1810 dans des conditions techniquement normales ? Toute supputation de ce genre est assurément vaine. Il n'en demeure pas moins que les premières difficultés rencontrées par notre place procèdent des pluies torrentielles qui s'abattent sur le Sud-Est et l'Italie du Nord au moment de l'éducation des vers. La perturbation qui en résulte sur le marché du fil à ses différents stades n'a rien d'original pour des observateurs aussi qualifiés que Guérin et ses amis. Ils n'ont donc en perspective qu'une crise de plus, non « la crise » comme nous sommes tentés de le croire. Il faut l'échec de la foire de Leipzig, plusieurs mois après, pour que la conjoncture régionale se greffe en quelque sorte sur la conjoncture générale, sans cesser cependant d'évoluer dans un cadre à part. Aussi est-il peu probable que la chronologie cyclique qui a semblé se dégager soit susceptible d'être transposée.

Dans la suite d'événements qu'elle embrasse, il en est un qui porte spécialement à réfléchir : le dernier en date. La reprise s'affirme à l'automne 1811 grâce aux commissions reçues d'Allemagne. Est-il concevable que les affaires se raniment au moment où les troupes de Napoléon s'amassent dans les plaines de l'Est en prévision du grand choc ? Imagine-t-on plus redoutable risque pour le commerce international ? Les hommes se sont-ils installés dans la guerre et ses incertitudes au point de ne pas s'en soucier ? On a peine à le supposer et le mystère reste entier.

Car, sous d'autres aspects, la pression des circonstances sur la vie des affaires est constamment sensible. L'image que l'on se fait habituellement du sort de Lyon sous Napoléon a été fréquemment embellie. Chaptal en est en partie responsable quand il exalte dans ses Souvenirs la « prédilection » qu'avait l'Empereur pour la ville et sa Fabrique¹. En réalité l'une et l'autre sont *moins à l'aise qu'on ne l'a dit* sous la férule du maître. La cité industrielle ressent le blocus comme un mal intolérable. Elle ne doit rien ou presque aux industries nouvelles. L'entrepôt cotonnier joue un rôle restreint dans son activité, et les facilités octroyées pour l'importation des soies d'Italie se bornent à renforcer des relations anciennes — qu'on préférerait d'ailleurs voir se distendre dans les périodes

¹ CHAPTAL, *Souvenirs*, p. 284-285 (Cf. L. DUBOIS et F. DUTACQ, *Histoire de Lyon*, tome II, p. 405).

d'engorgement du marché. Par contre la Fabrique a besoin de frontières largement ouvertes pour écouler ses tissus : l'Allemagne, la Russie, l'Europe entière sont ses clients normaux. A peine a-t-elle noué des relations avec les Etats-Unis d'Amérique que s'interrompent les échanges. Par là *le destin de Lyon s'apparente à celui des grands ports*, les premières victimes du blocus. Bordeaux, le fief anglais, s'est rendu célèbre par sa résistance à l'Empire. Il n'y a rien d'étonnant à percevoir l'écho de ses plaintes dans le langage du patriciat lyonnais... Ces observations sont-elles en opposition avec celles qui précèdent, au sujet de l'autonomie de comportement de la place ? Nous ne le pensons pas. Car les incidences d'une politique peuvent être brutales sur le déroulement de la vie économique sans pour autant atteindre profondément les structures.

On ne saurait d'ailleurs prêter à celles-ci, dans le cas examiné, une rigidité absolue. Comme toute forme vivante, l'économie de la région lyonnaise évolue, sous Napoléon, par ses techniques — notamment celles de la filature et du tissage. Mais cette *évolution est lente, progressive*, et emprunte ce caractère quasi institutionnel à la mentalité de la classe dirigeante. Guérin et ses collègues se méfient des impulsions comme des innovations. Pour eux, l'avenir est lié davantage au passé qu'à l'inspiration du moment. Ce n'est pas seulement une question d'intérêt, encore que leur libéralisme conservateur et militant soit ordonné à des fins très concrètes. C'est aussi affaire de tempérament. Que de fois nos marchands de soie se voient reprocher par leurs correspondants d'avoir manqué de fructueuses occasions ! Mais en définitive, aux heures difficiles comme celles de l'hiver 1810, leur prudence est récompensée... Instinctive ou calculée, cette attitude hostile à toute apparence d'improvisation n'est nulle part aussi frappante que dans le domaine, mouvant par essence, des choses *financières*. C'est à Lyon que la Banque de France et la monnaie fiduciaire rencontrent les adversaires les plus acharnés. Certes, les Quatre Paiements ont bien vécu, quoique d'aucuns espèrent toujours leur rétablissement quinze ans après leur disparition. Mais le Comptoir d'Escompte n'ira pas loin et fermera ses portes le 15 février 1817, terrassé par ses ennemis plus que par les difficultés de l'époque².

² Une phrase résume l'attitude des notables en la matière : « Il existe dans notre ville plusieurs maisons de commerce dont le papier s'élève à plusieurs millions et mérite deux à trois fois plus de confiance que les billets de la banque, sans en avoir les inconvénients » (mémoire adressé à la Chambre de Commerce par un groupe de négociants pour condamner le projet d'une nouvelle banque d'escompte ; archives consulaires, décembre 1820).

Les controverses qui, dès 1810, annoncent cette élimination, jettent une vive lumière sur *les tensions qui commencent à opposer, à un plan nouveau, la classe des grands négociants à celle des entrepreneurs et des artisans*. L'autorité du fabricant sur le chef d'atelier était déjà mal supportée sous l'Ancien Régime. Avec le développement de la circulation monétaire elle aura bientôt pour corollaire celle des détenteurs de capitaux sur la masse des producteurs isolés. Mais aussi, du même coup, s'affirme la cohésion de la région. Parce qu'il contrôle simultanément le mouvement des marchandises et celui des capitaux au sein de territoires physiquement hétérogènes, Lyon les groupe autour de lui pour le bon et le mauvais sort. En ce début du xix^e siècle sa *vocation régionale* se dessine timidement, pour pallier les défaillances de sa vocation internationale. Peu d'hommes responsables en ont sans doute conscience. Aussi comprend-on les hésitations de Guérin quand, pour la première fois, il se décide à importer des produits destinés à la consommation de « la province » (riz, denrées coloniales). Le négoce alimentaire et le commerce des produits métallurgiques³ amorcent un développement qui fera des pays rhodaniens des clients et non plus seulement des fournisseurs de la métropole.

Pour l'heure, à écouter les hommes d'affaires, la vie économique semble encore très *compartimentée*. Qu'il s'agisse de la filature, du moulinage ou du tissage, les productions de même type manquent d'harmonie entre elles. Chaque foyer local a ses procédés de fabrication, ses coutumes, ses foires. La péréquation des ressources est mal assurée. Comment s'étonner dès lors des difficultés éprouvées à vouloir suivre à la base les fluctuations des prix des soies ? D'Alès à Saint-Chamond, ils bougent constamment au gré des jours et des marchés. A ce stade primaire des échanges, la discontinuité est la règle.

Le propre des archives d'entreprises, comme celles dont ce travail s'est inspiré, est de rendre ces nuances et de souligner l'importance des facteurs psychologiques dans le comportement d'un milieu humain. A travers elles l'esprit de spéculation ne laisse pas d'apparaître comme un puissant stimulant. Mais l'enchaînement des données générales qui commandent une situation y est parfois difficile à saisir. Placée à la tête du négoce des soies à Lyon, la maison Guérin, sous l'Empire, témoigne pour une profession et pour une ville, et pas davantage.

³ Cf. LABASSE (Jean), *Les capitaux et la région, étude géographique*, p. 272.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- ARQUÉ. — La foire de Leipzig dans les temps passés — la Foire de Leipzig à l'époque actuelle (Paris, *La Science Sociale*, 1910, fascicule 69, p. 17-88, et fascicule 70, p. 13-96).
- BEAULIEU (G.). — Histoire du commerce, de l'industrie et des fabriques de Lyon depuis leur origine jusqu'à nos jours (1 vol. in-16°, Auguste Baron, éditeur, Lyon, 1838).
- BIGO (Robert). — Les bases historiques de la finance moderne en France (1 vol. in-16°, Armand Colin, Paris, 1933, 216 pages).
- Les banques françaises au cours du XIX^e siècle (1 vol. in-8°, Sirey, Paris, 1947, 304 pages).
- La Caisse d'Escompte (1776-1793) et les origines de la Banque de France (1 vol. in-8°, 314 pages, Sirey, Paris, 1927).
- BLANCHARD (Marcel). — Les routes des Alpes Occidentales à l'époque napoléonienne (1796-1815). Essai d'étude historique sur un groupe de voies de communication (1 vol. in-8°, 415 pages, Imprimerie Allier, Grenoble, 1920).
- BRAESCH (F.). — La livre tournois et le franc de germinal (1 vol. in-8°, 264 pages, La Maison du Livre Français, Paris, 1936).
- CHABERT (A.). — Essai sur les mouvements des prix en France de 1798 à 1820 (*Thèse Lettres*, 1 vol. in-8°, 261 pages, Librairie de Médicis, Paris, 1945).
- Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1798 à 1820 (1 vol. in-8°, 490 pages, Librairie de Médicis, Paris, 1950).
- CHAPTAL (S.). — Mes souvenirs sur Napoléon (1 volume, publié par son arrière-petit-fils, Antoine Chaptal, Paris, 1893).
- CHARLÉTY (Sébastien). — La vie politique à Lyon sous Napoléon I^{er} (in *Revue d'Histoire de Lyon*, tome IV, 1905, p. 371-386, A. Rey, Lyon, 1905).
- CLERGET (Pierre). — Les industries de la soie en France (1 vol. in-8°, 196 pages, Armand Colin, Paris, 1925).
- DARMSTAEDTER (Paul). — Studien zur napoleonischen Wirtschaftspolitik — Die Krisis von 1810-1811 (in *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, Berlin, 1904).

- DUBOIS (Louis) et DUTACQ (François). — Histoire de Lyon, publiée sous la direction d'Arthur Kleinclausz. Tome II (de 1595 à 1814), 1 vol. in-8°, 440 pages, Pierre Masson éditeur, Lyon, 1948.
- DUNAN (Marcel). — Napoléon et l'Allemagne. Le système continental et les débuts du Royaume de Bavière : 1806-1810 (1 vol. in-8°, Plon, Paris, 1943).
- FASSIN (Théodore). — Essai historique et juridique sur la foire de Beaucaire (*Thèse de Droit*, 1 vol. in-8°, 249 pages, B. Niel, Aix-en-Provence, 1900).
- FUGIER (André). — Napoléon et l'Italie (1 vol. in-8°, 374 pages, Janin éditeur, Paris, 1947).
- Histoire des relations internationales, publiée sous la direction de Pierre Renouvin. Tome IV : La Révolution française et l'Empire napoléonien, 1 vol., 414 pages, Librairie Hachette, Paris, 1955.
- GASCON (R.). — Structure et géographie d'une maison de marchands de soie à Lyon au XVI^e siècle (in *Revue de Géographie de Lyon*, volume 27, 1952, n° 2, p. 145 à 154).
- GILLE (Bertrand). — Les archives d'entreprise (*Revue Historique*, tome 208, octobre-décembre 1952, p. 185-204).
- GODART (Justin). — L'ouvrier en soie, monographie du tisseur lyonnais, étude historique, économique et sociale. 1^{re} partie : La réglementation du travail (1 vol. in-8°, 542 pages, Rousseau et Lyon, Bernoux et Cumin, Paris, 1899).
- GODECHOT (Jacques). — Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire (1 vol. in-8°, 687 pages, Collection de l'Histoire des Institutions, Paris, Presses Universitaires de France, 1951).
- GOURCY (Charles DE). — La foire de Beaucaire, étude d'histoire économique (*Thèse de Droit*, 1 vol. in-8°, 241 pages, Firmon et Montane, Montpellier, 1911).
- GUENEAU (Louis). — Lyon et le commerce de la soie (1 vol. in-8°, 266 pages, Bascou imprimeur, Lyon, 1923).
- JOUVENEL (Bertrand DE). — Napoléon et l'économie dirigée. Le blocus continental (1 vol. in-8°, La Toison d'Or, Paris, 1942).
- LABASSE (Jean). — Les capitaux et la région, étude géographique. Essai sur le commerce et la circulation des capitaux dans la région lyonnaise (1 vol. in-8°, 532 pages, *Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques*, A. Colin, Paris, 1955).
- LANZAC DE LABORIE (Louis DE). — Paris sous Napoléon, le monde des affaires et du travail (1 vol. in-8°, 352 pages, Plon-Nourrit, Paris, 1910).
- LEFÈVRE (Georges). — Napoléon. Collection Peuples et Civilisations, publiée sous la direction de Louis Halphen et Philippe Sagnac. Tome XIV, 1 vol. in-8°, 606 pages, Félix Alcan éditeur, Paris, 1935.
- LÉON (Pierre). — Vie et mort d'un grand marché international, la Foire de Beaucaire (XVIII^e-XIX^e siècle) (in *Revue de Géographie de Lyon*, n° 4, 1953, p. 309-328).

- MARION (Marcel). — Histoire financière de la France depuis 1715. Tome IV (1797-1818), 1 vol. in-8°, 436 pages, Rousseau, Paris, 1927.
- MAURETTE (Fernand). — Les grands marchés des matières premières (1 vol. in-12, 191 pages, A. Colin, Paris, 1922).
- MOLLIEN. — Mémoires d'un ministre du Trésor public (4 vol. in-8°, tome III, Paris, 1845).
- MORAND (Marius). — La fabrique lyonnaise de soieries et l'industrie de la soie en France, 1789-1889 (1 vol. in-4°, 90 pages, Pitrat Ainé imprimeur, Lyon, 1889).
- PARISET (Ernest). — Histoire de la fabrique lyonnaise (1 vol. in-8°, 433 pages, A. Rey imprimeur, Lyon, 1901).
- La Chambre de Commerce de Lyon, 2^e partie : xix^e siècle (1 vol. in-8°, 259 pages, Imprimerie de l'Association typographique, Lyon, 1889).
- Les industries de la soie (1 vol. in-8°, 423 pages, Pitrat, imprimeur, Lyon, 1890).
- POIDEBARD (Robert). — Les Jullien du Forez en Viennois et leurs alliances (Perroud éditeur, Lyon, 1922).
- RAMON (Gabriel). — Histoire de la Banque de France d'après les sources originales (1 vol. in-8°, 501 pages, Grasset, Paris, 1929).
- RIFFATERRE (Camille). — La fabrique lyonnaise en 1810-1811 (in *Revue d'Histoire de Lyon*, tome VII, p. 359-372 et 401-405, A. Rey, Lyon, 1908).
- RIVET (Félix). — Le quartier Perrache (1766-1946). Etude d'histoire et de géographie urbaines (Institut des Etudes Rhodaniennes, Mémoires et documents n° 6, 126 pages, Audin, éditeur, Lyon, 1951).
- TARLE (Antoine DE). — Le blocus continental et le royaume d'Italie.
- VIENNET (Mlle Odette). — Napoléon et l'industrie française. La crise de 1810-1811 (*Thèse Lettres*, 1 vol. in-8°, 342 pages, Plon éditeur, Paris, 1947).
- VILLAT (Louis). — La Révolution et l'Empire (1789-1815), tome II : Napoléon. Collection « Clio » (Introduction aux études historiques), 1 vol. 14,5 × 19,5, 357 pages, Presses Universitaires de France, Paris, 1936.

TABLE DES FIGURES

	Pages
Figure n° 1. — Les relations d'affaires de la maison Guerin en 1810-1811	33
Figure n° 2. — Les approvisionnements en soie de la maison Guerin en 1810	49
Figure n° 3. — Courbes de variation des quantités de soie conditionnées mensuellement à Lyon (en kilos) en 1809, 1810 et 1811	112

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	7
---------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA VIE D'AFFAIRES D'UN MARCHAND DE SOIES ET BANQUIER LYONNAIS EN 1810

Chap. I ^{er} . — <i>Les Guerin et leur temps</i>	17
I. Les Guerin	17
II. Structure de la maison Guerin	19
III. La vie de relation	23
IV. Mœurs et pratiques d'hommes d'affaires	27
Chap. II. — <i>Le marché de la soie et ses animateurs</i>	35
I. Aspects généraux	35
II. Le marché lyonnais de la consommation	37
— Sa structure	37
— Ses mécanismes	39
— L'écoulement des soies	41
III. L'approvisionnement en soies	44
— Diversité des besoins et des ressources du marché	44
— Les modes d'intervention du marchand de soie	46
IV. Fournisseurs et relations d'affaires de France et d'Italie	49
— En France	49
— En Italie	52
V. Les Foires	53
Chap. III. — <i>Problèmes monétaires et bancaires</i>	57
I. La circulation des monnaies et les changes	58
II. La négociation du papier de commerce et le Comptoir d'Escompte	62

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE DE 1810-1811

Chap. IV. — <i>Le déclenchement de la crise (mai-septembre 1810)</i>	69
I. Les prévisions de récolte et l'animation des marchés locaux (mai)	70
— Les promesses du printemps	70
— Les intempéries et le retournement de la situation	71
— L'incertitude de Guerin	73
— Les dispositions de la Fabrique	73

II. — La spéculation des producteurs (juin-septembre)	75
— La rareté des grèges et la hausse des cours (juin)	75
— Les hésitations des acheteurs	77
— Le redoublement de la spéculation (juillet-septembre) ..	79
III. Les réactions des consommateurs	82
— La prohibition de sortie des soies du Piémont	83
— Le « boom » du mois d'août	84
— Le dur réveil de septembre	86
Chap. V: — <i>Le marasme (octobre 1810-janvier 1811)</i>	88
I. L'effondrement des cours de la soie (octobre)	88
II. La crise monétaire (novembre-décembre)	90
— Les premières difficultés ; le manque de numéraire	90
— L'émission de billets et la « terreur panique »	91
— La course à l'argent et l'arrêt total des affaires	93
III. L'atonie des affaires et les faillites	95
— La nature et l'ampleur du mal	95
— Les faillites	97
— L'abrogation du décret de prohibition et le marché des soies	99
IV. Sombres débuts de 1811	101
— La dégradation de l'économie	101
— Le pessimisme des Lyonnais	103
Chap. VI. — <i>Le retour à l'équilibre (février-décembre 1811)</i>	106
I. Lente résorption de la crise (février-mai)	106
— Premiers soubresauts du marché (février)	106
— La récession commerciale	107
— L'assainissement financier	109
— La préparation de la récolte de 1811 (avril-mai)	110
II. La campagne des soies (juin-juillet)	114
— La récolte et les marchés de base	114
— La reprise à Lyon	116
III. De Beaucaire à Leipzig (juillet-septembre)	118
— Beaucaire et ses suites	118
— L'activité de la Fabrique	120
IV. De la déflation à la stabilisation des marchés (octobre- décembre)	123
<i>Conclusion</i>	127

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 15 AVRIL 1957
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE ALLIER
26, COURS JEAN-JAURÈS
GRENOBLE (ISÈRE)

Numéro d'édition : 1265.
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1957.

